



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

A1
A10
T67

Government
Publications

CANADA

Dept. of External Affairs



TREATY SERIES 1973 No. 17 RECUEIL DES TRAITÉS

DEFENCE

Exchange of Notes between CANADA and the UNITED STATES
OF AMERICA

Washington, May 10, 1973

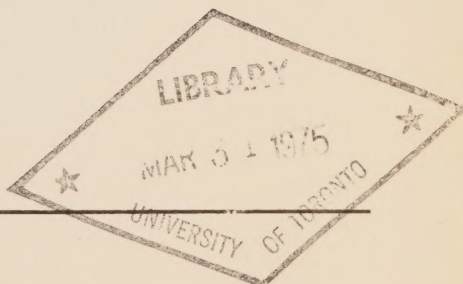
In force May 10, 1973

DÉFENSE

Échange de Notes entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE

Washington, le 10 mai 1973

En vigueur le 10 mai 1973





CANADA

TREATY SERIES 1973 No. 17 RECUEIL DES TRAITÉS

DEFENCE

Exchange of Notes between CANADA and the UNITED STATES
OF AMERICA

Washington, May 10, 1973

In force May 10, 1973

DÉFENSE

Échange de Notes entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE

Washington, le 10 mai 1973

En vigueur le 10 mai 1973

**EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE
GOVERNMENT OF THE U.S.A. CONSTITUTING AN AGREEMENT TO
EXTEND THE AGREEMENT OF MAY 12, 1958⁽¹⁾, AS EXTENDED ON MARCH
30, 1968⁽²⁾, RELATING TO THE ORGANIZATION AND OPERATION OF
NORAD**

THE AMBASSADOR OF CANADA TO THE SECRETARY OF STATE OF
THE UNITED STATES OF AMERICA

Washington, May 10, 1973

Note No. 165

SIR,

I have the honour to refer to recent discussions between Canadian and United States authorities in the Permanent Joint Board on Defence and elsewhere, concerning cooperation between our two countries in the joint defence of North America. These discussions included an examination of the development programmes for modernized air defences and the strategic situation as related to our joint participation in the North American Air Defence Command (NORAD). The principles governing the organization and operation of this Command were set out in the Agreement between our two governments dated May 12, 1958. This Agreement was renewed with some additional provisions for a period of five years by an agreement between our two governments dated March 30, 1968.

The discussions between representatives of our two governments have confirmed that there is a continuing need for integrated operational control over forces made available for the air defence of Canada and the United States as provided by the aforesaid Agreements. The discussions also indicated, however, that additional time is required to examine the component elements of the concept for a modernized air defence system now under development. Further joint consultations will undoubtedly be needed in order that our two governments will be able to consider and decide upon the extent of modernization that will satisfy future requirements for the joint defence of North America, taking into account the evolving strategic situation, including developments in the Strategic Arms Limitation Talks. Representatives of our two governments consequently believe that the interests of both Canada and the United States would be best served in these circumstances by extending the NORAD Agreement on its present terms and conditions, for an additional period of time.

My Government, therefore, proposes that the Agreement on the North American Air Defence Command effected by the exchange of Notes, signed at Washington, D. C. on May 12, 1958, and as renewed by the exchange of Notes signed at Washington, D. C. on March 30, 1968, be extended without alteration in its present terms and conditions for a further period of two years, from May 12, 1973.

⁽¹⁾ Treaty Series 1958 No. 9

⁽²⁾ Treaty Series 1968 No. 5

ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE CONSTITUANT UN ACCORD PRO-ROGEANT L'ACCORD DU 12 MAI 1958⁽¹⁾, DÉJÀ PROROGÉ LE 30 MARS 1968⁽²⁾, RELATIF À L'ORGANISATION ET AU FONCTIONNEMENT DU NORAD

L'AMBASSADEUR DU CANADA AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Washington, le 10 mai 1973

N° 165

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur de me référer aux entretiens qui ont eu lieu récemment entre les autorités canadiennes et américaines au sein de la Commission permanente mixte pour la Défense et ailleurs, concernant la coopération entre nos deux pays pour la défense commune de l'Amérique du Nord. Ces entretiens ont comporté un examen des programmes visant la mise au point de systèmes modernisés de défense aérienne, ainsi qu'une étude de la situation stratégique dans le contexte de notre participation commune au Commandement de la Défense aérienne de l'Amérique du Nord (NORAD). Les principes régissant l'organisation et le fonctionnement de ce Commandement ont été énoncés dans l'accord du 12 mai 1958 entre nos deux gouvernements. Cet accord a été renouvelé pour une période de cinq ans par un accord renfermant des dispositions supplémentaires et conclu entre nos deux gouvernements le 30 mars 1968.

Les entretiens entre les représentants de nos deux gouvernements ont confirmé la nécessité de maintenir une direction unifiée des opérations des forces affectées à la défense aérienne du Canada et des États-Unis conformément aux accords précités. Par ailleurs, il est également ressorti de ces entretiens que l'examen des divers éléments que comporte la notion d'un système modernisé de défense aérienne, dont l'élaboration se poursuit, demanderait encore un certain temps. D'autres consultations seront certainement nécessaires pour permettre à nos deux gouvernements de déterminer la portée de la modernisation qui répondra aux besoins futurs de la défense commune de l'Amérique du Nord, en tenant compte de l'évolution de la situation stratégique et notamment des progrès des Entretiens sur la Limitation des Armements stratégiques (SALT) et de prendre une décision à cet égard. Les représentants de nos deux gouvernements estiment en conséquence que la prorogation de l'accord du NORAD, selon ses modalités actuelles, pour une période supplémentaire servirait le mieux, dans les circonstances, les intérêts du Canada et des États-Unis.

Mon gouvernement propose donc que l'accord relatif au Commandement de la Défense aérienne de l'Amérique du Nord, effectué par un échange de Notes signées à Washington, D.C. le 12 mai 1958 et renouvelé par un échange de Notes signées à Washington, D.C. le 30 mars 1968 soit prorogé pour une

⁽¹⁾ Recueil des Traités 1958 N° 9

⁽²⁾ Recueil des Traités 1968 N° 5

If the Gouvernement of the United States concurs in the considerations set out above, I have the honour to propose that this Note, which is equally authentic in English and French, and your reply to that effect shall constitute an agreement between our two governments, effective from the date of your reply.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

M. CADIEUX

The Hon. William P. Rogers,
The Secretary of State,
Washington, D.C.

nouvelle période de deux ans à compter du 12 mai 1973, sans modification de ses dispositions actuelles.

Si les considérations qui précèdent agréent au gouvernement des États-Unis, j'ai l'honneur de proposer que la présente Note, dont les versions anglaise et française font également foi, et votre réponse à cet effet constituent entre nos deux gouvernements un accord qui entrera en vigueur à la date de votre réponse.

Veuillez agréer, monsieur le Secrétaire d'État, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

M. CADIEUX

L'honorable William P. Rogers,
Secrétaire d'État,
Washington, D.C.

THE SECRETARY OF STATE OF THE UNITED STATES OF AMERICA
TO THE AMBASSADOR OF CANADA

Washington, May 10, 1973

EXCELLENCY:

I have the honor to refer to your note of May 10, 1973 proposing that the Agreement on the North American Air Defense Command effected by the exchange of notes of May 12, 1958,⁽¹⁾ and continued by the exchange of notes of March 30, 1968⁽²⁾, be extended without alteration in its present terms and conditions for a period of two years, from May 12, 1973.

I am pleased to inform you that my Government concurs in the proposal set forth in your note. My Government further agrees with your proposal that your note and this reply shall constitute an agreement between the two Governments effective today.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

RUFUS Z. SMITH
For the Secretary of State

His Excellency
Marcel Cadieux,
Ambassador of Canada.

⁽¹⁾ Treaty Series 1958 No. 9

⁽²⁾ Treaty Series 1968 No. 5.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE À
L'AMBASSADEUR DU CANADA

(Traduction)

Washington, le 10 mai 1973

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de me référer à votre note du 10 mai 1973 par laquelle il est proposé que l'Accord sur le Commandement de la défense aérienne de l'Amérique du Nord, effectué par l'échange de notes du 12 mai 1958⁽¹⁾ et prorogé par l'échange de notes du 30 mars 1968⁽²⁾, soit prorogé sans modifications de ses dispositions actuelles pour une période de deux ans à compter du 12 mai 1973.

Je suis heureux de vous informer que mon Gouvernement souscrit en outre à votre proposition voulant que votre note et la présente réponse constituent, entre nos deux Gouvernements, un accord entrant en vigueur aujourd'hui.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

Pour le Secrétaire d'État
RUFUS Z. SMITH

Monsieur Marcel Cadieux
Ambassadeur du Canada

⁽¹⁾ Recueil des Traités 1958 N° 9.

⁽²⁾ Recueil des Traités 1968 N° 5.

Available by mail from Information Canada, Ottawa, K1A 0S9
and at the following Information Canada bookshops:

HALIFAX
1683 Barrington Street

MONTREAL
640 St. Catherine Street West

OTTAWA
171 Slater Street

TORONTO
221 Yonge Street

WINNIPEG
393 Portage Avenue

VANCOUVER
800 Granville Street

or through your bookseller

Price: Canada: 35 cents
Other Countries: 45 cents

Catalogue No. E3-1973/17

Price subject to change without notice

Information Canada

En vente chez Information Canada à Ottawa, K1A 0S9
et dans les librairies d'Information Canada:

HALIFAX
1683, rue Barrington

MONTREAL
640 ouest, rue Ste-Catherine

OTTAWA
171, rue Slater

TORONTO
221, rue Yonge

WINNIPEG
393, avenue Portage

VANCOUVER
800, rue Granville

ou chez votre libraire.

Prix: Canada: 35 cents
Autres Pays: 45 cents

N° de catalogue E3-1973/17

Prix sujet à changement sans avis préalable

Information Canada

15
A1
A10
T67

CANADA

Exp. of International Affairs



TREATY SERIES 1973 No. 18 RECUEIL DES TRAITÉS

AIR

Protocol relating to an Amendment to Article 50(a)
of the Convention on International Civil Aviation

Done at New York, March 12, 1971

Canada's Instrument of Ratification deposited
May 12, 1971

Entered into force January 16, 1973

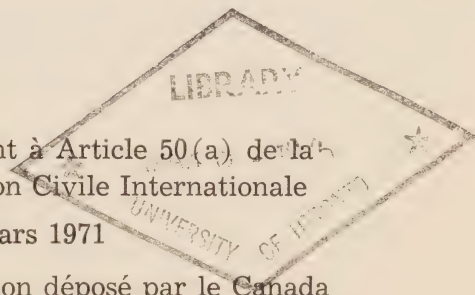
AIR

Protocole portant Amendement à Article 50(a) de la
Convention relative à l'Aviation Civile Internationale

Fait à New York, le 12 mars 1971

L'Instrument de Ratification déposé par le Canada
le 12 mai 1971

Entré en vigueur le 16 janvier 1973





CANADA

TREATY SERIES 1973 No. 18 RECUEIL DES TRAITÉS

AIR

Protocol relating to an Amendment to Article 50(a)
of the Convention on International Civil Aviation

Done at New York, March 12, 1971

Canada's Instrument of Ratification deposited
May 12, 1971

Entered into force January 16, 1973

AIR

Protocole portant Amendement à Article 50(a) de la
Convention relative à l'Aviation Civile Internationale

Fait à New York, le 12 mars 1971

L'Instrument de Ratification déposé par le Canada
le 12 mai 1971

Entré en vigueur le 16 janvier 1973

PROTOCOL

RELATING TO AN AMENDMENT TO ARTICLE 50(a) OF THE CONVENTION ON INTERNATIONAL CIVIL AVIATION

THE ASSEMBLY OF THE INTERNATIONAL CIVIL AVIATION ORGANIZATION

HAVING MET in Extraordinary Session, at New York, on the eleventh day of March 1971,

HAVING NOTED that it is the general desire of contracting States to enlarge the membership of the Council,

HAVING CONSIDERED it proper to provide for three seats in the Council additional to the six seats which were provided for by the amendment adopted on the twenty-first day of June 1961 to the Convention on International Civil Aviation (Chicago, 1944) and, accordingly, to increase the membership of the Council to thirty,

AND HAVING CONSIDERED it necessary to amend for the purpose aforesaid the Convention on International Civil Aviation done at Chicago on the seventh day of December 1944,

APPROVED, on the twelfth day of March 1971, in accordance with the provisions of paragraph (a) of Article 94 of the Convention aforesaid, the following proposed amendment to the said Convention:

In paragraph (a) of Article 50 of the Convention, the second sentence shall be deleted and replaced by:

“It shall be composed of thirty contracting States elected by the Assembly.”

SPECIFIED, pursuant to the provisions of paragraph (a) of Article 94 of the said Convention, eighty as the number of contracting States upon whose ratification the proposed amendment aforesaid shall come into force, and

RESOLVED that the Secretary General of the International Civil Aviation Organization draw up a Protocol in the English, French and Spanish languages, each of which shall be of equal authenticity, embodying the proposed amendment above mentioned and the matters hereinafter appearing.

CONSEQUENTLY, pursuant to the aforesaid action of the Assembly,

This Protocol has been drawn up by the Secretary General of the Organization;

This Protocol shall be open to ratification by any State which has ratified or adhered to the said Convention on International Civil Aviation;

The instruments of ratification shall be deposited with the International Civil Aviation Organization;

This Protocol shall come into force, in respect of the States which have ratified it, on the date on which the eightieth instrument of ratification is so deposited;

PROTOCOLE

PORTANT AMENDEMENT À L'ARTICLE 50(a) DE LA CONVENTION RELATIVE À L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

L'ASSEMBLÉE DE L'ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

S'ÉTANT RÉUNIE à New-York, le onze mars 1971, en session extraordinaire.

AYANT PRIS ACTE du désir général des États contractants d'augmenter le nombre des membres du Conseil,

AYANT JUGÉ qu'il convient de pourvoir le Conseil de trois sièges en plus des six dont il a été pourvu par l'amendement à la Convention relative à l'Aviation civile internationale (Chicago, 1944) adopté le vingt et un juin 1961 et de porter, de ce fait, leur nombre total à trente,

AYANT JUGÉ nécessaire d'amender à cette fin la Convention relative à l'Aviation civile internationale faite à Chicago le sept décembre 1944,

A APPROUVÉ, le douze mars 1971, conformément aux dispositions de l'alinéa a) de l'article 94 de la Convention précitée, le projet d'amendement à ladite Convention dont le texte suit:

A l'alinéa a) de l'article 50 de la Convention, remplacer la deuxième phrase par:

«Il se compose de trente États contractants élus par l'Assemblée.»

A FIXÉ à quatre-vingt le nombre d'États contractants dont la ratification est nécessaire à l'entrée en vigueur dudit amendement, conformément aux dispositions de l'alinéa a) de l'article 94 de ladite Convention, et

A DÉCIDÉ que le Secrétaire général de l'Organisation de l'Aviation civile internationale établirait en langues française, anglaise et espagnole, chacune faisant également foi, un Protocole comportant l'amendement précité et les dispositions ci-dessous.

EN CONSÉQUENCE, conformément à la décision susmentionnée de l'Assemblée,

Le présent Protocole a été établi par le Secrétaire général de l'Organisation;

Le présent Protocole sera soumis à la ratification de tout Etat qui a ratifié la Convention relative à l'Aviation civile internationale, ou y a adhéré;

Les instruments de ratification seront déposés auprès de l'Organisation de l'Aviation civile internationale;

Le présent Protocole entrera en vigueur, à l'égard des Etats qui l'auront ratifié, le jour du dépôt du quatre-vingtième instrument de ratification;

The Secretary General shall immediately notify all contracting States of the date of deposit of each ratification of this Protocol;

The Secretary General shall immediately notify all States parties to the said Convention of the date on which this Protocol comes into force;

With respect to any contracting State ratifying this Protocol after the date aforesaid, the Protocol shall come into force upon deposit of its instrument of ratification with the International Civil Aviation Organization.

Le Secrétaire général notifiera immédiatement à tous les Etats contractants la date du dépôt de chaque instrument de ratification du présent Protocole;

Le Secrétaire général notifiera immédiatement à tous les Etats parties à ladite Convention la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur;

Le présent Protocole entrera en vigueur, à l'égard de tout Etat contractant qui l'aura ratifié après la date précitée, dès que cet Etat aura déposé son instrument de ratification auprès de l'Organisation de l'Aviation civile internationale.

IN WITNESS WHEREOF, the President and the Secretary General of the aforesaid Extraordinary Session of the Assembly of the International Civil Aviation Organization, being authorized thereto by the Assembly, sign this Protocol.

DONE at New York on the twelfth day of March of the year one thousand nine hundred and seventy-one, in a single document in the English, French and Spanish languages, each of which shall be of equal authenticity. This Protocol shall remain deposited in the archives of the International Civil Aviation Organization, and certified copies thereof shall be transmitted by the Secretary General of the Organization to all States parties to the Convention on International Civil Aviation done at Chicago on the seventh day of December 1944.

WALTER BINAGHI
President of the Assembly

ASSAD KOTAITE
Secretary General of the Assembly

EN FOI DE QUOI, le Président et le Secrétaire général de ladite session extraordinaire de l'Assemblée de l'Organisation de l'Aviation civile internationale, autorisés à cet effet par l'Assemblée, signent le présent Protocole.

FAIT à New-York le douze mars de l'an mil neuf cent soixante et onze, en un seul exemplaire rédigé en langues française, anglaise et espagnole, chacune faisant également foi. Le présent Protocole restera déposé dans les archives de l'Organisation de l'Aviation civile internationale et le Secrétaire général de l'Organisation en transmettra des copies conformes à tous les États parties à la Convention relative à l'Aviation civile internationale faite à Chicago le sept décembre 1944.

Président de l'Assemblée
WALTER BINAGHI

Secrétaire Général de l'Assemblée
ASSAD KOTAITE

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE À
L'AMBASSADEUR DU CANADA

(Traduction)

Washington, le 10 mai 1973

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de me référer à votre note du 10 mai 1973 par laquelle il est proposé que l'Accord sur le Commandement de la défense aérienne de l'Amérique du Nord, effectué par l'échange de notes du 12 mai 1958⁽¹⁾ et prorogé par l'échange de notes du 30 mars 1968⁽²⁾, soit prorogé sans modifications de ses dispositions actuelles pour une période de deux ans à compter du 12 mai 1973.

Je suis heureux de vous informer que mon Gouvernement souscrit en outre à votre proposition voulant que votre note et la présente réponse constituent, entre nos deux Gouvernements, un accord entrant en vigueur aujourd'hui.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

Pour le Secrétaire d'État
RUFUS Z. SMITH

Monsieur Marcel Cadieux
Ambassadeur du Canada

⁽¹⁾ Recueil des Traités 1958 N° 9.

⁽²⁾ Recueil des Traités 1968 N° 5.

Available by mail from Information Canada, Ottawa, K1A 0S9
and at the following Information Canada bookshops:

HALIFAX
1683 Barrington Street

MONTREAL
640 St. Catherine Street West

OTTAWA
171 Slater Street

TORONTO
221 Yonge Street

WINNIPEG
393 Portage Avenue

VANCOUVER
800 Granville Street

or through your bookseller

Price: 35 cents Catalogue No. E3-1973/18

Price subject to change without notice

Information Canada

© QUEEN'S PRINTER FOR CANADA

OTTAWA, 1975

A1
A10
T67



CANADA

Dept. of External Affairs

Government
Publications

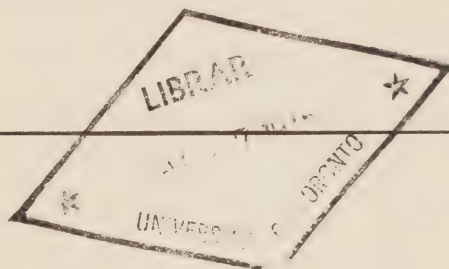
TREATY SERIES 1973 No. 19 RECUEIL DES TRAITÉS

FINANCE

Exchange of Notes between CANADA and the PEOPLE'S REPUBLIC
OF CHINA

Peking, June 4, 1973

In force June 4, 1973



FINANCE

Échange de Notes entre le CANADA et la RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE CHINE

Pékin, le 4 juin 1973

En vigueur le 4 juin 1973



CANADA

TREATY SERIES 1973 No. 19 RECUEIL DES TRAITÉS

FINANCE

Exchange of Notes between CANADA and the PEOPLE'S REPUBLIC
OF CHINA

Peking, June 4, 1973

In force June 4, 1973

FINANCE

Échange de Notes entre le CANADA et la RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE CHINE

Pékin, le 4 juin 1973

En vigueur le 4 juin 1973

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE
GOVERNMENT OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA SETTLING AND
TERMINATING THE LOANS CONTRACTED BY THE MING SUNG INDUSTRI-
AL CO., LTD., FROM THE CANADIAN BANKS ON OCTOBER 30, 1946

I

THE VICE-MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS OF THE PEOPLE'S
REPUBLIC OF CHINA TO THE CANADIAN AMBASSADOR

(Translation)

Peking, June 4, 1973

YOUR EXCELLENCY,

On behalf of the Government of the People's Republic of China, I have the honour to confirm that the representatives of our two Governments have recently reached the following agreement in talks on the question of repayment of the loan contracted by the Chinese Ming Sung Industrial Company Ltd. on October 30, 1946 from three chartered banks of Canada.

The Government of the People's Republic of China undertakes to repay the principal and interest in accordance with the provisions of the loan agreement concluded between the Chinese Ming Sung Industrial Company Ltd. and the three chartered banks of Canada and agrees that the principal and interest to be repaid amount to fourteen million four hundred sixty-nine thousand one hundred eighty-three Canadian dollars and six cents.

In response to the request of the Government of Canada, the Government of the People's Republic of China agrees to repay the said amount in cash. All related credit rights and debt obligations will terminate on the day when the Government of Canada receives the above amount.

Both Governments agree that registration of the seven vessels, Hu Men, Yu Men, Yen Men, Shih Men, Chi Men, Lung Men and Chien Men in Canada and the agreement on the hypothecation of the seven vessels to the Canadian banks will all be written off and that all related legal and other procedures required to be fulfilled in Canada will be the responsibility of the Government of Canada. In order to be able to cancel the registration of the seven vessels, the Government of Canada will provide the Government of the People's Republic of China with a bill of sale giving them clear title to the vessels.

If the above points receive Your Excellency's confirmation in a reply note, the present note and your reply shall form an agreement between the Government of the People's Republic of China and the Government of Canada on settling and terminating the loans contracted by the Chinese Ming Sung Industrial Company Ltd. from the Canadian banks on October 30, 1946, which will come into force on the date of your reply.

ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNE-
MENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE RÉGLANT ET SOLDANT
LES PRÊTS CONTRACTÉS PAR LA CHINESE MING SUNG INDUSTRIAL
COMPANY, LTD. AVEC LES BANQUES CANADIENNES LE 30 OCTOBRE 1946

I

LE VICE-MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA
RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE À L'AMBASSADEUR DU
CANADA

(Traduction)

Pékin, le 4 juin 1973.

EXCELLENCE,

Au nom du Gouvernement de la République populaire de Chine, j'ai l'honneur de confirmer que des représentants de nos deux gouvernements sont récemment convenus de l'accord suivant lors des pourparlers sur la question du remboursement du prêt contracté par la Chinese Ming Sung Industrial Company Ltd., le 30 octobre 1946 avec trois banques à charte du Canada.

Le Gouvernement de la République populaire de Chine est disposé à rembourser le capital et les intérêts conformément aux dispositions du contrat de prêt conclu entre la Chinese Ming Sung Industrial Company Ltd. et les trois banques à charte du Canada et convient que le capital et les intérêts à rembourser s'élèvent à quatorze millions quatre cent soixante-neuf mille cent quatre-vingt-trois dollars canadiens et six cents.

En réponse à la demande du Gouvernement du Canada, le Gouvernement de la République populaire de Chine accepte de rembourser comptant ledit montant. Tous les droits à crédit et les obligations découlant des dettes y afférents s'éteindront le jour où le Gouvernement du Canada recevra le montant ci-haut mentionné.

Il est convenu entre les deux gouvernements que l'immatriculation des sept navires Hu Men, Yu Men, Yen Men, Shih Men, Chi Men, Lung Men et Chien Men au Canada et l'entente hypothécaire sur les sept navires donnée aux banques canadiennes seront radiées et que toutes procédures connexes légales ou autres, à compléter au Canada, incomberont au Gouvernement du Canada. Afin d'être en mesure de radier l'immatriculation des sept navires, le Gouvernement du Canada remettra au Gouvernement de la République populaire de Chine un acte de vente lui donnant les titres légaux incontestables des navires.

Si les dispositions susmentionnées reçoivent l'approbation de Votre Excellence dans une réponse par écrit, la présente Note et votre réponse constitueront un accord entre le Gouvernement de la République populaire de Chine et le Gouvernement du Canada réglant et soldant les prêts contractés par la Chinese Ming Sung Industrial Company Ltd. avec les banques canadiennes le 30 octobre 1946, ledit accord devenant exécutoire en date de votre réponse.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

CHIAO KUAN-HUA
*Vice-Minister of Foreign Affairs
of the People's Republic of China*

His Excellency C. J. Small
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
of Canada to the People's Republic of China

Veillez agréer, Excellence, les assurances de ma très haute considération.

*Vice-Ministre des Affaires étrangères
de la République populaire de Chine*
KIAO KOUAN-HOUA

Son Excellence C. J. Small,
Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire du Canada en
République populaire de Chine

II

THE AMBASSADOR OF CANADA TO THE VICE-MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA

Peking, June 4, 1973

No 146

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your Note of June 4, 1973 the English text of which reads as follows:

"On behalf of the Government of the People's Republic of China, I have the honour to confirm that the representatives of our two Governments have recently reached the following agreement in talks on the question of repayment of the loan contracted by the Chinese Ming Sung Industrial Company Ltd., on October 30, 1946 from three chartered banks of Canada.

The Government of the People's Republic of China undertakes to repay the principal and interest in accordance with the provisions of the loan agreement concluded between the Chinese Ming Sung Industrial Company Ltd., and the three chartered banks of Canada and agrees that the principal and interest to be repaid amount to fourteen million four hundred sixty-nine thousand one hundred eighty-three Canadian dollars and six cents.

In response to the request of the Government of Canada, the Government of the People's Republic of China agrees to repay the said amount in cash. All related credit rights and debt obligations will terminate on the day when the Government of Canada receives the above amount.

Both Governments agree that registration of the seven vessels, Hu Men, Yu Men, Yen Men, Shih Men, Chi Men, Lung Men and Chien Men in Canada and the agreement on the hypothecation of the seven vessels to the Canadian banks will all be written off and that all related legal and other procedures required to be fulfilled in Canada will be the responsibility of the Government of Canada. In order to be able to cancel the registration of the seven vessels, the Government of Canada will provide the Government of the People's Republic of China with a bill of sale giving them clear title to the vessels.

If the above points receive Your Excellency's confirmation in a reply note, the present note and your reply shall form an agreement between the Government of the People's Republic of China and the Government of Canada on settling and terminating the loans contracted by the Chinese Ming Sung Industrial Company Ltd., from the Canadian banks on October 30, 1946 which will come into force on the date of your reply."

I have the honour to state that the Government of Canada accepts these proposals which correctly record the agreement reached by representatives of our two Governments and agrees that your note and this reply, which is equally authentic both in English and French, shall constitute an agreement between our two Governments on this matter, which shall enter into force on the date of this reply.

II

L'AMBASSADEUR DU CANADA AU VICE-MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

N° 146

Pékin, le 4 juin 1973

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre Note du 4 juin 1973 dont le texte français se lit comme il suit:

«Au nom du Gouvernement de la République populaire de Chine, j'ai l'honneur de confirmer que des représentants de nos deux gouvernements sont récemment convenus de l'accord suivant lors des pourparlers sur la question du remboursement du prêt contracté par la Chinese Ming Sung Industrial Company Ltd., le 30 octobre 1946 avec trois banques à charte du Canada.

Le Gouvernement de la République populaire de Chine est disposé à rembourser le capital et les intérêts conformément aux dispositions du contrat de prêt conclu entre la Chinese Ming Sung Industrial Company Ltd., et les trois banques à charte du Canada et convient que le capital et les intérêts à rembourser s'élèvent à quatorze millions quatre cent soixante-neuf mille cent quatre-vingt-trois dollars canadiens et six cents.

En réponse à la demande du Gouvernement du Canada, le Gouvernement de la République populaire de Chine accepte de rembourser comptant ledit montant. Tous les droits à crédit et les obligations découlant des dettes y afférents s'éteindront le jour où le Gouvernement du Canada recevra le montant ci-haut mentionné.

Il est convenu entre les deux gouvernements que l'immatriculation des sept navires Hu Men, Yu Men, Yen Men, Shih Men, Chi Men, Lung Men et Chien Men au Canada et l'entente hypothécaire sur les sept navires donnée aux banques canadiennes seront radiées et que toutes procédures connexes, légales ou autres, à compléter au Canada, incomberont au Gouvernement du Canada. Afin d'être en mesure de radier l'immatriculation des sept navires, le Gouvernement du Canada remettra au Gouvernement de la République populaire de Chine un acte de vente lui donnant les titres légaux incontestables des navires.

Si les dispositions susmentionnées reçoivent l'approbation de Votre Excellence dans une réponse par écrit, la présente Note et Votre réponse constitueront un accord entre le Gouvernement de la République populaire de Chine et le Gouvernement du Canada réglant et soldant les prêts contractés par la Chinese Ming Sung Industrial Company Ltd., avec les banques canadiennes le 30 octobre 1946, ledit accord devenant exécutoire en date de votre réponse.»

J'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement du Canada accepte ces propositions qui rapportent correctement l'entente convenue entre les représentants de nos deux gouvernements et convient que votre Note et la présente réponse, qui fera foi aussi bien en français qu'en anglais, constitueront un accord entre nos deux gouvernements à ce sujet, lequel accord entrera en vigueur à la date de la présente réponse.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

C. J. SMALL
Ambassador of Canada

His Excellency Chiao Kuan-hua,
Vice-Minister of Foreign Affairs
of the People's Republic of China

Veillez agréer, Excellence, les assurances de ma très haute considération.

Ambassadeur du Canada
C. J. SMALL

Son Excellence Kiao Kouan-houa,
Vice-Ministre des Affaires étrangères
de la République populaire de Chine

Available by mail from Information Canada, Ottawa, K1A 0S9
and at the following Information Canada bookshops:

HALIFAX
1683 Barrington Street

MONTREAL
640 St. Catherine Street West

OTTAWA
171 Slater Street

TORONTO
221 Yonge Street

WINNIPEG
393 Portage Avenue

VANCOUVER
800 Granville Street

or through your bookseller

Price: Canada: 35 cents
Other Countries: 45 cents

Catalogue No. E3-1973/19

Price subject to change without notice

Information Canada

© QUEEN'S PRINTER FOR CANADA

OTTAWA, 1975

En vente chez Information Canada à Ottawa, K1A 0S9
et dans les librairies d'Information Canada:

HALIFAX
1683, rue Barrington

MONTRÉAL
640 ouest, rue Ste-Catherine

OTTAWA
171, rue Slater

TORONTO
221, rue Yonge

WINNIPEG
393, avenue Portage

VANCOUVER
800, rue Granville

ou chez votre libraire.

Prix: Canada: 35 cents
Autres Pays: 45 cents

N° de catalogue E3-1973/19

Prix sujet à changement sans avis préalable

Information Canada

© IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE CANADA

OTTAWA, 1975

A1
A10
T67



CANADA

Dept of External Affairs

TREATY SERIES 1973 No. 20 RECUEIL DES TRAITÉS

BOUNDARY WATERS

Exchange of Notes between CANADA and the UNITED STATES
OF AMERICA

Ottawa, May 24 and June 7, 1973

In force June 7, 1973

With effect from April 1, 1972

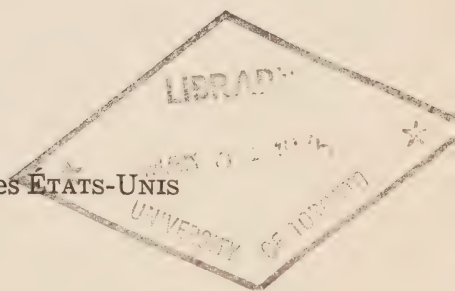
EAUX LIMITOPHES

Échange de Notes entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE

Ottawa, le 24 mai et le 7 juin 1973

En vigueur le 7 juin 1973

A compter du 1^{er} avril 1972





CANADA

TREATY SERIES 1973 No. 20 RECUEIL DES TRAITÉS

BOUNDARY WATERS

Exchange of Notes between CANADA and the UNITED STATES
OF AMERICA

Ottawa, May 24 and June 7, 1973

In force June 7, 1973

With effect from April 1, 1972

EAUX LIMITROPHES

Échange de Notes entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE

Ottawa, le 24 mai et le 7 juin 1973

En vigueur le 7 juin 1973

A compter du 1^{er} avril 1972

TABLE OF CONTENTS

	Page
I Note dated May 24, 1973, from the Ambassador of the United States of America to the Secretary of State for External Affairs of Canada	4
II Note dated June 7, 1973, from the Secretary of State for External Affairs of Canada to the Ambassador of the United States of America	10
III Note dated June 13, 1973, from the Ambassador of the United States of America to the Secretary of State for External Affairs of Canada	12
IV Note dated July 16, 1973, from the Secretary of State for External Affairs of Canada to the Ambassador of the United States of America	14

TABLE DES MATIÈRES

	Page
I Note, en date du 24 mai 1973, adressée par l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada	5
II Note, en date du 7 juin 1973, adressée par le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada à l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique	11
III Note, en date du 13 juin 1973, adressée par l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada	13
IV Note, en date du 16 juillet 1973, adressée par le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada à l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique	15

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE
GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA CONSTITUTING AN
AGREEMENT TO FACILITATE JOINT CO-OPERATION IN A RESEARCH
PROJECT ENTITLED "THE INTERNATIONAL FIELD YEAR FOR THE GREAT
LAKES"

I

THE AMBASSADOR OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO THE
SECRETARY OF STATE FOR EXTERNAL AFFAIRS OF CANADA

Ottawa, May 24, 1973.

No. 103

SIR:

I have the honour to refer to the cooperative project entitled "The International Field Year for the Great Lakes," which is being undertaken during the period April 1, 1972 to March 31, 1973, by interested agencies in the United States and Canada.

The Government of the United States of America considers that the effective operation and support of the very complex data gathering system, which is being established over Lake Ontario and its drainage basin as the basis for the project, necessitate special arrangements to facilitate the respective operations under the project in United States and Canadian territory and the smooth transit across the United States-Canadian border, in both directions, of equipment and personnel involved in the project.

Accordingly, I have the honor to propose that the Government of the United States and the Government of Canada should agree to cooperate in support of the project on the following terms:

1. (a) Each party encourages the use of its port and airport facilities by survey and research vessels and aircraft of the other party which are involved in the project and also the use of such other facilities in its territory as may be required by such vessels and aircraft;

(b) Each party shall, upon request, take the necessary steps to facilitate entry into and departure from its territory of such vessels and aircraft.

2. (a) Each Party shall, upon request, take the necessary steps to facilitate the entry into and departure from its territory of any national of the other party who is identified by the other party as a person authorized by that party to participate in the project as its agent or employee;

(b) Each party shall keep the other party advised of the names and titles of the individuals to whom it has issued the identification referred to in paragraph 2(a) above.

3. Each party shall, upon request, take the necessary steps to facilitate the admission into and removal from its territory of materials, equipment, supplies, goods or other property imported by an agent or employee of the other party for use in the project.

ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS CONSTITUANT UN ACCORD EN VUE DE FACILITER LE PROJET CONJOINT INTITULÉ «L'ANNÉE INTERNATIONALE DE RECHERCHE DANS LES GRANDS LACS»

I

**L'AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE AU SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES DU CANADA**

Ottawa, le 24 mai 1973

N° 103

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur de me référer au projet conjoint intitulé «The International Field Year for the Great Lakes» (L'année internationale de recherche dans les Grands lacs), mis en œuvre au cours de la période s'étendant du 1^{er} avril 1972 au 31 mars 1973 par les organismes intéressés aux États-Unis et au Canada.

Le Gouvernement des États-Unis estime que le fonctionnement efficace et le maintien du système fort complexe de rassemblement de données, mis sur pied dans la région du lac Ontario et dans son bassin hydrographique comme étape initiale du projet, exigent la conclusion d'arrangements spéciaux, en vue de faciliter les opérations respectives exécutées, dans le cadre du projet, en territoire américain et canadien et d'assurer à l'équipement et au personnel nécessaires au projet le franchissement sans encombre, dans les deux sens, de la frontière canado-américaine.

En conséquence, j'ai l'honneur de proposer que le Gouvernement des États-Unis et le Gouvernement du Canada conviennent de coopérer pour appuyer le projet aux conditions suivantes:

1. (a) Chaque partie encouragera l'utilisation de ses services portuaires et aéroportuaires par les navires et les aéronefs de reconnaissance et de recherche de l'autre partie qui participent au projet ainsi que l'utilisation des autres services situés sur son territoire et dont ces navires et aéronefs pourraient avoir besoin;

(b) Chaque partie prendra, sur demande, les mesures nécessaires pour faciliter à ces navires et aéronefs l'entrée sur son territoire ainsi que la sortie hors de ce dernier.

2. (a) Chaque partie prendra, sur demande, les mesures nécessaires pour faciliter à tout ressortissant de l'autre partie identifié par cette dernière comme une personne autorisée par elle à participer au projet à titre d'agent ou d'employé l'entrée sur son territoire ainsi que la sortie hors de ce dernier.

(b) Chaque partie informera l'autre partie des noms et titres des personnes à qui elle a délivré les documents d'identité mentionnés dans le paragraphe 2 (a) ci-dessus.

3. Chaque partie prendra sur demande, en ce qui concerne les matériaux, l'équipement, les fournitures, les articles ou autres objets importés par un agent ou un employé de l'autre partie, afin de s'en servir pour le projet, les

4. (a) Each party shall admit into its territory, free of customs and import duties, taxes and other similar charges, materials, equipment, supplies, goods or other property imported by an agent or employee of the other party for use in the project, including but not by way of limitation:

- (i) magnetic tapes (used and unused) employed in data recording;
- (ii) processed data, in any format;
- (iii) motor vehicles; and
- (iv) equipment and sensors;

(b) Whenever practicable, the property referred to in paragraph 4(a) above shall be accompanied by a person or persons identified by the other party as indicated in paragraph 2(a) above; if the property is to be unaccompanied, the other party shall furnish, in advance, a list of the property.

5. Each party shall exempt from all fees, taxes and other charges any motor vehicles of the other party which are involved in the project.

6. No person ordinarily resident in the territory of one party shall be liable to pay in the territory of the other party any taxes in the nature of a license in respect of any service or work performed in the territory of the other party in connection with the project.

7. The principal ports of entry and exit for surface transportation shall be:

- (a) Detroit, Michigan and Windsor, Ontario;
- (b) Niagara Falls, New York and Niagara Falls, Ontario;
- (c) Thousand Islands Bridge, New York and Lansdowne, Ontario

and these ports shall be used whenever practicable for the movement of materials and personnel by surface transportation across the United States-Canadian border in connection with the project.

8. Any participating governmental agency of a party shall be responsible for claims for damage to property or injury to persons in the territory of the other party with respect only to activities in connection with the project engaged in or performed by that agency or its employees.

9. Each party shall provide the other party with duplicate negatives of all air photographs and infrared imagery which are acquired by or on behalf of the first mentioned party in the Lake Ontario Drainage Basin for the purposes of the project and shall take the necessary steps to facilitate the timely exchange of scientific and technological data which are involved in the project.

10. The provisions of the present agreement shall be subject to the availability of funds appropriated by the parties and to the laws of each party.

11. The agreement shall enter into force with retroactive effect as from April 1, 1972 and shall remain in force until both parties are agreed that the project

mesures nécessaires pour faciliter leur entrée sur son territoire ainsi que leur sortie hors de ce dernier.

4. (a) Chaque partie laissera entrer sur son territoire, sans droits de douane ni droits d'entrée, taxes ou autres charges semblables, les matériaux, l'équipement, les fournitures, les articles ou autres objets importés par un agent ou un employé de l'autre partie afin de les utiliser pour le projet, y compris, mais sans que cela constitue une restriction:

- (a) les rubans magnétoscopiques (usagés et non usagés) utilisés pour le rassemblement des données;
- (b) les données analysées, de toute nature;
- (c) les véhicules automobiles; et
- (d) l'équipement et les capteurs;

(b) Dans la mesure du possible, les objets mentionnés dans le paragraphe 4 (a) ci-dessus seront accompagnés d'une ou plusieurs personnes identifiées par l'autre partie de la façon indiquée au paragraphe 2 (a) ci-dessus; s'il advient que les objets ne soient pas accompagnés, l'autre partie devra alors produire, à l'avance, une liste desdits objets.

5. Chaque partie exemptera de tous droits, taxes et autres charges les véhicules automobiles de l'autre partie qui seront utilisés aux fins du projet.

6. Aucune personne habituellement résidente du territoire d'une partie ne sera tenue de verser, dans le territoire de l'autre partie, quelques taxes que ce soit sous forme d'un permis relativement à un service ou à un travail exécutés dans le territoire de l'autre partie dans le cadre du projet.

7. Les principaux ports d'entrée et de sortie pour le transport de surface seront:

- (a) Détroit (Michigan) et Windsor (Ontario);
- (b) Niagara Falls (New York) et Niagara Falls (Ontario)
- (c) Thousand Islands Bridge (New York) et Landsdowne (Ontario)

et ces ports seront utilisés chaque fois qu'il sera pratique de le faire pour assurer le franchissement, par voie de surface, de la frontière canado-américaine aux matériaux et au personnel ayant rapport au projet.

8. Tout organisme gouvernemental participant d'une partie prendra en charge les réclamations occasionnées par les dégâts causés à la propriété ou les blessures personnelles dans le territoire de l'autre partie relativement aux seules activités touchant le projet qui sont entreprises ou exécutées directement par cet organisme ou ses employés.

9. Chaque partie s'engagera à fournir à l'autre partie un double des négatifs de toutes les photographies aériennes et pellicules à l'infrarouge obtenues par la partie d'abord mentionnée, ou en son nom, dans le bassin hydrographique du lac Ontario aux fins du projet et elle doit prendre les mesures nécessaires pour faciliter l'échange, en temps utile, des données scientifiques et techniques que comporte le projet.

10. Les dispositions du présent accord seront subordonnées à la disponibilité des crédits votés par les parties et assujetties aux lois de chacune d'elles.

11. L'accord prendra effet rétroactivement le 1^{er} avril 1972 et demeurera en vigueur jusqu'à ce que les deux parties aient convenu que le projet est terminé, à moins qu'on y mette fin plus tôt d'un commun accord, ou que l'une ou l'autre partie y mette fin après avoir donné par écrit, un préavis de

has been completed, unless terminated earlier by mutual agreement or by either party after sixty days notice in writing to the other party of its intention to terminate the agreement.

If the foregoing provisions are acceptable to the Government of Canada, I have the honor to propose that your reply to this effect and this note shall constitute an agreement between the Governments of the United States and Canada regarding this matter, which shall enter into force on the date of your reply with effect from April 1, 1972.

Accept, Sir, the renewed assurance of my highest consideration.

ADOLPH W. SCHMIDT

The Honorable
Mitchell Sharp,
Secretary of State
for External Affairs,
Ottawa

soixante jours, signifiant ainsi à l'autre partie son intention de mettre fin à l'accord.

Si les dispositions susmentionnées sont agréées par le Gouvernement du Canada, j'ai l'honneur de proposer que la réponse de votre Excellence en cette matière et à la présente note constitue un accord entre les Gouvernements des États-Unis et du Canada concernant cette question, lequel prendra effet à la date de votre réponse, avec effet rétroactif au 1^{er} avril 1972. Je saisis cette occasion pour renouveler à votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

ADOLPH W. SCHMIDT

L'honorable Mitchell Sharp,
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures,
Ottawa.

II

THE SECRETARY OF STATE FOR EXTERNAL AFFAIRS OF CANADA
TO THE AMBASSADOR OF THE UNITED STATES OF AMERICA

Ottawa, June 7, 1973

No. *FLA-313*

EXCELLENCY,

I have the honour to refer to your Note No. 103 of May 24, 1973, concerning the co-operative project entitled "The International Field Year for the Great Lakes" which is being undertaken during the period April 1, 1972, to March 31, 1973, by interested agencies in the United States and Canada.

I have the honour to state that the Government of Canada accepts the proposals set forth in your Note No. 103 of May 24, 1973, and agrees that your Note and this reply thereto, in English and French, shall constitute an agreement between our two Governments regarding this matter, which shall enter into force with effect as from April 1, 1972.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

MITCHELL SHARP
Secretary of State for External Affairs

His Excellency

The Honourable Adolph W. Schmidt,
Ambassador of the United States of America,
OTTAWA.

II

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES DU CANADA
À L'AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Ottawa, le 7 juin 1973

N° FLA—313

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur de me référer à votre note n° 103 du 24 mai 1973 concernant le projet conjoint intitulé «L'année internationale de recherche dans les Grands lacs» mis en œuvre au cours de la période du 1^{er} avril 1972 au 31 mars 1973 par les organismes intéressés aux États-Unis et au Canada.

J'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement du Canada accepte les propositions exposées dans votre note n° 103 du 24 mai 1973 et qu'il convient que votre note et les textes anglais et français de la présente réponse constituent, entre nos deux Gouvernements, un accord concernant cette question, lequel entre en vigueur avec effet rétroactif au 1^{er} avril 1972.

Veuillez agréer, Excellence, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

Le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures.
MITCHEL SHARP

Son Excellence
L'honorable Adolph W. Schmidt,
Ambassadeur des États-Unis d'Amérique,
Ottawa.

III

THE AMBASSADOR OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO THE SECRETARY OF STATE FOR EXTERNAL AFFAIRS OF CANADA

Ottawa, June 13, 1973.

No. 108

SIR:

I have the honor to refer to the Embassy's Note No. 103, dated May 24, 1973, and the Department's reply thereto, Note No. FLA-313, dated June 7, 1973, relating to United States-Canadian cooperation in the study of Lake Ontario and its drainage basin, in connection with the International Field Year for the Great Lakes.

My Government wishes to confirm its understanding that the agreements recorded in that exchange of notes do not involve any waiver of the following requirements of the Government of the Province of Ontario:

- (a) that any driver of a motor vehicle which is being operated in the Province, who has been continuously resident in the Province for at least three months, shall be in possession of a Provincial driver's license;
- (b) that, for the operation of an over-weight or over-size vehicle in the Province, a special Provincial permit, for designated routes, shall be required.

My Government further understands that, in accordance with the terms of the agreement recorded in the exchange of notes referred to, any fee or charge which normally would be levied in connection with the issue of the license or special permit will be waived.

Accept, Sir, the renewed assurance of my highest consideration.

ADOLPH W. SCHMIDT

The Honorable
Mitchell Sharp,
Secretary of State
for External Affairs,
Ottawa.

III

L'AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES DU CANADA

Ottawa, le 13 juin 1973

N° 108

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur de me référer à l'échange de notes, effectué à Ottawa le 24 mai et 7 juin 1973, relativement à la coopération des États-Unis et du Canada à l'étude portant sur le lac Ontario et son bassin hydrographique dans le cadre de l'Année internationale de recherche dans les Grands Lacs.

Mon Gouvernement désire s'assurer que les dispositions de cet échange de notes ne comportent pas l'exemption des exigences suivantes imposées par le Gouvernement de la Province d'Ontario, à savoir:

- (a) que le conducteur qui conduit un véhicule automobile dans la Province et qui y réside de façon continue depuis au moins trois mois, doit obtenir un permis de conduire provincial;
- (b) que, pour conduire un poids lourd ou un véhicule particulièrement encombrant dans la Province, il est nécessaire d'obtenir un permis provincial spécial pour des routes désignées.

Mon Gouvernement croit en outre comprendre que, conformément aux conditions de l'accord inscrites dans l'échange de notes susmentionné, les droits et charges qui seraient habituellement exigibles relativement à la délivrance du permis ou du permis spécial seront levés.

Je saisis cette occasion pour renouveler à votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

ADOLPH W. SCHMIDT

L'honorable Mitchell Sharp,
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures,
Ottawa.

IV

THE SECRETARY OF STATE FOR EXTERNAL AFFAIRS OF CANADA
TO THE AMBASSADOR OF THE UNITED STATES OF AMERICA

Ottawa, July 16, 1973

No. FLA-367

EXCELLENCY,

I have the honour to refer to the exchange of notes, dated at Ottawa on May 24 and June 7, 1973, constituting an agreement between our two Governments concerning the International Field Year for the Great Lakes, with effect from April 1, 1972, and to your Note No. 108 of June 13, 1973, relating to requirements of the Province of Ontario.

In reply, I have the honour to confirm the understanding of the Government of Canada that the agreement embodied in that exchange of notes does not involve any waiver of the following requirements of the Government of the Province of Ontario;

- (a) that any driver of a motor vehicle which is being operated in the Province, who has been continuously resident in the Province for at least three months, shall be in possession of a Provincial driver's license;
- (b) that, for the operation of an over-weight or over-size vehicle in the Province, a special Provincial permit, for designated routes, shall be required.

The Government of Canada further understands that, in accordance with the terms of the agreement recorded in the exchange of notes referred to, any fee or charge which normally would be levied in connection with the issue of the license or special permit will be waived.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

MITCHELL SHARP
Secretary of State for External Affairs

His Excellency
The Honourable Adolph W. Schmidt
Ambassador of the United States of America,
Ottawa.

IV

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES DU CANADA
À L'AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Ottawa, le 16 juillet 1973

N° FLA-367

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur de me référer à l'échange de notes, datées à Ottawa le 24 mai et le 7 juin 1973, lesquelles constituent entre nos deux Gouvernements un accord concernant l'Année internationale de recherche dans les Grands lacs, avec effet rétroactif au 1^{er} avril 1972, ainsi qu'à votre note n° 108 du 13 juin 1973 concernant les exigences de la Province d'Ontario.

En réponse, j'ai l'honneur de confirmer que l'entente intervenue entre le Gouvernement du Canada selon laquelle l'accord compris dans cet échange de notes ne comporte pas de la part du Gouvernement de la Province d'Ontario l'abandon des exigences suivantes, à savoir:

- (a) que le conducteur qui conduit un véhicule automobile dans la Province et qui y réside de façon continue depuis au moins trois mois doit obtenir un permis de conduire provincial;
- (b) que, pour conduire un poids lourd ou un véhicule particulièrement encombrant dans la Province, il est nécessaire d'obtenir un permis provincial spécial pour des routes désignées.

Le Gouvernement du Canada croit en outre comprendre que, conformément aux conditions de l'accord inscrites dans l'échange de notes susmentionné, les droits et charges qui seraient habituellement exigibles relativement à la délivrance du permis ou du permis spécial seront levés.

Veuillez agréer, Excellence, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

Le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures
MITCHELL SHARP

Son Excellence M. Adolph W. Schmidt,
Ambassadeur des États-Unis d'Amérique,
Ottawa.

Available by mail from Information Canada, Ottawa, K1A 0S9
and at the following Information Canada bookshops:

HALIFAX
1683 Barrington Street

MONTREAL
640 St. Catherine Street West

OTTAWA
171 Slater Street

TORONTO
221 Yonge Street

WINNIPEG
393 Portage Avenue

VANCOUVER
800 Granville Street

or through your bookseller

Price: Canada: 35 cents
Other Countries: 45 cents

Catalogue No. E3-1973/20

Price subject to change without notice

Information Canada

En vente chez Information Canada à Ottawa, K1A
et dans les librairies d'Information Canada:

HALIFAX
1683, rue Barrington

MONTREAL
640 ouest, rue Ste-Catherine

OTTAWA
171, rue Slater

TORONTO
221, rue Yonge

WINNIPEG
393, avenue Portage

VANCOUVER
800, rue Granville

ou chez votre libraire.

Prix: Canada: 35 cents
Autres Pays: 45 cents

N° de catalogue E3-1973/20

Prix sujet à changement sans avis préalable

Information Canada

QUEEN'S PRINTER FOR CANADA © IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE CANADA

OTTAWA, 1975

A1
A10
T67

Received
1973



CANADA

Dept of External Affairs

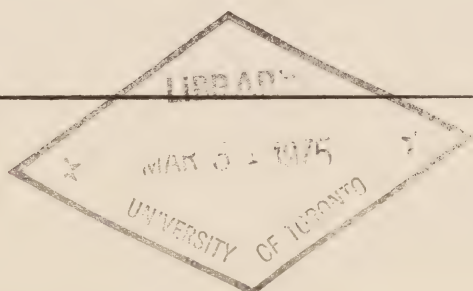
TREATY SERIES 1973 No. 21 RECUEIL DES TRAITÉS

AIR

Agreement between CANADA and the PEOPLE'S REPUBLIC
OF CHINA (with Protocol)

Ottawa, June 11, 1973

In force June 11, 1973



AIR

Accord entre le CANADA et la RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE
(avec Protocole)

Ottawa, le 11 juin 1973

En vigueur le 11 juin 1973



CANADA

TREATY SERIES 1973 No. 21 RECUEIL DES TRAITÉS

AIR

Agreement between CANADA and the PEOPLE'S REPUBLIC
OF CHINA (with Protocol)

Ottawa, June 11, 1973

In force June 11, 1973

AIR

Accord entre le CANADA et la RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE
(avec Protocole)

Ottawa, le 11 juin 1973

En vigueur le 11 juin 1973

**CIVIL AIR TRANSPORT AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA
AND THE GOVERNMENT OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA**

The Government of Canada and the Government of the People's Republic of China,

WITH a view to facilitating the friendly contacts between the peoples of Canada and China, developing the mutual relations between the two countries in respect of air transportation,

IN accordance with the principles of mutual respect for independence and sovereignty, non-interference in each other's internal affairs, equality and mutual benefit as well as friendly cooperation,

AND with regard to the establishment of scheduled air services between and beyond their respective territories,

Have agreed as follows:

ARTICLE 1

For the purpose of this Agreement:

- (a) "Aeronautical Authorities" means, in the case of Canada, the Minister of Transport and the Canadian Transport Commission and, in the case of the People's Republic of China, the General Administration of Civil Aviation of China, or, in both cases, any other authority or body empowered to perform the functions now exercised by the said Authorities;
- (b) "Agreed services" means scheduled air services for the transport of passengers, baggage, cargo and mail on the routes specified in the Annex to this Agreement;
- (c) "Agreement" means this Agreement, the Annex attached thereto and any amendments thereto;
- (d) "Designated airline" means an airline designated in accordance with Article 3 of this Agreement;
- (e) "Tariffs" shall be deemed to include all rates, fares, charges for transportation, conditions of carriage, classifications, rules, regulations, practices and services related thereto, but excluding remuneration and conditions for the carriage of mail;
- (f) "Air service" means any scheduled air service performed by aircraft for the public transport of passengers, baggage, mail or cargo.

ARTICLE 2

1. Each Contracting Party grants to the other Contracting Party the right to operate scheduled air services (hereinafter referred to as "the agreed services") on the route specified in the Annex to this Agreement (hereinafter referred to as "the Specified route") for the transport of international traffic in passengers, baggage, cargo and mail.

ACCORD RELATIF AUX TRANSPORTS AÉRIENS CIVILS ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République populaire de Chine,

AFIN de faciliter les contacts amicaux entre les peuples du Canada et de Chine, et de développer les relations mutuelles entre les deux pays en matière de transports aériens,

CONFORMEMENT aux principes du respect mutuel de l'indépendance et de la souveraineté, de la non-ingérence dans les affaires intérieures de l'autre pays, de l'égalité, ainsi que des avantages réciproques et de la coopération amicale,

ET au sujet de l'établissement de services aériens réguliers entre leur territoire respectif et au-delà,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1

Aux fins du présent Accord:

- (a) «Autorités aéronautiques» signifie, dans le cas du Canada, le Ministre des Transports et la Commission canadienne des transports et, dans le cas de la République populaire de Chine, l'Administration générale de l'Aviation civile de Chine, ou, dans les deux cas, toute autre autorité ou tout autre organisme autorisé à remplir les fonctions exercées présentement par lesdites Autorités;
- (b) «Services convenus» signifie les services aériens réguliers pour le transport de passagers, de bagages, de marchandises et de courrier sur les routes spécifiées dans l'Annexe au présent Accord;
- (c) «Accord» signifie le présent Accord, son Annexe et toutes modifications dudit Accord et de son Annexe;
- (d) «Entreprise de transport aérien désignée» signifie une entreprise de transport aérien désignée conformément à l'Article 3 du présent Accord;
- (e) «Tarif» est considéré comme comprenant le tarif cargo, le tarif passager et les frais de transport, ainsi que les conditions de transport, les classifications, les règles, les règlements, les pratiques et les services qui s'y rattachent, sauf la rémunération et les conditions du transport du courrier;
- (f) «Service aérien» signifie tout service aérien régulier assuré par un aéronef pour le transport public des passagers, des bagages, des marchandises ou du courrier.

ARTICLE 2

1. Chacune des Parties contractantes accorde à l'autre Partie contractante le droit d'exploiter des services aériens réguliers (appelés ci-après «les

2. The aircraft of the airline designated by one Contracting Party engaged in the operation of the agreed services may omit calling at any point on the specified route provided that the service begins at a point in the territory of the Contracting Party designating the airline, and provided also that the omission of any point of call in the territory of the other Contracting Party shall be subject to the approval of the Aeronautical Authorities of that other Contracting Party.

3. The aircraft of the designated airline of each Contracting Party, while flying in the territory of the other Contracting Party shall comply with the regulations governing the airway, air route, air corridor and the boundaries of the airspace available, prescribed by the other Contracting Party.

4. Each Contracting Party shall notify the other Contracting Party at least sixty days in advance of the inauguration of its agreed services on the specified route.

5. Special flights between the territories of both Contracting Parties as well as flights on other than agreed services over the territory of each Contracting Party shall take place only after permission is obtained through diplomatic channels.

ARTICLE 3

1. The Government of the People's Republic of China designates "Department of International Affairs of the General Administration of Civil Aviation of China" as its airline to operate its agreed services on the route specified for China in the Annex to this Agreement. The Government of Canada shall have the right to designate, by diplomatic note; an airline to operate its agreed services on the route specified for Canada in the Annex to this Agreement.

2. Each Contracting Party shall have the right to withdraw, by diplomatic note to the other Contracting Party, the designation of an airline to operate an agreed service and to substitute therefor the designation of another airline.

3. The Aeronautical Authorities of one Contracting Party, upon receipt of a notice of designation by the other Contracting Party, shall, as soon as practicable, grant to the airline designated by the other Contracting Party the appropriate authorization to operate the agreed services.

4. Upon receipt of such authorization the airline may begin at any time to operate the agreed services, subject to the provision set out in Article 2, paragraph 4, and provided that a tariff established in accordance with the provisions of Article 8 of this Agreement is in force in respect of that service.

5. The substantial ownership and effective control of the airline designated by each Contracting Party shall remain vested in such Contracting Party or its nationals.

services convenus») sur la route spécifiée dans l'Annexe au présent Accord (appelée ci-après «la route spécifiée») pour le transport, en trafic international, de passagers, de bagages, de marchandises et de courrier.

2. Les aéronefs de l'entreprise de transport aérien désignée par une Partie contractante qui assure l'exploitation des services convenus peuvent omettre de faire escale en tout point de la route spécifiée, à condition que le service commence à point situé dans le territoire de la Partie contractante qui désigne l'entreprise de transport aérien et que l'omission de tout point d'escale dans le territoire de l'autre Partie contractante soit soumise à l'approbation des autorités aéronautiques de cette autre Partie contractante.

3. Les aéronefs de l'entreprise de transport aérien désignée de chaque Partie contractante se conformeront, en survolant le territoire de l'autre Partie contractante, aux règlements fixés par l'autre Partie contractante concernant la voie aérienne, la route aérienne, le corridor aérien et les limites de l'espace aérien disponible.

4. Chacune des Parties contractantes avertira l'autre Partie contractante au moins soixante jours à l'avance de l'inauguration de ses services convenus sur la route spécifiée.

5. Les vols spéciaux entre les territoires des deux Parties contractantes de même que les vols effectués autrement que dans le cadre des services convenus au-dessus du territoire de chacune des Parties contractantes, n'auront lieu qu'après l'obtention de l'autorisation par voie diplomatique.

ARTICLE 3

1. Le Gouvernement de la République populaire de Chine désigne le «Département des Affaires internationales de l'Administration générale de l'Aviation civile de Chine» comme son entreprise de transport aérien chargée d'exploiter les services convenus sur la route spécifiée pour la Chine dans l'Annexe au présent Accord. Le Gouvernement du Canada aura le droit de désigner, au moyen d'une note diplomatique, une entreprise de transport aérien pour l'exploitation des services convenus sur la route spécifiée pour le Canada dans l'Annexe au présent Accord.

2. Chaque Partie contractante aura le droit d'annuler, au moyen d'une note diplomatique adressée à l'autre Partie contractante, la désignation d'une entreprise de transport aérien chargée d'exploiter un service convenu et de désigner une autre entreprise à cette fin.

3. Dès qu'elles auront reçu un avis de désignation de l'autre Partie contractante, les autorités aéronautiques d'une Partie contractante accorderont dès que possible à l'entreprise ainsi désignée l'autorisation appropriée d'exploiter les services convenus.

4. Dès qu'elle aura reçu cette autorisation, l'entreprise de transport aérien pourra commencer en tout temps à exploiter les services convenus, sous réserve de la disposition énoncée au paragraphe 4 de l'Article 2 et à condition qu'un tarif établi conformément aux dispositions de l'Article 8 du présent Accord soit en vigueur à l'égard de ce service.

5. Une part importante de la propriété et le contrôle effectif de l'entreprise de transport aérien désignée par chaque Partie contractante devront demeurer entre les mains de la Partie contractante qui a désigné l'entreprise ou de ses ressortissants.

ARTICLE 4

1. Each Contracting Party reserves the right to withhold, revoke or impose conditions on the authorization granted to the airline designated by the other Contracting Party in accordance with Article 2 of this Agreement,

- (a) in the event of failure by such airline to qualify under the laws and regulations applied by the Aeronautical Authorities of the first Contracting Party to all foreign airlines in like circumstances;
- (b) in the event of failure by such airline to comply with the laws and regulations of that Contracting Party;
- (c) in the event that it is not satisfied that substantial ownership and effective control of such airline are vested in the other Contracting Party or its nationals; and
- (d) in the event that the airline otherwise fails to operate in accordance with the conditions prescribed under this Agreement.

2. Unless immediate action is essential to prevent further infringement of such laws and regulations, the right to revoke such authorization shall be exercised only after consultation with the other Contracting Party.

ARTICLE 5

The laws and regulations of one Contracting Party relating to the admission to, stay in, departure from and navigation in its territory of aircraft engaged in the operation of international air services as well as the laws and regulations relating to the admission to, stay in and departure from its territory of passengers, crew, baggage, cargo and mail shall be applicable to the aircraft of the airline designated by the other Contracting Party and the crew, passengers, baggage, cargo and mail carried by such aircraft while in the territory of the first Contracting Party. Each Contracting Party shall supply to the other Contracting Party current information relevant to the above-mentioned laws and regulations.

ARTICLE 6

1. Each Contracting Party shall designate in its territory the airports and alternate airports to be used by the designated airline of the other Contracting Party for the operation of the specified route, and shall provide the latter with communications and navigational services, meteorological and other auxiliary services in its territory as are required for the safe and regular operation of the agreed services. The detailed arrangements shall be set out in the Protocol signed by the Aeronautical Authorities of both Contracting Parties.

2. If either Contracting Party or its designated airline should at any time fail to conform to the provisions of the Protocol referred to in paragraph 1 of this Article, such failure will constitute grounds for the application of Article 4.

ARTICLE 4

1. Chaque Partie contractante se réserve le droit de retirer, d'annuler ou d'assortir de conditions l'autorisation accordée à l'entreprise de transport aérien désignée par l'autre Partie contractante conformément à l'Article 2 du présent Accord.

- (a) si l'entreprise en cause ne peut satisfaire aux exigences des lois et règlements appliqués par les autorités aéronautiques de la première Partie contractante à toutes les entreprises de transport aérien étrangères en pareilles circonstances;
- (b) si l'entreprise en cause ne se conforme pas aux lois et règlements de cette Partie contractante;
- (c) si elle n'a pas obtenu la preuve qu'une part importante de la propriété et le contrôle effectif de l'entreprise sont entre les mains de l'autre Partie contractante ou de ses ressortissants; et
- (d) si, à d'autres égards, l'entreprise en cause n'exploite pas ses services conformément aux conditions fixées par le présent Accord.

2. A moins qu'il ne soit indispensable d'intervenir immédiatement pour empêcher de nouvelles infractions à ces lois et règlements, le droit d'annuler cette autorisation ne sera exercé qu'après consultation avec l'autre Partie contractante.

ARTICLE 5

Les lois et règlements de chacune des Parties contractantes relatifs à l'admission sur son territoire, au séjour, au départ et à la navigation à l'intérieur de son territoire des aéronefs affectés aux services aériens internationaux, de même que les lois et règlements relatifs à l'admission sur son territoire, au séjour et au départ des passagers, des équipages, des bagages, des marchandises et du courrier s'appliqueront aux aéronefs de l'entreprise de transport aérien désignée par l'autre Partie contractante ainsi qu'aux équipages, aux passagers, aux bagages, aux marchandises et au courrier que transportent ces aéronefs pendant qu'ils se trouveront sur le territoire de la première Partie contractante. Chaque Partie contractante fournira à l'autre Partie contractante les renseignements à jour relatifs aux lois et aux règlements susmentionnés.

ARTICLE 6

1. Chaque Partie contractante désignera, en son territoire, les aéroports et les aéroports de réserve qu'utilisera l'entreprise de transport aérien désignée de l'autre Partie contractante pour l'exploitation de la route spécifiée et lui fournira, à l'intérieur de son territoire, les services de communications et d'aide à la navigation, les services météorologiques et les autres services auxiliaires qui sont indispensables pour l'exploitation sûre et régulière des services convenus. Les arrangements détaillés seront énoncés dans le Protocole signé par les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes.

2. Si l'une ou l'autre des Parties contractantes ou son entreprise de transport aérien désignée commet une infraction quelconque aux dispositions du Protocole mentionné au premier paragraphe du présent article, cette infraction pourra motiver l'application de l'Article 4.

ARTICLE 7

1. The designated airlines of the Contracting Parties shall have fair and equal opportunity in operating the agreed services on the specified routes.

2. In operating the agreed services, the designated airline of each Contracting Party shall take into account the interests of the airline designated by the other Contracting Party so as not to affect unduly the services which the latter provides on the whole or part of the same route.

3. The agreed services provided by the designated airlines of the Contracting Parties shall bear close relationship to the requirements of the public for transportation on the specified routes.

4. Matters relating to frequency, type of aircraft, scheduling, conditions of carriage, sales representation and ground handling in the operation of the specified routes shall be agreed upon through consultation between the designated airlines of both Contracting Parties and shall be subject to the approval of their respective Aeronautical Authorities.

5. In the event of disagreement on matters affecting capacity, the provisions of Article 16 of this Agreement will apply.

ARTICLE 8

1. The tariffs applicable on the agreed services of the designated airlines of both Contracting Parties shall be established at reasonable levels, due regard being paid to all relevant factors including cost of operation, reasonable profit, characteristics of service (such as standards of speed and accommodation) and the tariffs of other airlines for any part of the specified route.

2. The tariffs referred to in paragraph 1 of this Article shall be determined through consultation between the designated airlines of the Contracting Parties and shall be subject to the approval of the Aeronautical Authorities of both Contracting Parties.

3. The tariffs so agreed shall be submitted to the Aeronautical Authorities of the Contracting Parties at least forty-five (45) days before the proposed date of their introduction; in special cases, a shorter period may be accepted by the Aeronautical Authorities. If within thirty (30) days from the date of submission the Aeronautical Authorities of one Contracting Party have not notified the Aeronautical Authorities of the other Contracting Party that they are dissatisfied with the tariff submitted to them, such tariff shall be considered to be acceptable and shall come into effect on the expiration of the forty-five (45) day period mentioned above. In the event that a shorter period for the submission of a tariff is accepted by the Aeronautical Authorities, they may also agree that the period for giving notice of dissatisfaction be less than thirty (30) days.

4. If a tariff cannot be established in accordance with the provisions of paragraph 2 above, or, if during the period applicable in accordance with paragraph 3 above a notice of dissatisfaction has been given, the Aeronautical Authorities of the Contracting Parties shall endeavour to determine the tariff by agreement between themselves.

ARTICLE 7

1. Les entreprises de transport aérien désignées des Parties contractantes jouiront du même traitement équitable quant à l'exploitation des services convenus sur les routes spécifiées.

2. Dans l'exploitation des services convenus, l'entreprise de transport aérien désignée de chaque Partie contractante tiendra compte des intérêts de l'entreprise désignée par l'autre Partie contractante de manière à ne pas affecter indûment les services assurés par cette dernière sur l'ensemble ou une partie de la même route.

3. Les services convenus assurés par les entreprises de transport aérien désignées des Parties contractantes seront en étroit rapport avec les besoins du public en matière de transport sur les routes spécifiées.

4. Les questions relatives à la fréquence des vols, au type d'aéronefs, aux horaires, aux conditions de transport, à la représentation commerciale et à l'assistance en escale qui se posent dans l'exploitation des routes spécifiées seront résolues par voie de consultations entre les entreprises de transport aérien désignées des deux Parties contractantes et soumises à l'approbation des autorités aéronautiques respectives des deux Parties contractantes.

5. En cas de désaccord sur des questions qui ont trait à la capacité, on appliquera les dispositions de l'Article 16 du présent Accord.

ARTICLE 8

1. Les tarifs applicables aux services convenus des entreprises de transport aérien désignées des deux Parties contractantes seront fixés à des niveaux raisonnables en tenant dûment compte de tous les facteurs pertinents, y compris le coût d'exploitation, le bénéfice raisonnable, les caractéristiques du service (telles que les conditions de vitesse et de confort) et des tarifs appliqués par d'autres entreprises pour toute partie de la route spécifiée.

2. Les tarifs visés par le premier paragraphe du présent article seront déterminés par voie de consultations entre les entreprises de transport aérien désignées des Parties contractantes et soumis à l'approbation des autorités aéronautiques des deux Parties contractantes.

3. Les tarifs ainsi convenus seront présentés aux autorités aéronautiques des Parties contractantes au moins quarante-cinq (45) jours avant la date où ils devront entrer en vigueur; les autorités aéronautiques pourront accepter des délais plus courts dans des cas particuliers. Si dans les trente (30) jours de leur présentation, les autorités aéronautiques de l'une des Parties contractantes n'ont pas fait savoir aux autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante qu'elles ne sont pas satisfaites des tarifs qui leur ont été présentés, ces tarifs seront considérés comme acceptables et entreront en vigueur à l'expiration de la période de quarante-cinq (45) jours susmentionnée. Si elles acceptent un délai plus court pour la présentation des tarifs, les autorités aéronautiques pourront aussi décider que le délai requis pour l'envoi de l'avis d'insatisfaction sera de moins de trente (30) jours.

4. Si un tarif ne peut être établi conformément aux dispositions du paragraphe 2 ci-dessus ou si, pendant la période applicable en conformité du paragraphe 3 ci-dessus, un avis d'insatisfaction a été donné, les autorités aéronautiques des Parties contractantes s'efforceront de déterminer le tarif d'un commun accord.

5. If the Aeronautical Authorities cannot agree on any tariff submitted to them under paragraph 3 of this Article or on the determination of any tariff under paragraph 4, the dispute shall be settled in accordance with the provisions of Article 16 of the present Agreement.

6. No tariff shall come into force if the Aeronautical Authorities of either Contracting Party are dissatisfied with it.

7. The tariffs established in accordance with the provisions of this Article shall remain in force until new tariffs have been established in the same manner.

ARTICLE 9

1. Aircraft operated on the specified route by the designated airline of one Contracting Party, as well as the regular equipment, spare parts including engines, fuel, oil, lubricants and aircraft stores, including commissary, retained on board the aircraft, as well as printed publicity material distributed without charge, shall be exempted from any customs duties, inspection fees and other charges by the other Contracting Party on arrival in and departure from the territory of the other Contracting Party.

2. The fuel, oil, lubricants and aircraft stores for consumption, including commissary, taken on board the aircraft in the territory of the other Contracting Party by the designated airline of the first Contracting Party for operation of the specified route shall be exempted from customs duties, inspection fees and other charges.

3. Spare parts, including engines, and regular equipment introduced into the territory of the other Contracting Party for the maintenance and repair of aircraft operated on the specified route by the designated airline of the first Contracting Party shall also be exempted from customs duties, inspection fees and other charges. However, such articles shall be kept in bond and shall not be sold or used for other purposes in the territory of the other Contracting Party, and shall be subject to storage charges as per the regulation of the other Contracting Party.

ARTICLE 10

1. The Aeronautical Authorities of one Contracting Party may impose just and reasonable charges for the use by the designated airline of the other Contracting Party of airports and other facilities under its control, as well as for the provision of related services and buildings, provided that such charges shall not be higher than the charges imposed upon all other airlines engaged in similar international services.

2. Neither of the Contracting Parties shall give a preference to its own or any other airline over the designated airline of the other Contracting Party in the provision of facilities and services relating to customs, immigration and quarantine or in the use of airports, airways and other facilities under its control.

5. Si les autorités aéronautiques ne peuvent se mettre d'accord sur tout tarif qui leur est présenté en vertu du paragraphe 3 du présent article ou la détermination de tout tarif aux termes du paragraphe 4, le différend sera réglé conformément aux dispositions de l'Article 16 du présent Accord.

6. Aucun tarif n'entrera en vigueur si les autorités aéronautiques de l'une ou l'autre des Parties contractantes n'en sont pas satisfaites.

7. Les tarifs établis conformément aux dispositions du présent article resteront en vigueur jusqu'à ce que de nouveaux tarifs aient été fixés de la même manière.

ARTICLE 9

1. Les aéronefs utilisés par l'entreprise de transport aérien désignée de l'une des Parties contractantes pour l'exploitation de la route spécifiée ainsi que l'équipement normal, les pièces de rechange y compris les moteurs, le carburant, l'huile, les lubrifiants et les approvisionnements, y compris les vivres, qui sont conservés à bord des aéronefs, de même que le matériel publicitaire qui est diffusé gratuitement seront exonérés de tous droits de douane, frais d'inspection et autres droits par l'autre Partie contractante à l'arrivée dans le territoire de cette Partie contractante et au départ.

2. Le carburant, l'huile, les lubrifiants et les approvisionnements consommables, y compris les vivres, qui sont pris à bord des aéronefs dans le territoire de l'autre Partie contractante par l'entreprise de transport aérien désignée de la première Partie contractante pour l'exploitation de la route spécifiée seront exonérés des droits de douane, frais d'inspection et autres droits.

3. Les pièces de rechange, y compris les moteurs, et l'équipement normal qui sont introduits dans le territoire de l'autre Partie contractante pour l'entretien et la réparation des aéronefs exploités sur la route spécifiée par l'entreprise de transport aérien désignée de la première Partie contractante seront aussi exonérés des droits de douane, des frais d'inspection et autres droits. Toutefois, ces pièces et équipement seront gardés en entrepôt et ne seront ni vendus ni utilisés à d'autres fins dans le territoire de l'autre Partie contractante; ils seront soumis à des frais d'entreposage conformément au règlement de l'autre Partie contractante.

ARTICLE 10

1. Les autorités aéronautiques de l'une des Parties contractantes peuvent imposer des droits équitables et raisonnables pour l'utilisation, par l'entreprise de transport aérien désignée de l'autre Partie contractante, des aéroports et autres installations et services placés sous son contrôle ainsi que des services et bâtiments connexes, à condition que ces droits ne soient pas plus élevés que les droits imposés à toutes les autres entreprises de transport aérien qui assurent des services internationaux analogues.

2. Aucune des Parties contractantes n'accordera la préférence à sa propre entreprise ou à toute autre entreprise de transport aérien par rapport à l'entreprise de transport désignée de l'autre Partie contractante en ce qui concerne les installations et les services relatifs aux douanes, à l'immigration et à la quarantaine ou l'utilisation des aéroports, des voies aériennes et autres installations et services placés sous son contrôle.

ARTICLE 11

The income derived in the territory of one Contracting Party from international operations by airlines of the other Contracting Party shall be exempted from any income tax imposed by the first Contracting Party and shall be permitted to be transferred.

ARTICLE 12

The Aeronautical Authorities of one Contracting Party shall provide to the Aeronautical Authorities of the other Contracting Party, at their request, information and statistics relating to the traffic carried by the designated airline of the first Contracting Party on the agreed services to and from the territory of the other Contracting Party.

ARTICLE 13

1. The designated airline of each Contracting Party shall be granted, on the basis of reciprocity, the right to station representatives and staff required for the operation of the agreed services at the points of call on the specified route in the territory of the other Contracting Party. Such representatives and staff shall be nationals of the People's Republic of China and Canada and their number shall be agreed upon through consultation between the designated airlines of both Contracting Parties and shall be subject to the approval of the Aeronautical Authorities of both Contracting Parties. Such representatives and staff shall observe the laws and regulations in force of the other Contracting Party.

2. If required by the designated airline of one Contracting Party, the other Contracting Party shall render all possible assistance to that airline in obtaining the facilities necessary for the work and sojourn of its representatives and staff.

3. Each Contracting Party shall make provision at its airports for the same measures to ensure the safety of aircraft and their supplies of fuel, oil and lubricants, equipment and other property of the designated airline of the other Contracting Party as would be provided for similar property of its own designated airline.

ARTICLE 14

1. The aircraft of the designated airline of each Contracting Party operating on the specified route shall be painted with its nationality and registration marks and carry on board the following documents:

- (1) the Certificate of Registration;
- (2) the Certificate of Airworthiness;
- (3) the journey log sheet;
- (4) the aircraft radio station licence;
- (5) the licences or certificates for each member of the crew;
- (6) the list of crew members;

ARTICLE 11

Les revenus que les entreprises de transport aérien de l'une des Parties contractantes tirent de l'exploitation de services internationaux dans le territoire de l'autre Partie contractante seront exemptés de tout impôt sur le revenu imposé par cette autre Partie contractante et pourront être transférés.

ARTICLE 12

Les autorités aéronautiques de l'une des Parties contractantes fourniront sur demande aux autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante les renseignements et les statistiques se rattachant au trafic effectué par l'entreprise de transport aérien désignée de la première Partie contractante dans le cadre des services convenus, à destination et en provenance du territoire de l'autre Partie contractante.

ARTICLE 13

1. L'entreprise de transport aérien désignée de l'une des Parties contractantes se verra accorder, sur la base de la réciprocité, le droit d'envoyer ses représentants et son personnel requis pour l'exploitation des services convenus aux points d'escale de la route spécifiée en territoire de l'autre Partie contractante. Ces représentants et ce personnel seront des nationaux de la République populaire de Chine et du Canada et leur nombre sera fixé par voie de consultations entre les entreprises de transport aérien désignées des deux Parties contractantes et soumis à l'approbation des autorités aéronautiques des deux Parties contractantes. Ces représentants et ce personnel observeront les lois et règlements en vigueur de l'autre Partie contractante.

2. Si l'entreprise de transport aérien désignée de l'une des Parties contractantes le demande, l'autre Partie contractante facilitera dans toute la mesure du possible à cette entreprise l'obtention des installations et des services dont elle a besoin pour le travail et le séjour de ses représentants et de son personnel.

3. Chaque Partie contractante se chargera de prendre, à ses aéroports, les mêmes mesures de sécurité pour les aéronefs, le carburant, l'huile et les lubrifiants ainsi que l'équipement et les autres biens de l'entreprise de transport aérien désignée de l'autre Partie contractante que celles qu'elle adoptera à l'égard des biens analogues de sa propre entreprise de transport aérien désignée.

ARTICLE 14

1. Les aéronefs de l'entreprise de transport aérien désignée de chaque Partie contractante qui opèrent sur la route spécifiée porteront les marques peintes de leur nationalité et de leur immatriculation et auront à bord les documents suivants:

- (1) le certificat d'immatriculation;
- (2) le certificat de navigabilité;
- (3) le carnet de route;
- (4) le permis de station radio de l'aéronef;
- (5) les brevets ou certificats de tous les membres de l'équipage;
- (6) la liste des membres de l'équipage;

- (7) if passengers are carried, a list of their names and places of embarkation and disembarkation;
- (8) if cargo or mail is carried, a manifest.

The Aeronautical Authorities of one Contracting Party shall recognize the valid documents mentioned above issued by the Aeronautical Authorities of the other Contracting Party.

2. The crew members of the designated airline of either Contracting Party flying on the specified route shall be citizens of their respective countries. In case the designated airline of one Contracting Party deems it desirable to utilize crew members of other nationalities for the operation of its aircraft on the specified route, approval shall be obtained from the other Contracting Party.

3. The crews of the designated airline of one Contracting Party shall, on the basis of reciprocity and as scheduling of the agreed service requires, be permitted temporary sojourn in the territory of the other Contracting Party.

ARTICLE 15

1. The event that an aircraft of the designated airline of one Contracting Party is in distress or meets with an accident in the territory of the other Contracting Party, the other Contracting Party shall, consistent with internationally accepted standards and practices, instruct the authorities concerned to take necessary action on the following:

- (1) render assistance to the passengers and crew;
- (2) inform without delay the first Contracting Party of the accident;
- (3) provide all security measures for the aircraft and its contents and protect all relevant evidence;
- (4) conduct an investigation into all the relevant circumstances;
- (5) provide the accredited representatives or accredited representative and his advisers of the first Contracting Party with access to the aircraft and provide them with all facilities;
- (6) give clearance to the aircraft and its contents as soon as they are no longer necessary for the investigation;
- (7) analyse the evidence and submit to the first Contracting Party six copies of a detailed report on the investigation containing the probable cause and findings together with substantiating information upon which the conclusions were based.

2. Upon receipt of the accident notification, the Aeronautical Authorities of one Contracting Party shall facilitate the investigation by providing relevant information regarding the flight crew and aircraft involved in the accident.

3. An accident is also deemed to have occurred when an aircraft of the designated airline of one Contracting Party operating within the territory of the other Contracting Party is unreported and its known fuel reserves have been exhausted.

ARTICLE 16

Both Contracting Parties shall ensure the correct implementation of the present Agreement in a spirit of close cooperation and mutual support. If any

(7) si des passagers sont à bord, une liste de leurs noms et des points d'embarquement et de débarquement;

(8) si des marchandises ou du courrier sont à bord, un manifeste de fret.

Les autorités aéronautiques de chaque Partie contractante reconnaîtront les documents valables susmentionnés qui sont émis par les autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante.

2. Les équipages de l'entreprise de transport aérien désignée de l'une ou l'autre des Parties contractantes qui assurent les vols sur la route spécifiée seront composés de citoyens de leur pays respectif. Si l'entreprise de transport aérien désignée de l'une des Parties contractantes juge souhaitable d'employer des membres d'équipages d'autres nationalités pour l'exploitation de ses aéronefs sur la route spécifiée l'approbation de l'autre Partie contractante devra être obtenue.

3. Les équipages de l'entreprise de transport aérien de chaque Partie contractante seront autorisés sur la base de la réciprocité et selon les exigences des horaires des services convenus à séjourner temporairement dans le territoire de l'autre Partie contractante.

ARTICLE 15

1. Si un aéronef de l'entreprise de transport aérien désignée de l'une des Parties contractantes est en détresse ou subit un accident sur le territoire de l'autre Partie contractante, l'autre Partie contractante devra, conformément aux normes et aux pratiques internationalement reconnues, donner ordre aux autorités intéressées de prendre les mesures nécessaires pour:

- (1) venir en aide aux passagers et à l'équipage;
- (2) informer la première Partie contractante de l'accident sans tarder;
- (3) assurer la sécurité de l'aéronef et de son contenu et protéger toutes les preuves pertinentes;
- (4) faire enquête sur toutes les circonstances pertinentes;
- (5) donner aux représentants accrédités ou au représentant accrédité et à leurs ou ses conseillers de la première Partie contractante accès à l'aéronef et leur procurer toutes les facilités;
- (6) autoriser le départ de l'aéronef et de son contenu dès qu'ils ne sont plus requis aux fins de l'enquête;
- (7) analyser les preuves et transmettre à la première Partie contractante, en six exemplaires, un rapport détaillé sur l'enquête contenant la cause probable et les résultats et fournissant des données à l'appui desquelles les conclusions sont fondées.

2. Dès qu'elles auront été avisées de l'accident, les autorités aéronautiques d'une Partie contractante faciliteront l'enquête en fournissant des renseignements pertinents sur l'équipage et l'aéronef en cause.

3. On estimera également qu'un accident est survenu lorsqu'un aéronef de l'entreprise de transport aérien désignée d'une Partie contractante se trouvant dans le territoire de l'autre Partie contractante ne sera pas signalé et que ses réserves connues de carburant auront été épuisées.

ARTICLE 16

Les deux Parties contractantes assureront la bonne application du présent Accord dans un esprit d'étroite collaboration et de soutien réciproque. Si

difference of opinion arises in respect of the interpretation or implementation of this Agreement, the designated airlines of both Contracting Parties shall endeavour to settle it directly through consultation in a spirit of friendly cooperation and mutual understanding. Failing to reach agreement, the Aeronautical Authorities of both Contracting Parties shall settle such difference of opinion through consultation. If agreement still cannot be reached, the Contracting Parties shall settle the difference of opinion through diplomatic channels.

ARTICLE 17

If either of the Contracting Parties considers it desirable to modify or amend any provision of this Agreement or its Annex, it may at any time request consultations with the other Contracting Party and such consultations shall begin within a period of sixty days from the date of the receipt of the request by the other Contracting Party. Any modification or amendment to this Agreement or its Annex shall enter into force by an agreement between the Contracting Parties in the form of an exchange of diplomatic notes.

ARTICLE 18

Either Contracting Party may at any time give notice to the other Contracting Party of its desire to terminate this Agreement. The Agreement shall then terminate twelve months after the date of receipt of the notice by the other Contracting Party. If the above notice is withdrawn before the expiry of this period, this Agreement shall continue to be in force with the concurrence of the other Contracting Party.

ARTICLE 19

This Agreement and any amendment thereto shall be registered by the Government of Canada with the appropriate international organization.

ARTICLE 20

The provisions set out in Articles 5, 9, 10, 11, 14 and 15, as well as in Article 13, paragraph 3 of this Agreement shall be applicable to special flights and charter flights operated by an airline of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party in accordance with Article 2, paragraph 5 of this Agreement, and to the airline operating such flights.

ARTICLE 21

This Agreement shall come into force on the date of signature.

une divergence d'opinion survient en ce qui concerne l'interprétation ou l'application du présent Accord, les entreprises de transport aérien désignées des deux Parties contractantes s'efforceront de régler le différend directement par voie de consultations, dans un esprit de coopération amicale et de compréhension mutuelle. Si aucune entente n'est réalisée, les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes tiendront des consultations afin de régler cette divergence d'opinion. S'il n'y a encore aucune entente, les Parties contractantes régleront la divergence d'opinion par la voie diplomatique.

ARTICLE 17

Si l'une ou l'autre des Parties contractantes juge souhaitable de modifier ou amender une disposition quelconque du présent Accord ou de son Annexe, elle pourra à tout moment demander des consultations avec l'autre Partie contractante et ces consultations commenceront dans un délai de soixante jours à compter de la date de réception de la demande par l'autre Partie contractante. Toute modification ou tout amendement du présent Accord ou de son Annexe entrera en vigueur au moyen d'un accord conclu entre les Parties contractantes sous la forme d'un échange de notes diplomatiques.

ARTICLE 18

L'une des Parties contractantes pourra à tout moment notifier à l'autre Partie contractante son désir de dénoncer le présent Accord. L'Accord prendra alors fin douze mois après la date de réception de l'avis par l'autre Partie contractante. Si l'avis susmentionné est annulé avant l'expiration de cette période, le présent Accord restera en vigueur avec l'approbation de l'autre Partie contractante.

ARTICLE 19

Le présent Accord et toute modification dudit Accord seront enregistrés par le Gouvernement du Canada auprès de l'organisation internationale compétente.

ARTICLE 20

Les dispositions énoncées aux Articles 5, 9, 10, 11, 14 et 15 ainsi qu'au paragraphe 3 de l'Article 13 du présent Accord seront applicables aux vols spéciaux et aux vols nolisés assurés par une entreprise de transport aérien de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre Partie contractante conformément au paragraphe 5 de l'Article 2 du présent Accord, ainsi qu'à l'entreprise de transport aérien qui assure ces vols.

ARTICLE 21

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Agreement.

DONE in two copies at Ottawa, this 11th day of June 1973, in the English, French and Chinese languages, each version being equally authentic.

MITCHELL SHARP
For the Government of Canada

YAO KUONG
For the Government of the People's Republic of China

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leur Gouvernement respectif, ont signé le présent Accord.

FAIT en double exemplaire à Ottawa, ce 11ième jour de juin 1973, en langues anglaise, française et chinoise chaque version faisant également foi.

Pour le Gouvernement du Canada
MICHELL SHARP

Pour le Gouvernement de la République populaire de Chine
YAO KUONG

ANNEX

I. Routes

1. The route of the agreed services of the designated airline of the Government of the People's Republic of China shall be as follows in both directions:

Points in China—Tokyo—one technical landing point to be agreed upon between the Aeronautical Authorities of both Contracting Parties (possible)—Vancouver and Ottawa and a point to be agreed upon between the Aeronautical Authorities of both Contracting Parties—one point in a third country to be agreed upon between the Aeronautical Authorities of both Contracting Parties—points of extension in other third countries.

2. The route of the agreed services of the designated airline of the Government of Canada shall be as follows in both directions:

Points in Canada—one technical landing point in Alaska—Tokyo (or another point in Japan to be agreed upon between the Aeronautical Authorities of both Contracting Parties)—Shanghai and Peking and a point to be agreed upon between the aeronautical Authorities of both Contracting Parties—one point in a third country to be agreed upon between the Aeronautical Authorities of both Contracting Parties—points of extension in other third countries.

II. Traffic Rights

1. The designated airline of each Contracting Party shall have the right to carry traffic in passengers, baggage, cargo and mail from the territory of one Contracting Party to the territory of the other Contracting Party and vice versa as well as the traffic between the territory of the Contracting Party designating the airline and the point of call on the specified route in Japan. The right for carriage of traffic between the territory of the other Contracting Party and points in third countries shall be a subject for separate agreement between the Aeronautical Authorities of both Contracting Parties.

2. The designated airline of each Contracting Party shall have the right to carry on the same flight into and out of the territory of the other Contracting Party in transit traffic coming from or destined for points in third countries.

3. Passengers shall have the privilege of stopping over at intermediate points on the specified routes. Through passengers with origin or destination at a point beyond to be agreed upon between the Aeronautical Authorities shall also have the privilege of stopping over at one point in the territory of the other Contracting Party.

4. The designated airline of each Contracting Party shall not have the right to embark any traffic in passengers, baggage, cargo and mail at one point in the territory of the other Contracting Party and disembark that traffic at another point in the same territory, irrespective of the origin and destination of such traffic.

ANNEXE

I. Routes

1. La route des services convenus de l'entreprise de transport aérien désignée par le Gouvernement de la République populaire de Chine sera la suivante dans les deux sens:

Points en Chine—Tokyo—un point d'escale technique qui sera convenu entre les Autorités aéronautiques des deux Parties contractantes (possible)—Vancouver et Ottawa et un point qui sera convenu entre les Autorités aéronautiques des deux Parties contractantes—un point dans un pays tiers qui sera convenu entre les Autorités aéronautiques des deux Parties contractantes—points d'extension de la route dans d'autres pays tiers.

2. La route des services convenus de l'entreprise de transport aérien désignée par le Gouvernement du Canada sera la suivante dans les deux sens:

Points au Canada—un point d'escale technique en Alaska—Tokyo (ou un autre point au Japon qui sera convenu entre les Autorités aéronautiques des deux Parties contractantes)—Shanghai et Pékin et un point qui sera convenu entre les Autorités aéronautiques des deux Parties contractantes—un point dans un pays tiers qui sera convenu entre les Autorités aéronautiques des deux Parties contractantes—points d'extension de la route dans d'autres pays tiers.

II. Droits de transport

1. L'entreprise de transport aérien désignée de chaque Partie contractante aura le droit de transporter des passagers, des bagages, des marchandises et du courrier entre le territoire de l'une des Parties contractantes et le territoire de l'autre et viceversa, ainsi qu'entre le territoire de la Partie contractante désignant l'entreprise et le point d'escale sur la route spécifiée au Japon. Le droit de transport entre le territoire de l'autre Partie contractante et des points situés dans des pays tiers fera l'objet d'un accord distinct entre les Autorités aéronautiques des deux Parties contractantes.

2. L'entreprise de transport aérien désignée de chaque Partie contractante aura le droit de transporter sur le même vol en territoire et hors du territoire de l'autre Partie contractante, du trafic en transit, en provenance ou à destination de points situés dans des pays tiers.

3. Les passagers auront la faculté de faire escale à des points intermédiaires sur les routes spécifiées. Les passagers en transit, en provenance ou à destination d'un point au-delà qui sera convenu entre les Autorités aéronautiques auront aussi la faculté de faire escale à un point dans le territoire de l'autre Partie contractante.

4. L'entreprise de transport aérien désignée de chaque Partie contractante n'aura pas le droit d'embarquer des passagers, des bagages, des marchandises et du courrier à un point en territoire de l'autre Partie contractante et de les débarquer à un autre point dans le même territoire, quelle que soit l'origine ou la destination du transport.

III. Additional Flights

In case the designated airline of one Contracting Party desires to operate additional flights on the specified route, it shall submit a request to the Aeronautical Authorities of the other Contracting Party forty-eight hours before the departure of the flights in question, which shall be operated only after approvals have been obtained.

III. Vols supplémentaires

Si l'entreprise de transport aérien désignée d'une Partie contractante désire assurer des vols supplémentaires sur la route spécifiée, elle présentera une demande aux Autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante quarante-huit heures avant le départ des vols en question, lesquels n'auront lieu qu'après l'obtention de l'approbation nécessaire.

**PROTOCOL BETWEEN THE DEPARTMENT OF TRANSPORT OF CANADA AND THE
GENERAL ADMINISTRATION OF CIVIL AVIATION OF CHINA CONCERN-
ING TECHNICAL REQUIREMENTS AND PROCEDURES RELATED TO THE
OPERATION OF THE AGREED AIR SERVICES**

The Department of Transport of Canada and the General Administration of Civil Aviation of China (hereinafter referred to as the "Aeronautical Authorities"), in pursuance of the provision set forth in Article 6 of the Agreement between the Government of Canada and the Government of the People's Republic of China Relating to Civil Air Transport signed on June 11, 1973, at Ottawa, and with a view to defining the technical requirements and procedures related to the operation of the agreed air services,

Have agreed as follows:

I. Air Routes and Airports

1. Aircraft of the designated airline of the Government of the People's Republic of China may operate flights to and from Vancouver and Ottawa along the designated airway, air route and/or air corridor of Canada. For the operation of the agreed services by the designated airline of the Government of the People's Republic of China, the following Regular and Alternate airports are assigned by Canada:

REGULAR AIRPORTS — VANCOUVER, OTTAWA

ALTERNATE AIRPORTS — ABBOTSFORD, MONTREAL

2. Aircraft of the designated airline of the Government of Canada may operate flights to and from Shanghai and Peking along the designated airway, air route and/or air corridor of the agreed People's Republic of China. For the operation of the agreed services by the designated airline of the Government of Canada, the following Regular and Alternate airports are assigned by the People's Republic of China.

REGULAR AIRPORTS — SHANGHAI, PEKING

ALTERNATE AIRPORTS — HANGCHOW, CANTON

II. Aeronautical Information

1. The aeronautical authorities of both Parties shall provide each other with the following aeronautical information necessary for the operation of aircraft on the agreed services in their respective territories:

- 1) information on regular and alternate airports;
- 2) information on air routes;
- 3) information on radio communication and navigational facilities;
- 4) information on rules of flight in effect and air traffic control.

2. Alterations or additions to the above mentioned information, if any, shall be sent promptly to the aeronautical authorities of the other Party in NOTAM form. Urgent NOTAMS shall be transmitted by the quickest available means to the aeronautical authorities of the other Party.

PROTOCOLE ENTRE LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU CANADA ET L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE L'AVIATION CIVILE DE CHINE CONCERNANT LES EXIGENCES TECHNIQUES ET LES PROCÉDURES RELATIVES À L'EXPLOITATION DES SERVICES AÉRIENS CONVENUS

Le ministère des Transports du Canada et l'Administration générale de l'Aviation civile de Chine (ci-après désignés «les autorités aéronautiques»), conformément à la disposition prévue à l'Article 6 de l'Accord conclu entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République populaire de Chine relativement au transport aérien civil signé le 11^{ième} jour de juin 1973, à Ottawa, et en vue de définir les exigences techniques et les procédures relatives à l'exploitation des services aériens convenus,

Sont convenus de ce qui suit:

I. Routes aériennes et aéroports

1. Les aéronefs de l'entreprise de transport aérien désignée par le Gouvernement de la République populaire de Chine peuvent exploiter des vols à destination et en provenance de Vancouver et d'Ottawa dans la voie, la route ou le couloir aériens désignés du Canada. En vue de l'exploitation des services convenus par l'entreprise de transport aérien désignée par le Gouvernement de la République populaire de Chine, le Canada a assigné les aéroports réguliers et de dégagement suivants:

AÉROPORTS RÉGULIERS—VANCOUVER, OTTAWA

AÉROPORTS DE DÉGAGEMENT—ABBOTSFORD, MONT-RÉAL

2. Les aéronefs de l'entreprise de transport aérien désignée par le Gouvernement du Canada peuvent exploiter des vols à destination et en provenance de Shanghai et Pékin dans la voie, la route ou le couloir aériens désignés de la République populaire de Chine. En vue de l'exploitation des services convenus par l'entreprise de transport aérien désignée par le Gouvernement du Canada, la République populaire de Chine a assigné les aéroports réguliers et de dégagement suivants:

AÉROPORTS RÉGULIERS—SHANGHAI, PÉKIN

AÉROPORTS DE DÉGAGEMENT—HANG-TCHEOU, CANTON

II. Information aéronautique

1. Les autorités aéronautiques des deux Parties doivent se doter l'une l'autre de l'information aéronautique suivante, laquelle est nécessaire pour l'exploitation des aéronefs dans le cadre des services convenus dans leurs territoires respectifs, notamment:

- 1) l'information sur les aéroports réguliers et de dégagement;
- 2) l'information sur les routes aériennes;
- 3) l'information sur les radiocommunications et les installations et les services de navigation aérienne;
- 4) l'information sur les règles de vol en vigueur et le contrôle de la circulation aérienne.

3. Aeronautical information and NOTAMS shall be made available in the English language. The International NOTAM Code shall be used in the transmission of NOTAMS. All aeronautical information shall be, in form and content, in accord with accepted international practice.

4. The aeronautical authorities of both Parties shall supply each other with 5 copies of all regulatory documentation and information pertaining to the operation of the agreed services within the territories of the respective Parties, to enable compliance with such requirements by the flight crews of the respective designated airlines operating on the agreed services.

III. Meteorological Services

1. Meteorological services shall be provided in accordance with standards as specified by the World Meteorological Organization accepted by both Parties.

2. The details of operation of the meteorological service shall be developed by the appropriate authorities of both Parties.

IV. Air Traffic Rules and Procedures

1. All flights of the designated airlines shall be conducted in accordance with the Air Traffic rules and procedures in force in the territories in which the aircraft are flown which, in the case of the territory of the People's Republic of China shall mean the air traffic rules and procedures of the People's Republic of China and, in the case of Canadian territory, shall mean the Canadian Air Regulations and the rules and procedures issued pursuant thereto. The crew members of the aircraft of the designated airlines of both Parties flying the specified route shall be fully conversant and strictly compliant with the air traffic control procedures of the other Party.

2. Prior to each departure, the pilot-in-command on his representative shall submit a flight plan to the air traffic control service of the aerodrome of departure, and the flight shall proceed according to the approved flight plan.

3. Deviation from the flight plan will be allowed only after clearance has been obtained from the air traffic control service concerned; in emergency, where immediate deviation from the flight plan is required and there is insufficient time for obtaining clearance from the air traffic control service concerned, the pilot-in-command shall have the right to deviate from the flight plan but shall concurrently notify the air traffic service concerned of such deviation.

V. Radio Navigation and Communications

1. For the operation of agreed services on the specified routes, the Parties recognize the requirement for the establishment of point to point aeronautical communications between the two countries. Both Parties shall hold consultations separately as to the measures and procedures for the establishment of such communications.

2. Aircraft operating the agreed service on the specified routes shall be equipped with equipment and frequencies which will enable effective radio communication and use of navigation services provided by the other Party.

2. Les modifications ou les ajouts apportés à l'information susmentionnée doivent, le cas échéant, être envoyés promptement aux autorités aéronautiques de l'autre Partie sous la forme d'un avis aux navigateurs aériens. Les avis urgents aux navigateurs aériens doivent être transmis par les moyens disponibles les plus rapides aux autorités aéronautiques de l'autre Partie.

3. L'information aéronautique et les avis aux navigateurs aériens doivent être fournis en langue anglaise. On doit utiliser le Code international des avis aux navigateurs aériens pour les transmettre. Toute l'information aéronautique doit être, dans sa forme et son contenu, conforme aux pratiques internationales établies.

4. Les autorités aéronautiques des deux Parties doivent s'échanger 5 copies de toute la documentation et l'information réglementaires visant l'exploitation des services convenus dans les territoires des Parties respectives afin de favoriser le respect de ces exigences par les équipages des entreprises respectives de transport aérien désignées qui exploitent les services convenus.

III. Services météorologiques

1. Les services météorologiques doivent être fournis conformément aux normes énoncées par l'Organisation météorologique mondiale et acceptées par les deux Parties.

2. Le fonctionnement détaillé des services météorologiques doit être élaboré par les autorités compétentes des deux Parties.

IV. Règles et procédures de la circulation aérienne

1. Tous les vols des entreprises de transport aérien désignées doivent s'effectuer conformément aux règles et procédures de la circulation aérienne en vigueur dans les territoires où les aéronefs sont exploités, lesquels désignent, dans le cas du territoire de la République populaire de Chine, les règles et procédures de la circulation aérienne de la République populaire de Chine et, dans le cas du territoire canadien, les règlements aériens canadiens ainsi que les règles et les procédures décrétés sous leur régime. Les équipages des aéronefs des entreprises désignées par les deux Parties qui volent sur la route désignée doivent connaître à fond les procédures de contrôle de la circulation aérienne de l'autre Partie et s'y conformer strictement.

2. Avant chaque envolée, le commandant de bord ou son représentant doit soumettre un plan de vol au service de contrôle de la circulation aérienne de l'aérodrome de départ, et le vol doit s'effectuer conformément au plan de vol autorisé.

3. Une déviation du plan de vol ne sera permise qu'après en avoir obtenu l'autorisation du service de contrôle de la circulation aérienne compétent; en cas d'urgence, lorsqu'il faut s'écarter immédiatement du plan de vol et que le temps manque pour en obtenir l'autorisation du service de contrôle de la circulation aérienne compétent, le commandant de bord a le droit de dévier du plan de vol, mais il doit en même temps en aviser le service de contrôle de la circulation aérienne compétent.

V. Radionavigation et radiocommunications

1. Pour l'exploitation des services convenus sur des routes particulières, les Parties reconnaissent le besoin d'établir des liaisons entre points fixes entre les deux pays. Les deux Parties doivent procéder à des consultations séparé-

3. The pilot-in-command shall maintain continuous communication on the specified frequencies with the designated air traffic control service.
4. Both Parties shall apply the English language and internationally accepted codes and procedures in force for airground and point to point communications.
5. Aircraft used on the agreed services shall be equipped for the use of secondary surveillance radar. In case of technical difficulties in implementation, the Parties shall consult.

VI. Aircraft Airworthiness

1. In respect of each aircraft engaged in the operation of the agreed services, a certificate of airworthiness shall be issued by the Aeronautical Authorities of its Government.
2. The certificate of airworthiness issued by the Aeronautical Authorities of each Party shall be accepted by the other Aeronautical Authorities. The requirements of the Aeronautical Authorities of each Party for the issuance of such certificates shall be consistent with the internationally accepted minimum standards relating to airworthiness.

VII. Miscellaneous

In respect of aircraft identification marks and carriage of documents, accident investigation and the charges payable for services specified in this Protocol, provisions concerned in the Agreement between the Government of Canada and the Government of the People's Republic of China Relating to Civil Air Transport shall be referred to for implementation.

VIII. Validity

This Protocol shall become valid during the period of validity of the Agreement between the Government of Canada and the Government of the People's Republic of China Relating to Civil Air Transport.

ment sur les mesures et les procédures en vue de l'établissement de telles communications.

2. Les aéronefs qui exploitent les services convenus sur les routes désignées doivent être dotés de l'équipement et des fréquences qui rendront possibles des radiocommunications efficaces et l'utilisation des services à la navigation aérienne fournis par l'autre Partie.

3. Le commandant de bord doit maintenir une communication constante, sur les fréquences spécifiées, avec le service de contrôle de la circulation aérienne désigné.

4. Les deux Parties doivent utiliser la langue anglaise et les codes et procédures acceptés internationalement et en vigueur pour les communications air-sol et entre points fixes.

5. Les aéronefs utilisés sur les services convenus doivent être équipés de façon à pouvoir utiliser le radar de surveillance secondaire. En cas de difficultés techniques d'application, les Parties conviennent de se consulter.

VI. Navigabilité de l'aéronef

1. Pour chaque aéronef engagé dans l'exploitation des services convenus, un certificat de navigabilité doit être délivré par l'Autorité aéronautique de son Gouvernement.

2. Le certificat de navigabilité délivré par l'Autorité aéronautique de chaque Partie doit être agréé par l'autre Autorité aéronautique. Les exigences de l'Autorité aéronautique de chaque Partie quant à la délivrance de ces certificats, doivent s'harmoniser avec les normes minimum internationalement acceptées en matière de navigabilité.

VII. Divers

Pour les marques d'identité des aéronefs et le transport des documents, les enquêtes consécutives aux accidents et les frais exigibles pour les services spécifiés dans le présent Protocole, on doit se reporter aux dispositions pertinentes de l'Accord conclu entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République populaire de Chine relatif au transport aérien civil et les appliquer.

VIII. Validité

Le présent Protocole deviendra valide durant la période de validité de l'Accord conclu entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République populaire de Chine relatif au transport aérien civil.

Signed at Ottawa on this 11th day of June, 1973, in duplicate in the English, French and Chinese languages, all three being equally authentic.

JEAN MARCHAND

For the Department of Transport of Canada

YAO KUONG

For the General Administration of Civil Aviation of China

Fait à Ottawa le 11^{ième} jour de juin 1973, en double exemplaire, les textes chinois, anglais et français faisant également foi.

Pour le ministère des Transports du Canada

JEAN MARCHAND

Pour l'Administration générale de l'Aviation civile de Chine

YAO KUONG

Available by mail from Information Canada, Ottawa, K1A 0S9
and at the following Information Canada bookshops:

HALIFAX
1683 Barrington Street

MONTREAL
640 St. Catherine Street West

OTTAWA
171 Slater Street

TORONTO
221 Yonge Street

WINNIPEG
393 Portage Avenue

VANCOUVER
800 Granville Street

or through your bookseller

Price: Canada: 60 cents
Other Countries: 75 cents

Catalogue No. E3-1973/21

Price subject to change without notice
Information Canada

En vente chez Information Canada à Ottawa, K1A 0S9
et dans les librairies d'Information Canada:

HALIFAX
1683, rue Barrington

MONTREAL
640 ouest, rue Ste-Catherine

OTTAWA
171, rue Slater

TORONTO
221, rue Yonge

WINNIPEG
393, avenue Portage

VANCOUVER
800, rue Granville

ou chez votre libraire.

Prix: Canada: 60 cents
Autres Pays: 75 cents

N° de catalogue E3-1973/21

Prix sujet à changement sans avis préalable
Information Canada

QUEEN'S PRINTER FOR CANADA © IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE CANADA
OTTAWA, 1975

CAI
EA 10
T67

Division
Publication



CANADA

TREATY SERIES 1973 No. 22 RECUEIL DES TRAITÉS

RADIO

Exchange of Notes between CANADA and ICELAND

Ottawa, May 22 and June 13, 1973

In force June 13, 1973

RADIO

Échange de Notes entre le CANADA et l'ISLANDE

Ottawa, le 22 mai et le 13 juin 1973

En vigueur le 13 juin 1973





CANADA

TREATY SERIES 1973 No. 22 RECUEIL DES TRAITÉS

RADIO

Exchange of Notes between CANADA and ICELAND

Ottawa, May 22 and June 13, 1973

In force June 13, 1973

RADIO

Échange de Notes entre le CANADA et l'ISLANDE

Ottawa, le 22 mai et le 13 juin 1973

En vigueur le 13 juin 1973

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE
GOVERNMENT OF ICELAND CONSTITUTING A RECIPROCAL AMATEUR
RADIO OPERATING AGREEMENT

I
THE AMBASSADOR OF ICELAND TO THE SECRETARY OF STATE
FOR EXTERNAL AFFAIRS OF CANADA

May 22, 1973

SIR,

I have the honour to propose, on instructions from my Government, that an Agreement be concluded between the Government of Canada and the Government of Iceland concerning the reciprocal granting of authorization to permit licensed amateur radio operators of either country to operate their stations in the other country, in accordance with the provisions of Article 41 of the International Radio Regulations, done at Geneva in 1959. It is proposed that an agreement with respect to this matter be concluded as follows:

- (1) An individual who is licensed by his Government as an amateur radio operator and who operates an amateur radio station licensed by such Government shall be permitted by the other Government, on a reciprocal basis and subject to the conditions stated below, to operate such a station in the territory of the other Government.
- (2) The individual who is licensed by his Government as an amateur radio operator shall, before being permitted to operate his station as provided for in paragraph 1, obtain from the appropriate administrative agency of the other Government an authorization for that purpose.
- (3) The appropriate administrative agency of each Government may issue an authorization, as provided for in paragraph 2, under such conditions and terms as it may prescribe, including the right of cancellation at the convenience of the issuing Government at any time.
- (4) The appropriate administrative agency of each Government may issue an authorization to a citizen of the other country on the same basis as it does to its own citizens, provided that the person in question has a fixed address while staying in the country.

If the Government of Canada accepts the foregoing conditions, I have the honour to propose that this Note and your reply to that effect shall constitute an Agreement between the Government of Iceland and the Government of Canada which shall enter into force on the date of your reply, and shall remain in force until terminated upon six months notice, in writing, by either Government.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

HARALDUR KRÖYER
Ambassador

The Honorable
Mitchell Sharp,
Secretary of State for External Affairs,
Ottawa.

ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT D'ISLANDE CONSTITUANT UN ACCORD RÉCIPROQUE SUR L'EXPLOITATION DE RADIO-AMATEUR

I

L'AMBASSADEUR D'ISLANDE AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX
AFFAIRES EXTÉRIEURES DU CANADA.

(Traduction)

Le 22 mai 1973

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous proposer, selon les instructions reçues de mon Gouvernement, que soit conclu entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement d'Islande un accord prévoyant que les radios amateurs titulaires d'une licence de l'un ou l'autre pays soient autorisés à exploiter leur station dans l'autre pays en conformité avec les dispositions de l'article 41 des Règlements internationaux de radiocommunications adoptés à Genève en 1959. J'ai le plaisir de proposer que l'Accord soit conclu aux conditions suivantes:

- (1) Quiconque est titulaire d'une licence de radio amateur délivrée par son Gouvernement et exploite une station d'amateur agréée par ce même Gouvernement sera autorisé par l'autre Gouvernement, sur la base de la réciprocité et sous réserve des dispositions énoncées ci-après, à exploiter ladite station sur le territoire de l'autre Gouvernement.
- (2) Avant de pouvoir exploiter sa station ainsi qu'il est prévu au paragraphe 1, le titulaire d'une licence de radio amateur délivrée par son Gouvernement devra obtenir l'autorisation du service compétent de l'autre Gouvernement.
- (3) Le service compétent de chaque Gouvernement pourra délivrer l'autorisation visée au paragraphe 2, aux conditions qu'il édictera, en se réservant notamment le droit de l'annuler à son gré et à tout moment.
- (4) Le service compétent de chaque Gouvernement pourra délivrer ladite autorisation à un ressortissant de l'autre pays aux mêmes conditions qu'à ses propres citoyens, pourvu que la personne en question ait établi sa résidence fixe dans le pays.

Si les dispositions qui précèdent agréent au Gouvernement du Canada, j'ai l'honneur de proposer que la présente Note et la réponse que vous y donnerez constituent, entre le Gouvernement d'Islande et le Gouvernement du Canada, un accord qui entrera en vigueur à la date de votre réponse et le demeurera jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'un des deux Gouvernements en donnant à l'autre, par écrit, un préavis de soixante jours.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

HARALDUR KRÖYER
Ambassadeur

L'honorable Mitchell Sharp,
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures,
Ottawa

II
THE SECRETARY OF STATE FOR EXTERNAL AFFAIRS OF CANADA
TO THE AMBASSADOR OF ICELAND

Ottawa, June 13, 1973.

No ECT/653

EXCELLENCY:

I have the honour to acknowledge receipt of your Note of May 22, 1973 proposing that an agreement be concluded between the Government of Canada and the Government of Iceland on the reciprocal granting of authorization to permit licensed amateur radio operators of either country to operate their stations in the other country, in accordance with the provisions of Article 41 of the International Radio Regulations, done in 1959 at Geneva.

I am pleased to confirm that the Government of Canada is prepared to conclude such an agreement on the basis of the conditions outlined in Your Excellency's Note.

I have the honour to inform you that the Canadian Government accepts those proposals and agrees that your Note and this reply, the French and English texts of which are equally authentic, shall constitute an Agreement between the Government of Iceland and the Government of Canada which shall enter into force on the date of this Note and shall remain in force until terminated upon six months' notice, in writing, by either Government.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

MITCHELL SHARP
*Secretary of State
for External Affairs*

His Excellency Haraldur Kröyer
Ambassador of Iceland
Ottawa

II
LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES DU CANADA
À L'AMBASSADEUR D'ISLANDE

Ottawa, 13 juin 1973

No ECT/653

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre Note du 22 mai 1973 dans laquelle vous avez proposé qu'un accord de réciprocité soit conclu entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Islande prévoyant que les radio amateurs titulaires d'une licence de l'un ou l'autre pays soient autorisés à exploiter leur station dans l'autre pays en conformité avec les dispositions de l'article 41 des Règlements internationaux de radiocommunications adoptés à Genève en 1959.

J'ai le plaisir de vous confirmer que le Gouvernement du Canada est prêt à conclure un Accord aux conditions stipulées dans la Note de votre Excellence.

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement canadien accepte ces propositions et est d'accord pour que votre Note et cette réponse en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, constituent un Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Islande qui entrera en vigueur à la date de cette Note. Cet Accord restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'un ou l'autre des deux gouvernements sur préavis écrit de six mois.

Veuillez accepter, Excellence, l'assurance de ma très haute considération.

Le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures
MITCHELL SHARP

Son Excellence Haraldur Kröyer,
Ambassadeur d'Islande,
Ottawa

Available by mail from Information Canada, Ottawa, K1A 0S9
and at the following Information Canada bookshops:

HALIFAX
1683 Barrington Street

MONTREAL
640 St. Catherine Street West

OTTAWA
171 Slater Street

TORONTO
221 Yonge Street

WINNIPEG
393 Portage Avenue

VANCOUVER
800 Granville Street

or through your bookseller

Price: Canada: 35 cents
Other Countries: 45 cents

Catalogue No. E3-1973/22

Price subject to change without notice

Information Canada

© QUEEN'S PRINTER FOR CANADA

OTTAWA, 1975

En vente chez Information Canada à Ottawa, K1A 0S9
et dans les librairies d'Information Canada :

HALIFAX
1683, rue Barrington

MONTREAL
640 ouest, rue Ste-Catherine

OTTAWA
171, rue Slater

TORONTO
221, rue Yonge

WINNIPEG
393, avenue Portage

VANCOUVER
800, rue Granville

ou chez votre libraire.

Prix: Canada: 35 cents
Autres Pays: 45 cents

N° de catalogue E3-1973/22

Prix sujet à changement sans avis préalable

Information Canada

© IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE CANADA

OTTAWA, 1975

CAI
EA10
-T67

CANADA

Dept. of External Affairs

Government
Publication



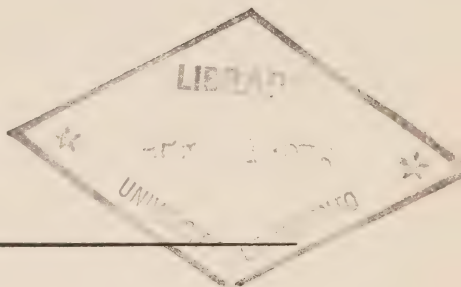
TREATY SERIES 1973 No. 23 RECUEIL DES TRAITÉS

FISHERIES

Agreement between CANADA and the UNITED STATES OF AMERICA

Signed at Ottawa, June 15, 1973

In force June 16, 1973



PÊCHERIES

Accord entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Signé à Ottawa, le 15 juin 1973

En vigueur le 16 juin 1973



CANADA

TREATY SERIES 1973 No. 23 RECUEIL DES TRAITÉS

FISHERIES

Agreement between CANADA and the UNITED STATES OF AMERICA

Signed at Ottawa, June 15, 1973

In force June 16, 1973

PÊCHERIES

Accord entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Signé à Ottawa, le 15 juin 1973

En vigueur le 16 juin 1973

**AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE GOVERNMENT
OF THE UNITED STATES OF AMERICA ON RECIPROCAL FISHING PRIVILEGES
IN CERTAIN AREAS OFF THEIR COASTS**

The Government of Canada and the Government of the United States of America,

CONSIDERING that both Governments have established exclusive fishery zones;

RECOGNIZING that fishermen of the two countries have traditionally fished for the same species in certain areas now encompassed within the exclusive fishery zones;

DEEMING it desirable to establish the terms and conditions under which nationals and vessels of each of the two countries may conduct, on a reciprocal basis, commercial fishing operations within certain areas off their coasts; and

HAVING in mind the mutuality of interest on the part of the two countries in the conservation and rational exploitation of certain living marine resources off their coasts;

Have agreed as follows:

1. For the purposes of this Agreement,
 - a. the reciprocal fishing area of the United States of America shall be the fishing zone established in 1966 south of 63° north latitude;
 - b. the reciprocal fishing area of Canada shall be as follows:
 - (i) in those "Areas" listed in Order-in-Council P.C. 1967-2025 and Order-in-Council P.C. 1969-1109, issued by the Government of Canada on November 8, 1967, and June 11, 1969, respectively, those waters extending 9 miles seaward of the territorial sea of Canada as it existed in 1966;
 - (ii) in those areas not listed in the Orders-in-Council cited above, those waters south of 63° north latitude which are contiguous to and extend from three to twelve miles from the coast of Canada, with the exception of bays where they cease to exceed 24 miles in breadth.

Nothing in this Agreement shall affect waters other than those referred to in this paragraph.

2. Nationals and vessels of each country may continue to fish within the reciprocal fishing area of the other country, except that there shall be no such fishing for the following:

- a.) any species of clam, scallop, crab, shrimp, lobster or herring;
- b.) any salmon other than salmon taken by trolling off the Pacific coasts of the United States and Canada west of a line joining Bonilla Point and Tatoosh Island; north of a line projected due west from Carroll Island (latitude 48° 00.3' North, longitude 124° 43.3' West) and south of a line projected from Bonilla Point to the intersection of the

**ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DES
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE RELATIVEMENT AUX PRIVILÈGES RÉCIPRO-
QUES DE PÊCHE DANS CERTAINES RÉGIONS SISES AU LARGE DE LEURS
CÔTES**

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique,

CONSIDÉRANT que les deux Gouvernements ont établi des zones exclusives de pêche,

RECONNAISSANT que les pêcheurs des deux pays ont traditionnellement pêché les mêmes espèces dans certains secteurs qui font maintenant partie des zones exclusives de pêche,

ESTIMANT qu'il est souhaitable d'arrêter les conditions auxquelles les ressortissants et les navires de l'un ou de l'autre pays peuvent se livrer, sur une base de réciprocité, à des activités de pêche commerciale dans certaines régions sises au large de leurs côtes, et

TENANT compte de l'intérêt que porte chacun des deux pays à la conservation et à l'exploitation rationnelle de certaines ressources marines biologiques au large des côtes de l'un et de l'autre,

Sont convenus de ce qui suit:

1. Pour les fins du présent Accord,
 - a. la région de pêche des États-Unis d'Amérique soumise au régime de réciprocité sera la zone de pêche établie en 1966 au sud du 63^e degré de latitude nord;
 - b. la région de pêche du Canada soumise au régime de réciprocité sera la suivante:
 - (i) dans les «régions» énumérées dans le décret du conseil C.P. 1967-2025 et le décret du conseil C.P. 1969-1109 rendus par le Gouvernement du Canada les 8 novembre 1967 et 11 juin 1969, les eaux qui s'étendent jusqu'à neuf milles au large de la mer territoriale du Canada telle qu'elle existait en 1966;
 - (ii) dans les régions non énumérées dans les décrets du conseil susmentionnés, les eaux sises au sud du 63^e degré de latitude nord qui longent le littoral du Canada et s'étendent sur une distance de trois à douze milles de ce littoral, à l'exception des eaux des baies là où leur largeur n'excède pas 24 milles.

Rien dans le présent Accord ne vise les eaux autres que celles dont il est question dans le présent alinéa.

2. Les ressortissants et les navires de l'un ou l'autre des deux pays peuvent continuer de faire la pêche dans la région de pêche de l'autre pays soumise au régime de réciprocité, mais il leur est interdit de pêcher
 - a. quelque espèce que ce soit de clams, de pétoncles, de crabes, de crevettes, de homards ou de harengs;
 - b. du saumon autre que le saumon pris à la ligne traînante au large des côtes du Pacifique des États-Unis et du Canada à l'ouest d'une ligne

outer limits of the reciprocal fishing areas of the United States and Canada (latitude 48° 29.7' North, longitude 125° 00.7' West);

c. any black cod other than:

(i) a catch not to exceed 30,000 pounds annually taken by longline or pot gear off the west coast of Alaska between lines projected southwest (225° true) from Cape Ommaney and Cape Bingham respectively during the open seasons specified for fishing for black cod in the adjacent territorial sea; and

(ii) a catch not to exceed 15,000 pounds off the west coast of Vancouver Island between lines projected southwest (225° true) from Estevan Point and Cape Scott respectively;

d. any tuna other than a catch not to exceed 500 tons annually taken south and west of a line projected due east from Chatham Light on Cape Cod. Not more than two Canadian vessels exceeding 150 feet in overall length may take tuna within the area described, and only at such times and in the same general area as that in which United States tuna vessels exceeding 150 feet in overall length are fishing.

Subject to its domestic legislation, each Government will continue to permit transfers of herring between nationals and vessels of the two countries within the reciprocal fishing areas. The Governments agree that the principal purpose of this provision is to enable the continuation of transfers of herring intended for purposes other than reduction.

3. Nationals and vessels of either country will not initiate fisheries within the reciprocal fishing area of the other country for species which are fully utilized by fishermen of the latter country. If fishermen of either country wish to initiate a fishery within any part of the reciprocal fishing area of the other country for species not fully utilized, their Government will first consult with the other Government and reach an understanding concerning conditions for such a fishery.

4. Regulations established by one country pertaining to the taking or possession of fish within its reciprocal fishing area shall apply equally to the nationals and vessels of both countries operating within such area; in areas of the reciprocal fishing area of Canada in which Canadian domestic regulation at present prohibits trawl fishing by vessels exceeding 65 feet in length, such fishing by United States vessels exceeding 65 feet is also prohibited. These regulations shall be enforced by the Government which issued them. Should either Government consider it necessary to alter such fishery regulations, that Government shall notify the other Government of such proposed changes 60 days in advance of their application. Should such changes in fishery regulations require major changes in fishing gear, an adequate period of time, up to one year, will be afforded the nationals and vessels of the other country to adapt to such changes prior to their application.

5. The two Governments recognize the desirability of co-ordinating their regulations for certain salmon fisheries and agree as follows:

a. the appropriate fishery management authorities of the two countries shall consult frequently with a view to co-ordinating the regulatory

tirée de la pointe Bonilla à l'île Tatoosh; au nord d'une ligne tirée droit vers l'ouest à partir de l'île Carroll (480°00.3' de latitude nord et 124°43.3' de longitude ouest) et au sud d'une ligne tirée de la pointe Bonilla à l'intersection des limites externes des régions de pêche des États-Unis et du Canada soumises au régime de réciprocité (48°29.7' de latitude nord et 125°00.7' de longitude ouest);

c. de la morue charbonnière autre que:

(i) une prise ne dépassant pas 30,000 livres par année pêchée à la palangre ou aux engins de pêche à sac au large de la côte ouest de l'Alaska entre des lignes tirées vers le sud-ouest (225° géographique) du cap Ommaney et du cap Bingham respectivement durant les saisons où la pêche à la morue charbonnière est ouverte dans la mer territoriale adjacente; et

(ii) une prise ne dépassant pas 15,000 livres au large de la côte ouest de l'île de Vancouver entre des lignes tirées vers le sud-ouest (225° géographique) de la pointe Estevan et du cap Scott respectivement;

d. du thon autre qu'une prise ne dépassant pas 500 tonnes par année pêchée au sud et à l'ouest d'une ligne tirée droit vers l'est du phare Chatham sur le Cap Cod. Pas plus de deux navires canadiens de plus de 150 pieds hors tout peuvent pêcher le thon dans la région précitée, et seulement aux moments et dans le même secteur que ceux où les thoniers des États-Unis de plus de 150 pieds hors tout pratiquent la pêche.

Sous réserve de ses lois nationales, chacun des deux Gouvernements continuera à permettre le transbordement de harengs entre ressortissants et navires des deux pays dans les régions de pêche soumises au régime de réciprocité. Les Gouvernements conviennent que l'objet principal de cette disposition est de permettre la continuation des transbordements de harengs destinés à d'autres fins que la réduction.

3. Les ressortissants et les navires de l'un ou l'autre pays n'établiront aucune nouvelle pêche dans la région de pêche soumise au régime de réciprocité de l'autre pays relativement à des espèces que les pêcheurs de ce dernier utilisent à fond. Si des pêcheurs de l'un ou l'autre pays désirent établir une pêche dans une partie quelconque de la région de pêche soumise au régime de réciprocité de l'autre pays relativement à des espèces non utilisées à fond, leur Gouvernement doit d'abord entrer en consultation avec l'autre Gouvernement et en venir à une entente quant aux conditions qui doivent régir une telle pêche.

4. Les règlements édictés par un pays et régissant la prise ou la possession de poisson dans sa propre région de pêche soumise au régime de réciprocité s'appliqueront avec une égale rigueur aux ressortissants et navires des deux pays engagés dans de telles activités dans cette région; dans les secteurs de la région de pêche canadienne soumise au régime de réciprocité dans lesquels les règlements nationaux du Canada interdisent actuellement la pêche au chalutier de plus de 65 pieds, cette pêche par des navires des États-Unis de plus de 65 pieds est également interdite. Le Gouvernement qui aura édicté ces règlements en assurera l'application. Si l'un ou l'autre Gouvernement estime nécessaire de modifier ces règlements sur les pêches, il devra donner avis à l'autre Gouvernement de ses projets de modification 60 jours avant leur mise en application. Si les changements aux règlements sur les pêches nécessitent des modifications d'importance aux engins de pêche, on accordera un délai suffisant, jusqu'à un an, aux nationaux et aux navires de l'autre pays pour

measures to be applied by them to the fisheries for coho and chum salmon in British Columbia Statistical Area 20 and Statistical Areas 1 and 2 of the Washington State Department of Fisheries;

- b. with respect to the chinook salmon fishery in the portion of Washington State Statistical Area 1 bounded, on the north by the international boundary, on the east by the low-water line bordering the western and southern shores of Point Roberts peninsula, on the south by a line projected from Lily Point to Georgina Point on Mayne Island between Lily Point and its point of intersection with the boundary line, and, on the west by the international boundary and with respect to the chinook salmon fishery in British Columbia Statistical Area 29, the appropriate fisheries officials of the two countries shall consult for the purpose of co-ordinating regulations regarding the open fishing days for the two specified areas. The Canadian officials, when designating the open fishing days for the specified Canadian area, shall give appropriate weight to the needs and interests expressed by the United States officials. The United States officials shall, to the extent consistent with the needs of the United States fishery, designate the same open fishing days for the specified United States area as are designated for the specified Canadian area and shall, in any case, designate the same number of open fishing days as designated for the specified Canadian area;
- c. with respect to the chum salmon fishery in the section of Washington State Statistical Area 1 westward on Point Roberts peninsula, bounded on the north by the international boundary, on the east by the low-water line of Point Roberts peninsula, and by a line projected from Iverson Dock (Point Roberts) to Turning Point No. 1 of the boundary line in latitude 49°00'08.87" North and longitude 123°19'17.87" West, and with respect to the chum salmon fishery in British Columbia Statistical Area 29, the appropriate fisheries officials of the two countries shall consult for the purpose of co-ordinating regulations regarding the open fishing days for the two specified areas. The following provisions shall be applicable from a date agreed by the appropriate fisheries officials of the two countries, which date shall be no earlier than the fifth and no later than the fifteenth of October:
 - (i) the Canadian officials, when designating the open fishing days for the specified Canadian area, shall give appropriate weight to the needs and interests expressed by the United States officials;
 - (ii) the United States officials shall designate the same open fishing days for the specific United States area as are set for the specified Canadian area.

6. The two Governments recognize the importance of maintaining the fishery resources in their reciprocal fishing areas at appropriate levels. Both Governments agree to continue and expand co-operation in both national and joint research programs on species of common interest off their coasts. The appropriate agencies of the two Governments will arrange for exchanges and periodic joint reviews of scientific information.

7. Nothing in this Agreement shall prejudice the claims or views of either of the parties concerning internal waters, territorial waters, or jurisdiction over fisheries or the resources of the continental shelf; further, nothing in this

qu'ils puissent adapter leurs méthodes aux nouvelles exigences avant leur mise en vigueur.

5. Les deux Gouvernements reconnaissent qu'il est souhaitable de coordonner leurs règlements à l'égard de certaines pêches au saumon et conviennent de ce qui suit:

- a. les autorités appropriées de la gestion des pêches des deux pays se consulteront fréquemment en vue de coordonner les mesures de réglementation qu'elles appliqueront à la pêche du saumon coho et du saumon-chien dans la zone statistique 20 de la Colombie-Britannique et dans les zones statistiques 1 et 2 du ministère des Pêcheries de l'État de Washington;
- b. à l'égard de la pêche au saumon quinnat dans la partie de la zone statistique 1 de l'État de Washington délimitée au nord par la frontière internationale, à l'est par la laisse de basse-mer des rivages sud et ouest de la péninsule de Point Roberts, au sud par une ligne tirée de la pointe Lily à la pointe Georgina sur l'île Mayne entre la pointe Lily et le point d'intersection de cette ligne et de la frontière et, à l'ouest par la frontière internationale, et, à l'égard de la pêche au saumon quinnat dans la zone statistique 29, de la Colombie-Britannique, les autorités appropriées des pêcheries des deux pays se consulteront dans le but de coordonner les règlements concernant les journées de pêche libre dans les zones précitées. Les autorités canadiennes, lorsqu'elles désigneront les journées de pêche libre dans la zone canadienne précitée, tiendront dûment compte des besoins et des intérêts exprimés par les autorités des États-Unis. Dans la mesure où ce sera compatible avec les besoins des pêches des États-Unis, les autorités des États-Unis désigneront, pour la zone de pêche des États-Unis précitée, les mêmes journées de pêche libre que celles qui ont été désignées pour la zone canadienne précitée et désigneront, de toute manière, le même nombre de journées de pêche libre que le nombre désigné pour la zone de pêche canadienne précitée;
- c. à l'égard de la pêche au saumon-chien dans le secteur de la zone statistique 1 de l'État de Washington à l'ouest de la péninsule de Point Roberts, délimitée au nord par la frontière internationale, à l'est par la laisse de basse-mer sur le rivage de la péninsule de Point Roberts et par une ligne tirée de Iverson Dock (Point Roberts) au Point n° 1 de la frontière à 49°00'08.87" de latitude nord et 123°19'17.18" de longitude ouest, et, à l'égard de la pêche au saumon-chien dans la zone statistique 29 de la Colombie-Britannique, les autorités appropriées des pêcheries des deux pays se consulteront dans le but de coordonner les règlements concernant les journées de pêche libre dans les deux zones précitées. Les dispositions suivantes entreront en vigueur à compter d'une date convenue par les autorités appropriées des pêcheries des deux pays, mais pas avant le cinquième jour et pas après le quinzième jour d'octobre:
 - (i) les autorités canadiennes, lorsqu'elles désigneront les journées de pêche libre dans la zone canadienne précitée, tiendront dûment compte des besoins et des intérêts exprimés par les autorités des États-Unis;
 - (ii) les autorités des États-Unis désigneront les mêmes journées de pêche libre pour la zone des États-Unis précitée que celles qui seront désignées pour la zone canadienne précitée.

6. Les deux Gouvernements reconnaissent l'importance de conserver à des niveaux appropriés les ressources des pêches de leurs propres régions de

Agreement shall affect either bilateral or multilateral agreements to which either Government is a party.

8. This Agreement shall enter into force on June 16, 1973, and shall remain in force until April 24, 1974. Representatives of the two Governments shall consult prior to expiration of the period of validity of this Agreement with a view to possible amendment and/or extension. However, if the Government of Canada gives notice to the Government of the United States of America of intent to extend its surfines off the west coast of Vancouver Island, and/or extends the troll season for salmon off the west coast of Vancouver Island, the Government of the Unites States of America may give notice of termination of the Agreement, which termination shall take effect 60 days after the giving of such notice.

pêche soumises au régime de réciprocité. Les deux Gouvernements sont convenus de continuer et d'accroître leur collaboration dans le cadre des programmes tant nationaux que conjoints de recherche au large de leurs côtes sur les espèces de poisson qui ont pour eux un intérêt commun. Les organismes compétents des deux Gouvernements prendront des dispositions en vue d'échanges et de révisions périodiques communes des données scientifiques.

7. Rien dans le présent Accord ne doit porter préjudice aux prétentions ou points de vue de l'une ou de l'autre partie concernant les eaux intérieures, les eaux territoriales ou la juridiction en matière de pêches ou de ressources du plateau continental; rien non plus dans le présent Accord ne doit porter atteinte aux accords bilatéraux ou multilatéraux auxquels l'un ou l'autre Gouvernement est partie.

8. Le présent Accord entrera en vigueur le 16 juin 1973 et le demeurera jusqu'au 24 avril 1974. Les fondés de pouvoir des deux Gouvernements se consulteront avant l'expiration de la période de validité du présent Accord en vue de le modifier et/ou de le proroger. Toutefois, si le Gouvernement du Canada avise le Gouvernement des États-Unis qu'il a l'intention d'étendre sa zone des brisants au large de la côte ouest de l'île de Vancouver et/ou étend la saison de la pêche au saumon à la ligne traînante au large de la côte ouest de l'île de Vancouver, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique peut lui signifier au moyen d'un avis, la résiliation de l'Accord, laquelle entrera en vigueur 60 jours après qu'un tel avis aura été donné.

IN WITNESS WHEREOF the respective representatives have signed this Agreement.

DONE in two copies at Ottawa this 15th day of June 1973, in the English and French languages, each language version being equally authentic.

EN FOI DE QUOI les fondés de pouvoir respectifs ont signé le présent Accord.

FAIT en double exemplaires à Ottawa le 15^{ième} jour de juin 1973, les deux versions faisant également foi.

K. C. LUCAS

*For the Government of Canada
Pour le Gouvernement du Canada*

ADOLPH W. SCHMIDT

*For the Government of the United States of America
Pour le Gouvernement des États-Unis d'Amérique*

Available by mail from Information Canada, Ottawa, K1A 0S9
and at the following Information Canada bookshops:

HALIFAX
1683 Barrington Street

MONTREAL
640 St. Catherine Street West

OTTAWA
171 Slater Street

TORONTO
221 Yonge Street

WINNIPEG
393 Portage Avenue

VANCOUVER
800 Granville Street

or through your bookseller

Price: Canada: 35 cents
Other Countries: 45 cents

Catalogue No. E3-1973/23

Price subject to change without notice

Information Canada

En vente chez Information Canada à Ottawa, K1A 0S9
et dans les librairies d'Information Canada:

HALIFAX
1683, rue Barrington

MONTREAL
640 ouest, rue Ste-Catherine

OTTAWA
171, rue Slater

TORONTO
221, rue Yonge

WINNIPEG
393, avenue Portage

VANCOUVER
800, rue Granville

ou chez votre libraire.

Prix: Canada: 35 cents
Autres Pays: 45 cents

N° de catalogue E3-1973/23

Prix sujet à changement sans avis préalable

Information Canada

CAI
EA10
-T67



CANADA

Dept of External Affairs

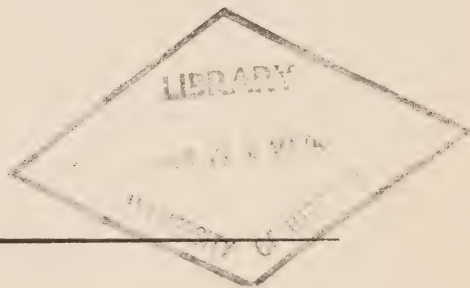
TREATY SERIES 1973 No. 24 RECUEIL DES TRAITÉS

FINANCE

Agreement between CANADA and the CZECHOSLOVAK
SOCIALIST REPUBLIC

Ottawa, April 18, 1973

In force June 22, 1973



FINANCE

Accord entre le CANADA et la RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
TCHÉCOSLOVAQUE

Ottawa, le 18 avril 1973

En vigueur le 22 juin 1973



CANADA

TREATY SERIES 1973 No. 24 RECUEIL DES TRAITÉS

FINANCE

Agreement between CANADA and the CZECHOSLOVAK
SOCIALIST REPUBLIC

Ottawa, April 18, 1973

In force June 22, 1973

FINANCE

Accord entre le CANADA et la RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
TCHÉCOSLOVAQUE

Ottawa, le 18 avril 1973

En vigueur le 22 juin 1973

**AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE GOVERNMENT
OF THE CZECHOSLOVAK SOCIALIST REPUBLIC RELATING TO THE SET-
TLEMENT OF FINANCIAL MATTERS**

The Government of Canada and the Government of the Czechoslovak Socialist Republic, hereinafter referred to as the Government of Czechoslovakia, have agreed as follows:

ARTICLE I

The Government of Czechoslovakia shall pay to the Government of Canada the sum of \$3,250,000 (three million two hundred and fifty thousand) Canadian dollars in full and final settlement of Canadian claims arising before the date of the coming into force of this Agreement against the Government of Czechoslovakia and Czechoslovak natural and juridical persons in respect of property, rights and interests in Czechoslovakia affected by Czechoslovak measures of nationalization, expropriation, taking under administration or any other similar legislative or administrative measures.

ARTICLE II

For the purpose of this Agreement "Canadian claims" shall mean:

- (1) claims of natural persons who were Canadian citizens on the date of the coming into force of this Agreement and who were or whose legal predecessors were Canadian citizens on the date of the coming into force of the measures referred to in Article I or on the date on which the relevant measures were first applied to their property, rights or interests;
- (2) claims of juridical persons which on the date of the coming into force of this Agreement were incorporated or constituted pursuant to the laws of Canada and who were, or whose legal predecessors were Canadian natural or juridical persons on the date of the coming into force of the measures referred to in Article I or on the date on which the relevant measures were first applied to the property, rights or interests.

ARTICLE III

Payment of the sum set out in Article I shall be made in seven equal annual instalments, the first to be made by the Government of Czechoslovakia within ninety (90) days from the date of coming into force of this Agreement and the remaining six equal instalments at intervals of twelve months from the date of the first payment.

ARTICLE IV

1. Payment in full of the sum set out in Article I shall discharge the Government of Czechoslovakia and Czechoslovak natural and juridical persons from obligations in respect of all matters covered by this Agreement; the Government of Canada will then consider as completely settled, all claims covered by

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE TCHÉCOSLOVAQUE CONCERNANT LE RÈGLEMENT DE QUESTIONS FINANCIÈRES

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République Socialiste Tchécoslovaque, appelé ci-après le Gouvernement Tchécoslovaque, sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE I

Le Gouvernement Tchécoslovaque versera au Gouvernement du Canada la somme de \$3,250,000 (trois millions deux cent cinquante mille) dollars canadiens, en règlement complet et définitif des réclamations canadiennes nées avant la date de l'entrée en vigueur du présent Accord contre le Gouvernement Tchécoslovaque et des personnes physiques et morales tchécoslovaques au sujet de biens, droits et intérêts en Tchécoslovaquie atteints par les mesures tchécoslovaques de nationalisation, d'expropriation, prise en administration et toute autre mesure législative ou administrative similaire.

ARTICLE II

Aux fins du présent Accord, «réclamations canadiennes» signifie:

- (1) les réclamations de personnes physiques qui étaient citoyens canadiens à la date de l'entrée en vigueur du présent Accord et qui étaient, ou dont les prédécesseurs légaux étaient aussi des citoyens canadiens à la date d'entrée en vigueur des mesures mentionnées à l'Article I ou à la date à laquelle les mesures pertinentes se sont appliquées pour la première fois à leurs biens, droits ou intérêts;
- (2) les réclamations de personnes morales, qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent Accord, étaient formées ou constituées selon les lois du Canada et qui étaient, ou dont les prédécesseurs légaux étaient des personnes physiques ou morales canadiennes à la date d'entrée en vigueur des mesures mentionnées à l'Article I ou à la date à laquelle les mesures pertinentes se sont appliquées pour la première fois aux biens, droits ou intérêts.

ARTICLE III

Le paiement de la somme mentionnée à l'Article I se fera en sept versements annuels égaux, le premier devant être fait par le Gouvernement Tchécoslovaque dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la date d'entrée en vigueur du présent Accord et les six versements égaux restants, à des intervalles de douze mois à partir de la date du premier versement.

ARTICLE IV

1. Le paiement de la totalité de la somme indiquée à l'Article I libérera le Gouvernement Tchécoslovaque et les personnes physiques et morales tchécoslovaques des obligations relatives à toutes les questions réglées par le présent Accord. Le Gouvernement du Canada considérera désormais comme complètement éteintes toutes les réclamations réglées par le présent Accord,

this Agreement whether or not they have been brought to the attention of the Government of Czechoslovakia.

2. The Government of Canada shall not in future present to the Government of Czechoslovakia on behalf of Canadian natural or juridical persons any claim for which provision for settlement is made in this Agreement, nor will it support any such claim.

ARTICLE V

The distribution of the sum paid under Article I of this Agreement shall be at the exclusive discretion and within the exclusive competence of the Government of Canada.

ARTICLE VI

1. To assist the Government of Canada in distributing the sum to be paid under Article I of this Agreement, the Government of Czechoslovakia will, upon the request of the Government of Canada, provide such information and documentation as may be available to it with reference to the date of taking or to the date of transfer of property to the Czechoslovak State, the ownership and value of the property, rights or interests.

2. The Government of Canada will, with respect to each claim it finds valid, furnish to the Government of Czechoslovakia such original documents of title pertaining to the property nationalized or otherwise affected by Czechoslovakia as were used to establish the claim. If the payment of a claim found to be valid is not based on such documents, the Government of Canada will furnish to the Government of Czechoslovakia a release signed by the claimant. The Government of Canada shall deliver such documents and releases to the Government of Czechoslovakia as soon as practicable after the payment in full of the sum set out in Article I.

ARTICLE VII

This Agreement shall come into force on the date on which the Contracting Parties inform each other through an exchange of letters that this Agreement has been approved pursuant to their respective constitutional provisions.

qu'elles aient été ou non portées à l'attention du Gouvernement Tchécoslovaque.

2. Le Gouvernement du Canada ne présentera à l'avenir au Gouvernement Tchécoslovaque au nom de personnes physiques ou morales canadiennes aucune réclamation dont le règlement est prévu dans le présent Accord et il n'appuiera pas de telles réclamations.

ARTICLE V

La répartition de la somme payée à l'Article I du présent Accord relève de la discrétion exclusive et de la compétence exclusive du Gouvernement du Canada.

ARTICLE VI

1. Afin d'aider le Gouvernement du Canada à distribuer la somme devant être payée en vertu de l'Article I du présent Accord, le Gouvernement Tchécoslovaque fournira, à la demande du Gouvernement du Canada, tels renseignements et tels documents qui lui sont disponibles concernant la date de l'affectation ou la date du transfert des biens à l'État Tchécoslovaque, le droit de propriété et la valeur des biens, droits ou intérêts.

2. Le Gouvernement du Canada fournira au Gouvernement Tchécoslovaque à l'égard de chaque réclamation qu'il trouve valide, les originaux des titres de propriété des biens nationalisés ou autrement affectés par la Tchécoslovaquie qui étaient la base de la réclamation. Si le paiement d'une réclamation trouvée valide n'est pas fondé sur de tels documents, le Gouvernement du Canada fournira au Gouvernement Tchécoslovaque une libération signée par le réclamant. Le Gouvernement du Canada remettra tels documents et telles libérations au Gouvernement Tchécoslovaque le plus tôt possible après le paiement complet de la somme mentionnée à l'Article I.

ARTICLE VII

Le présent Accord entrera en vigueur à la date à laquelle les Parties contractantes se seront informées mutuellement, au moyen d'un Échange de Lettres, que le présent Accord a été approuvé en vertu de leurs dispositions constitutionnelles respectives.

IN WITNESS WHEREOF the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement and affixed thereto their seals.

DONE in duplicate at Ottawa this eighteenth day of April 1973, in the English, French and Czech languages, the three texts being equally authoritative.

MITCHELL SHARP
For the Government of Canada

DOC. ING. RUDOLE ROHLICEK
For the Government of the Czechoslovak Socialist Republic

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

FAIT en double exemplaire, à Ottawa, ce 18 avril 1973, en langues anglaise, française et tchèque, les trois textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement du Canada
MITCHELL SHARP

Pour le Gouvernement de la République Socialiste Tchécoslovaque
DOC. ING. RUDOLF ROHLICEK

Available by mail from Information Canada, Ottawa, K1A 0S9
and at the following Information Canada bookshops:

HALIFAX
1683 Barrington Street

MONTREAL
640 St. Catherine Street West

OTTAWA
171 Slater Street

TORONTO
221 Yonge Street

WINNIPEG
393 Portage Avenue

VANCOUVER
800 Granville Street

or through your bookseller

Price: Canada: 35 cents
Other Countries: 45 cents

Catalogue No. E3-1973/24

Price subject to change without notice
Information Canada

En vente chez Information Canada à Ottawa, K1A 0S9
et dans les librairies d'Information Canada:

HALIFAX
1683, rue Barrington

MONTREAL
640 ouest, rue Ste-Catherine

OTTAWA
171, rue Slater

TORONTO
221, rue Yonge

WINNIPEG
393, avenue Portage

VANCOUVER
800, rue Granville

ou chez votre libraire.

Prix: Canada: 35 cents
Autres Pays: 45 cents

N° de catalogue E3-1973/24

Prix sujet à changement sans avis préalable
Information Canada

QUEEN'S PRINTER FOR CANADA @ IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE CANADA
OTTAWA, 1975

CAI
EA 10
T67



CANADA

Dept. of External Affairs

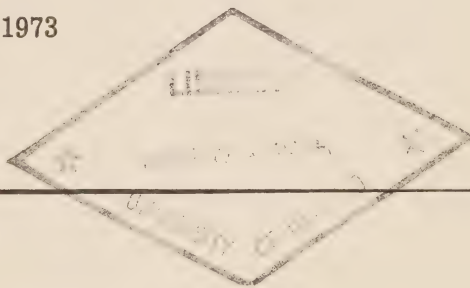
TREATY SERIES 1973 No. 25 RECUEIL DES TRAITÉS

SCIENCE

Exchange of Notes between CANADA and the UNITED STATES
OF AMERICA

Ottawa, June 29, 1973

In force June 29, 1973



SCIENCE

Échange de Notes entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE

Ottawa, le 29 juin 1973

En vigueur le 29 juin 1973



CANADA

TREATY SERIES 1973 No. 25 RECUEIL DES TRAITÉS

SCIENCE

Exchange of Notes between CANADA and the UNITED STATES
OF AMERICA

Ottawa, June 29, 1973

In force June 29, 1973

SCIENCE

Échange de Notes entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE

Ottawa, le 29 juin 1973

En vigueur le 29 juin 1973

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE
GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA CONSTITUTING AN
AGREEMENT CONCERNING THE CONTINUED USE OF THE CHURCHILL
RESEARCH RANGE

I

THE AMBASSADOR OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO THE
SECRETARY OF STATE FOR EXTERNAL AFFAIRS OF CANADA

Ottawa, June 29, 1973

No. 126

SIR:

I have the honor to refer to the agreement between the Government of the United States of America and the Government of Canada concerning the support of United States activities at the Churchill Research Range, effected by an exchange of Notes with Annex signed at Ottawa November 16 and December 18, 1970.⁽¹⁾

By its terms the agreement will expire on June 30, 1973, unless extended for additional periods. Because of the mutual interest of both countries in continued accommodation of United States activities at the Range, I have the honor to propose that the agreement be extended for an additional period of three years, that is, until June 30, 1976, unless terminated by either government on three months' written notice to the other or unless extended for additional periods by mutual agreement of our two governments.

If this proposal is acceptable to the Government of Canada, I have the further honor to propose that this Note and your affirmative reply constitute an agreement on this matter effective on the date of your reply.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

ADOLPH W. SCHMIDT

The Honourable
Mitchell Sharp, P.C.,
Secretary of State
for External Affairs,
Ottawa

⁽¹⁾ Treaty Series 1970 No. 32

ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE CONSTITUANT UN ACCORD CONCERNANT L'UTILISATION CONTINUÉE DU POLYGONE DE RECHERCHE CHURCHILL

I

L'AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES DU CANADA

(Traduction)

Ottawa, le 29 juin 1973

N° 126

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur de me référer à l'accord entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement du Canada concernant l'appui des activités des États-Unis au Polygone de recherche Churchill, effectué par un échange de Notes avec Annexe signées à Ottawa le 16 novembre et le 18 décembre 1970⁽¹⁾.

Selon ses propres dispositions, l'accord doit expirer le 30 juin 1973 à moins d'être prorogé pour des périodes supplémentaires. Étant donné l'intérêt qu'ont les deux pays à la continuation des activités des États-Unis au Polygone, j'ai l'honneur de proposer que l'accord soit prorogé pour une période supplémentaire de trois ans, c'est-à-dire jusqu'au 30 juin 1976, à moins que l'un ou l'autre des Gouvernements n'y mette fin par un préavis écrit de trois mois donné à l'autre ou à moins qu'il ne soit prorogé pour des périodes supplémentaires par décision commune de nos deux Gouvernements.

Si cette proposition agréée au Gouvernement du Canada, j'ai l'honneur de proposer en outre que la présente Note et votre réponse affirmative constituent un accord sur la question qui entrera en vigueur à la date de votre réponse.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'État, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

ADOLPH W. SCHMIDT

L'honorable Mitchell Sharp
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures
Ottawa

⁽¹⁾ Recueil des Traités 1970 N° 32

II

THE SECRETARY OF STATE FOR EXTERNAL AFFAIRS OF CANADA
TO THE AMBASSADOR OF THE UNITED STATES OF AMERICA

Ottawa, June 29, 1973

No. FLA-364

EXCELLENCY,

I have the honour to refer to your Note No. 126 of June 29, 1973, concerning the continued use of the Churchill Research Range by the United States for the purposes of sounding rocket launchings and other peaceful scientific activities.

I am pleased to inform you that the Government of Canada accepts the proposals set forth in your Note and agrees that your Note, together with this reply which is authentic in English and French, shall constitute an agreement between our two Governments which shall enter into force on July 1, 1973, and remain in effect until June 30, 1976, unless terminated by either Government on three months' written notice to the other or unless extended for additional periods by mutual agreement of our two Governments.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

MITCHELL SHARP
*Secretary of State
for External Affairs*

His Excellency
The Honourable Adolph W. Schmidt,
Ambassador of the United States of America,
Ottawa.

II

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES À L'AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Ottawa, le 29 juin 1973

N° FLA-364

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de me référer à votre Note n° 126 du 29 juin 1973 concernant l'utilisation par les États-Unis du Polygone de recherche Churchill aux fins de lancement de fusées-sondes et d'autres activités scientifiques de caractère pacifique.

Je suis heureux de vous faire savoir que le Gouvernement du Canada approuve les propositions énoncées dans votre Note et accepte que votre Note, ainsi que la présente réponse dont les versions anglaise et française font également foi, constituent entre nos deux Gouvernements, un accord qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1973 et qui restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1976, à moins que l'un ou l'autre des deux Gouvernements n'y mette fin par préavis écrit de trois mois donné à l'autre ou qu'il soit prorogé pour des périodes supplémentaires par voie d'accord mutuel entre nos deux Gouvernements.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

*Le secrétaire d'État
aux Affaires extérieures*
MITCHELL SHARP

Son Excellence l'honorable
Adolph W. Schmidt
Ambassadeur des États-Unis d'Amérique,
Ottawa.

Available by mail from Information Canada, Ottawa, K1A 0S9
and at the following Information Canada bookshops:

HALIFAX
1683 Barrington Street

MONTREAL
640 St. Catherine Street West

OTTAWA
171 Slater Street

TORONTO
221 Yonge Street

WINNIPEG
393 Portage Avenue

VANCOUVER
800 Granville Street

or through your bookseller

Price: Canada: 35 cents
Other Countries: 45 cents

Catalogue No. E3-1973/25

Price subject to change without notice

Information Canada

© QUEEN'S PRINTER FOR CANADA

OTTAWA, 1975

En vente chez Information Canada à Ottawa, K1A 0S9
et dans les librairies d'Information Canada:

HALIFAX
1683, rue Barrington

MONTREAL
640 ouest, rue Ste-Catherine

OTTAWA
171, rue Slater

TORONTO
221, rue Yonge

WINNIPEG
393, avenue Portage

VANCOUVER
800, rue Granville

ou chez votre libraire.

Prix: Canada: 35 cents
Autres Pays: 45 cents

Nº de catalogue E3-1973/25

Prix sujet à changement sans avis préalable

Information Canada

© IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE CANADA
OTTAWA, 1975

CAI
EA10
- T67



CANADA

Dept of External Affairs

*Library of Parliament
Collection de documents*

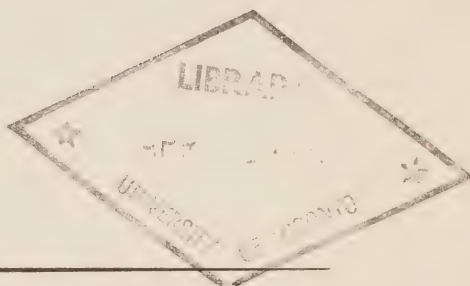
TREATY SERIES 1973 No. 26 RECUEIL DES TRAITÉS

SCIENCE

Exchange of Notes between CANADA and the FEDERAL REPUBLIC
OF GERMANY

Ottawa, June 7 and 29, 1973

In force July 1, 1973



SCIENCE

Échange de Notes entre le CANADA et la RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE
D'ALLEMAGNE

Ottawa, les 7 et 29 juin 1973

En vigueur le 1^{er} juillet 1973



CANADA

TREATY SERIES 1973 No. 26 RECUEIL DES TRAITÉS

SCIENCE

Exchange of Notes between CANADA and the FEDERAL REPUBLIC
OF GERMANY

Ottawa, June 7 and 29, 1973

In force July 1, 1973

SCIENCE

Échange de Notes entre le CANADA et la RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE
D'ALLEMAGNE

Ottawa, les 7 et 29 juin 1973

En vigueur le 1^{er} juillet 1973

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE
GOVERNMENT OF THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY CONSTITUT-
ING AN AGREEMENT CONCERNING THE CONTINUED USE OF THE
CHURCHILL RESEARCH RANGE

I

*The Ambassador of the Federal Republic of Germany to the Secretary of
State for External Affairs of Canada*

Ottawa, June 7, 1973.

No. 60/73

EXCELLENCY,

I have the honour to refer to the Arrangement of April 28, 1972⁽¹⁾, in amendment of the Agreement of July 8, 1969⁽²⁾, between the Government of the Federal Republic of Germany and the Government of Canada concerning the use of the Churchill Research Range, and to propose on behalf of the Government of the Federal Republic of Germany that the following Arrangement be concluded:

1. The Agreement of July 8, 1969, concerning the use of the Churchill Research Range, due to expire on June 30, 1973, in accordance with Article 21 (2), shall be extended until June 30, 1975.
2. The present Arrangement shall also apply to Land Berlin, provided that the government of the Federal Republic of Germany does not make a contrary declaration to the Government of Canada within three months of the entry into force of this Arrangement.

If the Government of Canada agrees to the proposals contained in paragraphs 1 and 2 above, I have the honour to suggest that this Note and your Excellency's Note in reply thereto expressing the agreement of your Government shall constitute an Agreement between our two Governments to enter into force on the date in your Note in reply.

Accept, Excellency, the assurance of my highest consideration.

RUPPRECHT VON KELLER

The Honourable
Mitchell W. Sharp, P.C., M.P.,
Secretary of State for External Affairs,
Ottawa.

⁽¹⁾ Treaty Series 1972 No. 14

⁽²⁾ Treaty Series 1969 No. 13

ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE CONSTITUANT UN ACCORD CONCERNANT L'UTILISATION CONTINUÉE DU POLYGONE DE RECHERCHE CHURCHILL

I

*L'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Secrétaire d'État
aux Affaires extérieures du Canada*

(Traduction)

Ottawa, le 7 juin 1973

N° 60/73

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur de me référer à l'Arrangement du 28 avril 1972⁽¹⁾ modifiant l'Accord du 8 juillet 1969⁽²⁾ entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement du Canada concernant l'utilisation du Polygone de recherche Churchill, et de proposer, au nom du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, la conclusion de l'Arrangement ci-après:

1. L'Accord du 8 juillet 1969 concernant l'utilisation du Polygone de recherche Churchill, qui doit expirer le 30 juin 1973 conformément à l'Article 21(2) sera prorogé jusqu'au 30 juin 1975.
2. Le présent Arrangement s'appliquera aussi à la zone de Berlin, à condition que le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne ne fasse pas une déclaration contraire au Gouvernement du Canada dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent Arrangement.

Si le Gouvernement du Canada approuve les propositions des alinéas 1 et 2 ci-dessus, j'ai l'honneur de proposer que la présente Note et votre réponse exprimant l'accord de votre Gouvernement constituent entre nos deux Gouvernements un Accord qui entrera en vigueur à la date précisée dans votre réponse.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'État, les assurances de ma très haute considération.

RUPPRECHT VON KELLER

L'honorable Mitchell Sharp C.P., M.P.
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures
Ottawa

⁽¹⁾ Recueil des Traités 1972 no 14

⁽²⁾ Recueil des Traités 1969 no13

II

*The Secretary of State for External Affairs of Canada to the Ambassador of
the Federal Republic of Germany*

Ottawa, June 29, 1973

No. FLA-365

EXCELLENCY,

I have the honour to refer to your Note No. 60/73 of June 7, 1973, proposing that the Agreement between the Government of Canada and the Government of the Federal Republic of Germany concerning the use of the Churchill Research Range, which was signed at Ottawa on July 8, 1969⁽¹⁾, and amended by an Exchange of Notes dated April 28, 1972⁽²⁾, should be extended until June 30, 1975.

I am pleased to inform you that the Government of Canada accepts the proposals set forth in your Note and agrees that your Note, together with this reply which is authentic in English and French, shall constitute an agreement between our two Governments which shall enter into force on July 1, 1973, and remain in effect until June 30, 1975.

It is understood that these arrangements shall also apply to Land Berlin, provided that the Government of the Federal Republic of Germany does not make a contrary declaration to the Government of Canada within three months of the entry into force of this agreement.

Accept, Excellency, the renewed assurance of my highest consideration.

MITCHELL SHARP
*Secretary of State
for External Affairs*

His Excellency
Dr. Rupprecht von Keller
Ambassador of the Federal Republic of Germany,
Ottawa.

⁽¹⁾ Treaty Series 1969 No. 13

⁽²⁾ Treaty Series 1972 No. 14

II

Le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada à l'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne

Ottawa, le 29 juin 1973

N° FLA-365

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de me référer à votre Note n° 60/73 du 7 juin 1973 qui proposait que l'Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant l'utilisation du Polygone de recherche Churchill qui a été signé à Ottawa le 8 juillet 1969⁽¹⁾ et a été modifié par voie d'un Échange de Notes en date du 28 avril 1972⁽²⁾ soit prorogé jusqu'au 30 juin 1975.

Je suis heureux de vous faire savoir que le Gouvernement du Canada approuve les propositions énoncées dans votre Note et accepte que votre Note, ainsi que la présente réponse, dont les versions anglaise et française font également foi, constituent entre nos deux Gouvernements un accord qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1973 et restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1975.

Il est entendu que ces arrangements s'appliqueront aussi à la zone de Berlin, à condition que le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne ne fasse pas une déclaration contraire au Gouvernement du Canada dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent accord.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

*Le Secrétaire d'État
aux Affaires extérieures*
MITCHELL SHARP

Son Excellence

Monsieur Rupprecht von Keller

Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne

Ottawa

⁽¹⁾ Recueil des Traités 1969 N°13

⁽²⁾ Recueil des Traités 1972 N°14

Available by mail from Information Canada, Ottawa, K1A 0S9
and at the following Information Canada bookshops:

HALIFAX
1683 Barrington Street

MONTREAL
640 St. Catherine Street West

OTTAWA
171 Slater Street

TORONTO
221 Yonge Street

WINNIPEG
393 Portage Avenue

VANCOUVER
800 Granville Street

or through your bookseller

Price: Canada: 35 cents
Other Countries: 45 cents

Catalogue No. E3-1973/26

Price subject to change without notice

Information Canada

© QUEEN'S PRINTER FOR CANADA

OTTAWA, 1975

En vente chez Information Canada à Ottawa, K1A 0S9
et dans les librairies d'Information Canada :

HALIFAX
1683, rue Barrington

MONTREAL
640 ouest, rue Ste-Catherine

OTTAWA
171, rue Slater

TORONTO
221, rue Yonge

WINNIPEG
393, avenue Portage

VANCOUVER
800, rue Granville

ou chez votre libraire.

Prix: Canada: 35 cents
Autres Pays: 45 cents

N° de catalogue E3-1973/26

Prix sujet à changement sans avis préalable

Information Canada

© IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE CANADA

OTTAWA, 1975

AI
A10
T67

CANADA



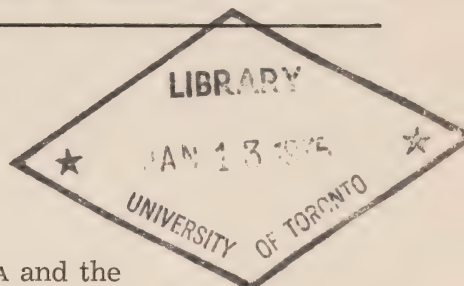
TREATY SERIES 1973 No. 27 RECUEIL DES TRAITÉS

DEFENCE

Exchange of Notes between CANADA and the
UNITED STATES OF AMERICA

Ottawa, June 29, 1973

Entered into force July 1, 1973



DÉFENSE

Échange de Notes entre le CANADA et les
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Ottawa, le 29 juin 1973

En vigueur le 1^{er} juillet 1973



CANADA

TREATY SERIES 1973 No. 27 RECUEIL DES TRAITÉS

DEFENCE

Exchange of Notes between CANADA and the
UNITED STATES OF AMERICA

Ottawa, June 29, 1973

Entered into force July 1, 1973

DÉFENSE

Échange de Notes entre le CANADA et les
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Ottawa, le 29 juin 1973

En vigueur le 1^{er} juillet 1973

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE
GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA GOVERNING THE
USE OF FACILITIES AT THE GOOSE BAY AIRPORT BY THE UNITED
STATES OF AMERICA

I

*The Ambassador of the United States of America to the Secretary of State
for External Affairs of Canada*

Ottawa, June 29, 1973

No. 124

SIR:

I have the honor to refer to agreements between the Governments of the United States and of Canada effected by exchanges of notes dated December 5, 1952⁽¹⁾ and July 13, 1972,⁽²⁾ regarding the Leasing of Certain Lands Situated Within R.C.A.F. Station Goose Bay, Newfoundland, and to recent discussions which have taken place between representatives of our two Governments concerning new arrangements for the use of facilities at the Goose Bay Airport by the United States after the expiration of the aforementioned agreements on June 30, 1973, whereby Canada will acquire and operate the facilities at the Airport in support of military and civil users.

As a result of these discussions, I now have the honor to propose that the conditions set forth in the attached Annex, which accord with the understandings reached between representatives of our two Governments, should govern the use of facilities at the Goose Bay Airport by the United States after June 30, 1973.

If these conditions are acceptable to your Government, I propose that this Note, together with its Annex, and your reply to that effect shall constitute an agreement between our two Governments which shall enter into force on July 1, 1973 and remain in effect until June 30, 1976. It is understood that the present agreement shall supersede the afore-mentioned agreements effected by the exchanges of notes dated December 5, 1952 and July 13, 1972.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

ADOLPH W. SCHMIDT

The Honourable
Mitchell Sharp, P.C.,
Secretary of State for External Affairs
Ottawa

⁽¹⁾ Treaty Series 1952 No. 22

⁽²⁾ Treaty Series 1972 No. 22

ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS RÉGISSANT L'UTILISATION DES INSTALLATIONS DE L'AÉROPORT DE GOOSE BAY PAR LES ÉTATS-UNIS

I

L'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada

Ottawa, le 29 juin 1973

N° 124

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer aux accords conclus entre les Gouvernements des États-Unis et du Canada par les échanges de notes du 5 décembre 1952⁽¹⁾ et du 13 juillet 1972⁽²⁾ concernant la location de certains terrains situés dans les limites de la Station de l'Aviation royale du Canada à Goose Bay (Terre-Neuve) et aux entretiens qui ont eu lieu récemment entre les représentants de nos deux Gouvernements concernant les nouvelles dispositions régissant l'utilisation des installations de l'aéroport de Goose Bay par les États-Unis après l'expiration des accords susmentionnés le 30 juin 1973, en vertu desquelles le Canada acquerra les installations dudit aéroport et les exploitera pour le compte des usagers civils et militaires.

Par suite de ces entretiens, j'ai maintenant l'honneur de proposer que les conditions énoncées dans l'Annexe ci-jointe, conformément aux ententes intervenues entre les représentants de nos deux Gouvernements, régissent l'utilisation des installations de l'aéroport de Goose Bay par les États-Unis après le 30 juin 1973.

Si ces conditions agréent à votre Gouvernement, je propose que la présente Note, et son Annexe, et votre réponse en ce sens constituent un Accord entre nos deux Gouvernements qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1973 et le demeurera jusqu'au 30 juin 1976. Il est entendu que le présent Accord annule les accords susmentionnés qui ont été conclus par les échanges de notes du 5 décembre 1952 et du 13 juillet 1972.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

ADOLPH W. SCHMIDT

L'Honorable Mitchell Sharp, C.P.
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures
Ottawa

⁽¹⁾ Recueil des Traités 1952 N° 22

⁽²⁾ Recueil des Traités 1972 N° 22

ANNEX

CONDITIONS GOVERNING THE USE OF FACILITIES AT
GOOSE BAY AIRPORT BY THE UNITED STATES

(Hereinafter, unless the context otherwise requires, "Canada" means the Government of Canada, "United States" means the Government of the United States of America, and "Goose Bay" means the Goose Bay Airport.)

1. *FACILITIES*

- (a) As provided in the exchanges of notes of December 5, 1952, and July 13, 1972, constituting Agreements between the United States and Canada regarding the Leasing of Certain Lands Situated Within R.C.A.F. Station Goose Bay, Newfoundland, all buildings, structures and improvements permanently affixed to the realty at Goose Bay by the United States become the property of Canada upon termination of said lease agreement on June 30, 1973. The ownership of all other property, including removable improvements, equipment, material, supplies and goods, brought into or acquired in Canada by the United States in connection with its operations at Goose Bay shall remain in the United States during and after the termination of this present Agreement. Except as otherwise provided in this Agreement, or in any related implementing agreements concluded in accordance with paragraph 8 of this Annex, the United States shall have the unrestricted right of removing or disposing of all such property, provided that removal or disposition shall not be delayed beyond a reasonable time after the termination of this Agreement. The disposition within Canada of United States excess property at Goose Bay will be effected in accordance with the exchange of notes between the United States and Canada of August 28, 1961, and September 1, 1961⁽¹⁾, concerning the Disposal of United States Excess Property in Canada.
- (b) Canada shall make available, without charge, appropriate facilities for the use of the United States at Goose Bay, such as hangars, warehouses, office buildings, family quarters, barracks, shops, hardstands, parking aprons, and storage and distribution facilities for aviation fuel and other petroleum supplies. These facilities will be identified in implementing agreements concluded in accordance with paragraph 8 of this Annex.

2. *OPERATING RIGHTS*

Aircraft operated by, for, or under the control of the United States Armed Forces shall have the right to use Goose Bay, subject to air traffic control by Canada and prior notification of all expected arrivals to appropriate Canadian airport authorities at Goose Bay. The United States shall have such rights as are necessary to support the operation of the aforementioned aircraft at Goose Bay, including the right:

⁽¹⁾ Treaty Series 1961 No. 7

ANNEXE

CONDITIONS RÉGISSANT L'UTILISATION DES INSTALLATIONS DE L'AÉROPORT DE GOOSE BAY PAR LES ÉTATS-UNIS

(À moins que le contexte n'impose une interprétation différente, «Canada» signifie, dans le présent document, le gouvernement du Canada, «États-Unis», le gouvernement des États-Unis d'Amérique, et «Goose Bay», l'aéroport de Goose Bay.)

1. INSTALLATIONS

a) Aux termes des échanges de notes du 5 décembre 1952, et du 13 juillet 1972 qui constituent des Accords entre les États-Unis et le Canada concernant la location de certains terrains situés dans les limites de la Station de l'Aviation royale du Canada à Goose Bay (Terre-Neuve), tous les bâtiments, constructions et améliorations ajoutés à demeure aux biens immobiliers de Goose Bay par les États-Unis deviennent la propriété du Canada à l'expiration dudit accord de location le 30 juin 1973. La propriété de tous autres biens, y compris celle des améliorations, de l'outillage, du matériel, des fournitures et marchandises non installés à demeure, introduits au Canada ou acquis dans ce pays par les États-Unis en vue de ses opérations à Goose Bay, appartiendront aux États-Unis pendant la durée et après l'expiration du présent Accord. Sauf stipulations contraires dans le présent Accord ou dans tout accord de mise en oeuvre connexe conclu conformément au paragraphe 8 de la présente Annexe, les États-Unis auront le droit absolu de procéder à l'enlèvement de tous ces biens ou d'en disposer, à condition de le faire dans un délai raisonnable après l'expiration du présent Accord. Les États-Unis disposeront en territoire canadien de leurs biens excédentaires à Goose Bay conformément à l'échange de notes du 28 août 1961 et du 1^{er} septembre 1961⁽¹⁾ entre les États-Unis et le Canada concernant la manière dont il sera disposé des excédents de biens des États-Unis au Canada.

b) Le Canada mettra gratuitement à la disposition des États-Unis des installations appropriées, telles que des hangars, des entrepôts, des édifices à bureaux, des logements familiaux, des casernes, des ateliers, des emplacements en dur, des aires de stationnement et des installations d'emmagasiner et de distribution de carburant d'aviation et d'autres produits pétroliers. Ces installations seront identifiées dans des accords de mise en oeuvre conclus conformément au paragraphe 8 de la présente Annexe et acceptées par les organismes compétents des deux Gouvernements.

2. DROITS D'EXPLOITATION

Les aéronefs exploités par les Forces armées des États-Unis, pour leur compte ou sous leur commandement, auront le droit d'utiliser l'aéroport de Goose Bay sous réserve de la direction de la circulation aérienne par le Canada et sous réserve de la notification préalable des autorités aéroportuai-

⁽¹⁾ Recueil des traités 1961 N° 7

- (a) of free access to and egress from the facilities made available for the use of the United States at Goose Bay, including free and uninterrupted use of roadways, subject to any reasonable vehicle control measures that may be imposed by the Airport Manager at Goose Bay;
- (b) to station personnel at Goose Bay, to issue orders for their control and command, and to undertake such internal security measures as may be deemed necessary by United States military authorities; and
- (c) to install and operate military equipment, including communications equipment, radar, and other electronic devices, provided that new installations of electronic equipment shall not interfere with existing Canadian installations and shall be subject to the right of Canada to allocate frequencies and control power and type of emission.

3. *BASE SUPPORT*

Canada shall be responsible for all base support functions at Goose Bay, such as real property maintenance and repair, billeting and housing, utilities, air traffic control, aircraft ground support services, food service, ground transportation, snow removal, weather service, and maintenance of base support equipment. The United States shall be responsible for the provision to its personnel of certain services such as medical care, dependent schooling, commissary, base exchange, and recreation facilities. In addition, the United States shall be responsible for the provision of aviation and ground fuels and certain equipment and spares as specified in implementing agreements concluded in accordance with paragraph 8 of this Annex.

4. *FINANCING*

- (a) As a general principle, Canada and the United States shall each bear its own costs of operation at Goose Bay, including the cost of performing their respective functions in accordance with paragraph 3 of this Annex; provided that implementing agreements concluded in accordance with paragraph 8 of this Annex may specify that the provision of certain items or services by one party to the other party shall be subject to some form of reimbursement.
- (b) Any action required to be taken under this Agreement shall be subject to the availability of appropriated funds.

5. *CANADIAN LAW*

The laws of Canada shall apply throughout Goose Bay.

6. *STATUS OF FORCES*

The provisions of the North Atlantic Treaty Organization Status of Forces Agreement signed in London on June 19, 1951,⁽¹⁾ shall apply.

⁽¹⁾ Treaty Series 1953 No. 13

res canadiennes compétentes de Goose Bay de toutes les arrivées attendues. Les États-Unis jouiront de tous les droits nécessaires pour assurer l'exploitation des aéronefs susmentionnés à Goose Bay, et notamment du droit:

- a) de libre accès aux installations mises à la disposition des États-Unis à Goose Bay et de libre sortie desdites installations, y compris l'usage libre et ininterrompu des voies routières, sous réserve de toute mesure raisonnable de contrôle des véhicules qui pourra être imposée par le directeur de l'aéroport de Goose Bay;
- b) de cantonner des effectifs à Goose Bay, de donner des ordres pour la direction et le commandement de ces effectifs et d'appliquer toutes les mesures de sécurité interne qui pourront être jugées nécessaires par les autorités militaires des États-Unis; et
- c) d'installer et d'utiliser de l'équipement militaire, y compris de l'équipement de communication, des radars et d'autres dispositifs électroniques, à condition que les nouvelles installations de matériel électronique ne nuisent pas aux installations canadiennes existantes et sous réserve du droit qu'aura le Canada d'attribuer des fréquences et de réglementer la puissance et le type d'émission.

3. SERVICES DE SOUTIEN DE LA BASE

Le Canada devra assurer tous les services de soutien de la base à Goose Bay, tels que l'entretien et les réparations des biens immobiliers, le cantonnement et le logement, les services d'utilité publique, la direction de la circulation aérienne, les services de soutien aérien au sol, la restauration, le transport au sol, le déneigement, le service météorologique et l'entretien du matériel de soutien de la base. Les États-Unis devront assurer à leur personnel certains services, tels que les soins médicaux, l'instruction des personnes à charge, un magasin d'alimentation, un économat et des installations récréatives. En outre, les États-Unis devront fournir le carburant d'aviation et les autres produits pétroliers, certains équipements et certaines pièces de rechange selon les stipulations des accords de mise en œuvre conclus conformément au paragraphe 8 de la présente Annexe.

4. FINANCEMENT

- a) En règle générale, le Canada et les États-Unis supporteront chacun leurs frais d'exploitation à Goose Bay, y compris les frais qu'entraîne l'exécution de leurs fonctions respectives prévues au paragraphe 3 de la présente Annexe pourvu que les accords de mise en œuvre conclus conformément au paragraphe 8 de la présente Annexe stipulent que la fourniture de certains articles ou la prestation de certains services par une partie à l'autre partie comportera une forme quelconque de remboursement.
- b) Toute mesure qu'il est nécessaire de prendre en vertu du présent Accord sera prise sous réserve des fonds disponibles.

5. LOIS CANADIENNES

Les lois canadiennes s'appliqueront partout à Goose Bay.

6. STATUT DES FORCES

Les dispositions de l'Accord de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord concernant le statut des Forces signé à Londres le 19 juin 1951⁽¹⁾ s'appliqueront.

⁽¹⁾ Recueil des Traités 1953 N° 13

7. *TAXES AND CUSTOMS DUTIES*

- (a) Canada shall grant remission of customs duties and excise taxes on goods imported into Canada, and of federal sales and excise taxes on goods purchased in Canada, which are or will become the property of the United States and are to be used in the establishment, maintenance or operation of facilities at Goose Bay. Canada shall also grant refunds by way of drawback of the customs duty paid on goods imported by Canadian manufacturers and used in the manufacture or production of goods purchased by or on behalf of the United States which are or will become the property of the United States in connection with the establishment, maintenance or operation of the facilities at Goose Bay.
- (b) The United States will not be required to pay any tax or fee in respect of the registration or licensing of motor vehicles for use in connection with its operations at Goose Bay.
- (c) Subparagraphs (a) and (b) above shall in no way limit the application of customs or fiscal exemptions or tax relief provided by the North Atlantic Treaty Organization Status of Forces Agreement or other agreements between the United States and Canada.

8. *IMPLEMENTING ARRANGEMENTS AND AGREEMENTS*

Implementing arrangements and agreements between appropriate agencies of the two Governments may be made from time to time for the purpose of carrying out the intent of this Agreement.

9. *DURATION OF AGREEMENT*

This Agreement shall remain in force until June 30, 1976. Any usage by the United States of facilities at Goose Bay beyond that date will be subject to agreement between the parties.

7. *TAXES ET DROITS DE DOUANE*

- a) Le Canada accordera une remise des droits de douane et des taxes d'accise pour les biens importés au Canada et des taxes fédérales de vente et d'accise pour les biens achetés au Canada qui sont ou deviendront la propriété des États-Unis et qui sont destinés à l'établissement, l'entretien et l'exploitation des installations de Goose Bay. Le Canada accordera également, sous forme de drawbacks, une remise des droits de douane payés à l'égard de biens importés par les manufacturiers canadiens et utilisés pour la fabrication ou la production de biens achetés par ou pour les États-Unis et qui sont ou deviendront la propriété des États-Unis en vue de l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des installations de Goose Bay.
- b) Aucuns droits ou taxes ne seront imposés aux États-Unis pour l'enregistrement ou l'immatriculation des véhicules à moteur militaires ou civils devant servir à leurs opérations à Goose Bay.
- c) Les sous-paragraphes a) et b) ci-dessus ne limiteront en aucune façon l'application des exemptions douanières ou fiscales ou les allègements fiscaux prévus par l'Accord sur le statut des Forces de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ou par d'autres accords entre les États-Unis et le Canada.

8. *ENTENTES ET ACCORDS DE MISE EN ŒUVRE*

Des ententes et des accords de mise en œuvre entre les organismes compétents des deux Gouvernements pourront être conclus de temps à autre afin de respecter le but du présent Accord.

9. *DURÉE DE L'ACCORD*

Le présent Accord demeurera en vigueur jusqu'au 30 juin 1976. Toute utilisation que les États-Unis voudront faire des installations de Goose Bay au-delà de cette date devra faire l'objet d'un accord entre les parties.

II

*The Secretary of State for External Affairs of Canada to the Ambassador of
the United States*

Ottawa, June 29, 1973.

No. FLA 363

EXCELLENCY,

I have the honour to refer to your Note No. 124 of June 29, 1973 proposing that the conditions set forth in it and the Annex thereto, which accord with the understandings reached between representatives of our two Governments, should govern the use of facilities at the Goose Bay Airport by the United States after June 30, 1973.

I am pleased to inform you that my Government concurs in the proposal set forth in your Note. My Government further agrees that your Note, together with its Annex, and this reply, which is authentic in English and French, shall constitute an agreement between our two Governments which shall enter into force on July 1, 1973, and remain in effect until June 30, 1976.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

MITCHELL SHARP

His Excellency
The Honorable Adolph W. Schmidt,
Ambassador of the United States.
Ottawa

II

Le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures à l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique

Ottawa le 29 juin 1973.

No. FLA-363

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur de me référer à votre Note n° 124 en date du 29 juin, 1973 dans laquelle il est proposé que les conditions énoncées dans ladite Note et dans son Annexe, conformément à l'entente intervenue entre les représentants de nos deux Gouvernements à ce sujet, régissent l'utilisation des installations de l'aéroport de Goose Bay par les États-Unis après le 30 juin 1973.

Je suis heureux de vous informer que la proposition énoncée dans votre Note agréée à mon Gouvernement qui accepte en outre que votre Note et son Annexe, et la présente réponse, dont les versions anglaise et française font également foi, constituent, entre nos deux Gouvernements, un Accord qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1973 et le demeurera jusqu'au 30 juin 1976.

Veuillez agréer, Excellence, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

MITCHELL SHARP

Le secrétaire d'État aux
Affaires extérieures
Son Excellence l'Honorable Adolph W. Schmidt,
Ambassadeur des États-Unis d'Amérique
Ottawa.

Available by mail from Information Canada, Ottawa, K1A 0S9
and at the following Information Canada bookshops:

HALIFAX
1683 Barrington Street

MONTREAL
640 St. Catherine Street West

OTTAWA
171 Slater Street

TORONTO
221 Yonge Street

WINNIPEG
393 Portage Avenue

VANCOUVER
800 Granville Street

or through your bookseller

Price: 35 cents Catalogue No. E3-1973/27

Price subject to change without notice

Information Canada

En vente chez Information Canada à Ottawa, K1A 0S9
et dans les librairies d'Information Canada:

HALIFAX
1683, rue Barrington

MONTREAL
640 ouest, rue Ste-Catherine

OTTAWA
171, rue Slater

TORONTO
221, rue Yonge

WINNIPEG
393, avenue Portage

VANCOUVER
800, rue Granville

ou chez votre libraire.

Prix: 35 cents N° de catalogue E3-1973/27

Prix sujet à changement sans avis préalable

Information Canada

QUEEN'S PRINTER FOR CANADA © IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE CANADA
OTTAWA, 1974

PA1
-A10
T67

CANADA

Dept. of External Affairs



TREATY SERIES 1973 No. 28 RECUEIL DES TRAITÉS

DEFENCE

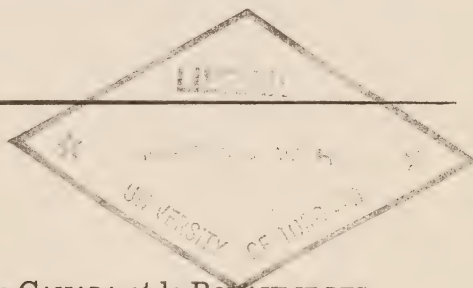
Exchange of Notes between CANADA and the KINGDOM OF
THE NETHERLANDS

Ottawa, May 24, 1972

In force provisionally May 24, 1972

In force definitively July 4, 1973

With effect from September 1, 1971



DÉFENSE

Échange de Notes entre le CANADA et le ROYAUME DES
PAYS-BAS

Ottawa, le 24 mai 1972

En vigueur provisoirement le 24 mai 1972

En vigueur définitivement le 4 juillet 1973

A compter du 1^{er} septembre 1971



CANADA

TREATY SERIES 1973 No. 28 RECUEIL DES TRAITÉS

DEFENCE

Exchange of Notes between CANADA and the KINGDOM OF
THE NETHERLANDS

Ottawa, May 24, 1972

In force provisionally May 24, 1972

In force definitively July 4, 1973

With effect from September 1, 1971

DÉFENSE

Échange de Notes entre le CANADA et le ROYAUME DES
PAYS-BAS

Ottawa, le 24 mai 1972

En vigueur provisoirement le 24 mai 1972

En vigueur définitivement le 4 juillet 1973

A compter du 1^{er} septembre 1971

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS CONCERNING THE TRAINING OF STUDENTS OF THE ROYAL NETHERLANDS AIR FORCE IN CANADA

I

The Secretary of State for External Affairs of Canada to the Ambassador of the Kingdom of the Netherlands

Ottawa, May 24, 1972

DFR-820

EXCELLENCY,

I have the honour to refer to the previous conversations between our defence authorities concerning the training of students of the Royal Netherlands Air Force in Canada, and wish to propose an agreement between our two governments in the following terms:

1. The Government of Canada shall in the period from 1 September 1971 to 31 December 1975 accept for training in Canada by the Canadian Armed Forces a number of student pilots of the Royal Netherlands Air Force to be agreed upon by the Netherlands Chief of Air Staff and the Chief of the Defence Staff, Canadian Forces, hereinafter referred to as the competent authorities.
2. The Government of the Kingdom of the Netherlands shall for the training of each student pay a sum to be determined by agreement of the competent authorities.
3. For the implementation of paragraph 1 and paragraph 2 of this Note the necessary arrangements shall be agreed between the competent authorities.
4. Except as provided in paragraph 5 of this Note, the status of the Royal Netherlands Air Force (including its civilian component), as well as the members thereof and their dependents, shall during their sejour in Canada in connection with this Agreement be governed by the provisions of the Agreement between the Parties to the North Atlantic Treaty regarding the Status of their Forces concluded at London on 19 June, 1951.
5. A claim against Canada resulting from injury to or death of a person (other than a trainee, other members of the Royal Netherlands Air Force or a member of the Canadian Forces) or loss of, or damage to property arising out of acts or omissions committed by a trainee or a flying instructor of the Royal Netherlands Air Force while acting within the scope of their duties or employment in connection with training provided pursuant to this Agreement shall be assimilated to, and be dealt with by Canada as if it were a claim arising out of the activities of a member of the Canadian Forces in the performance of his official duty in Canada, and any costs incurred in dealing with such claim shall be borne by Canada without any right to claim reimbursement from the Netherlands.

ÉCHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU
CANADA ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DES PAYS-BAS CONCER-
NANT L'ENTRAÎNEMENT AU CANADA D'ÉLÈVES-PILOTES DE L'AVIATION
ROYALE DES PAYS-BAS

I

*Le Secrétaire d'État aux Affaires Extérieures du Canada à l'Ambassadeur
du Royaume des Pays-Bas*

Ottawa, le 24 mai 1972

DFR-820

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de me référer aux entretiens antérieurs qui ont eu lieu entre nos autorités de défense concernant l'entraînement au Canada d'élèves-pilotes de l'Aviation royale des Pays-Bas, et je voudrais proposer un accord entre nos deux gouvernements selon les modalités suivantes:

1. Au cours de la période du 1^{er} septembre 1971 au 31 décembre 1975, le Gouvernement du Canada recevra au Canada, aux fins d'entraînement auprès des Forces armées canadiennes, un nombre d'élèves-pilotes fixé par le Chef d'État-Major de l'Air des Pays-Bas et par le Chef d'État-Major des Forces canadiennes, appelés ci-après les autorités compétentes.
2. Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas paiera, pour la formation de chaque élève-pilote, une somme que les autorités compétentes détermineront d'un commun accord.
3. Les arrangements nécessaires seront conclus entre les autorités compétentes pour la mise en œuvre du paragraphe premier et du paragraphe 2 de la présente Note.
4. Sous réserve des dispositions du paragraphe 5 de la présente Note, le statut de l'Aviation royale des Pays-Bas (y compris son élément civil), et celui de ses membres et des personnes à leur charge seront régis, pendant leur séjour au Canada relativement à l'exécution du présent Accord, par les dispositions de l'Accord entre les parties au Traité de l'Atlantique Nord relatif au statut de leurs forces qui a été conclu à Londres le 19 juin 1951.
5. Toute réclamation contre le Canada découlant de blessures ou de décès survenus à une personne (autre qu'un élève-pilote, d'autres membres de l'Aviation royale des Pays-Bas, ou un membre des Forces canadiennes), ou de la perte ou de l'endommagement de biens par suite d'un acte ou d'une omission d'un élève-pilote ou d'un instructeur de vol de l'Aviation royale des Pays-Bas agissant dans l'exercice de leurs fonctions ou d'un emploi se rattachant à l'entraînement assuré aux termes du présent Accord sera envisagée et traitée par le Canada comme s'il s'agissait d'une réclamation découlant des activités d'un membre des Forces canadiennes agissant dans l'exercice de fonctions officielles au Canada, et tous les frais relatifs à cette réclamation seront supportés par le Canada, qui n'aura aucun droit à en demander le remboursement aux Pays-Bas.

6. a) Subject to sub-paragraph (b) of this paragraph, this Agreement shall initially remain in force until July 1, 1977; thereafter the Agreement shall remain in force for an indefinite period unless either Government denounces this Agreement by giving six-months' notice in writing of such intention.
b) In the event that either Government considers that an emergency situation exists such as war, invasion, insurrection or riot, real or apprehended, either Government may suspend this Agreement.
7. In case of denunciation or suspension of this Agreement pursuant to paragraph 6 above, the Governments of the Kingdom of the Netherlands and Canada shall consult regarding appropriate arrangements for the phasing out of any training programme under way in Canada at the time of such denunciation or suspension.

If the foregoing is acceptable to the Government of the Kingdom of the Netherlands, I have the honour to propose that this Note, which is authentic in English and French, and your affirmative reply, shall constitute an Agreement between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of the Netherlands which shall provisionally be applied as from the date of your affirmative reply and shall enter into force effective from September 1, 1971, on the date on which our two Governments have notified each other in writing that they have obtained whatever internal approval each may require to give effect to this Agreement.

Accept, Excellency, the renewed assurance of my highest consideration.

MITCHELL SHARP

*Secretary of State
for External Affairs*

His Excellency T. H. Bot,
Ambassador of The Netherlands,
Ottawa

6. a) Sous réserve de l'alinéa b) du présent paragraphe, le présent Accord restera initialement en vigueur jusqu'au 1^{er} juillet 1977; par la suite, l'Accord restera en vigueur pour une période indéfinie, à moins que l'un ou l'autre des deux Gouvernements ne le dénonce au moyen d'un préavis de six mois donné par écrit à l'autre.
b) L'un ou l'autre des deux Gouvernements pourra suspendre l'exécution du présent Accord s'il existe à son avis une situation d'urgence, comme la guerre, l'invasion, l'insurrection ou l'émeute, effective ou envisagée.
7. En cas de dénonciation ou de suspension du présent Accord conformément au paragraphe 6 ci-dessus, les Gouvernements du Royaume des Pays-Bas et du Canada se consulteront au sujet des dispositions à prendre pour la cessation de tout programme d'entraînement en cours au Canada au moment de cette dénonciation ou suspension.

Si ce qui précède agréée au Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, j'ai l'honneur de proposer que la présente Note, dont les versions anglaise et française font également foi, et votre réponse affirmative, constituent un accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, accord qui sera appliqué à titre provisoire à compter de la date de votre réponse affirmative et qui entrera en vigueur, à compter du 1^{er} septembre 1971, à la date à laquelle nos deux Gouvernements se seront fait savoir par écrit l'un à l'autre qu'ils ont obtenu la sanction d'ordre interne qui peut être nécessaire à la mise en vigueur de l'Accord.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

*Le Secrétaire d'État
aux Affaires extérieures*
MITCHELL SHARP

Son Excellence T. H. Bot,
Ambassadeur des Pays-Bas,
Ottawa

II

*The Ambassador of the Kingdom of the Netherlands to the Secretary of
State for External Affairs of Canada*

(Translation)

Ottawa, May 24, 1972

No. 2730

EXCELLENCY,

I have the honour to confirm receipt of Your Excellency's note no. DFR-820 of May 24, 1972, regarding the training of Dutch student pilots in Canada, which in the Dutch version reads as follows:

(see Canadian Note no. DFR-820 of May 24, 1972)

I have the honour to inform Your Excellency that the proposals for the abovementioned training curriculum as contained in your note, are acceptable to the Government of the Kingdom of the Netherlands, and that your note and this reply together will form an Agreement between the Government of the Kingdom of the Netherlands and the Government of Canada, which for the present will be applied as from the date of this reply, and will be effective retroactively as of September 1, 1971, at the time at which both Governments inform each other in writing that they have obtained the internal approval which each of them might need in order to put this Agreement in operation.

Please accept, Your Excellency, the renewed assurance of my greatest respect.

T. H. BOT

*Ambassador of the
Kingdom of the Netherlands*

The Hon. Mitchell Sharp,
Secretary of State for External Affairs,
Ottawa

II

*L'Ambassadeur du Royaume des Pays-Bas au Secrétaire d'État aux Affaires
extérieures du Canada*

(Traduction)

Ottawa, le 24 mai 1972

N° 2730

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note n° DFR-820 du 24 mai 1972 de
Votre Excellence concernant la formation d'élèves-pilotes hollandais au
Canada, note dont la version hollandaise se lit comme suit:

(voir la Note canadienne n° DFR-820 du 24 mai 1972)

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que les propositions
visant le cours de formation ci-haut mentionné contenues dans votre Note
agrément au Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et que votre Note, ainsi
que la présente réponse, constituent, entre le Gouvernement du Royaume des
Pays-Bas et le Gouvernement du Canada, un Accord qui sera exécuté pour le
moment à compter de la date de la présente réponse et entrera en vigueur
rétroactivement le 1^{er} septembre 1971 lorsque les deux Gouvernements auront
fait savoir l'un à l'autre par écrit qu'ils ont obtenu l'approbation interne dont
chacun pourrait avoir besoin pour appliquer le présent Accord.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances renouvelées de mon
très grand respect.

*Ambassadeur du
Royaume des Pays-Bas*
T. H. BOT

L'Honorable Mitchell Sharp,
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures,
Ottawa

Available by mail from Information Canada, Ottawa, K1A 0S9
and at the following Information Canada bookshops:

HALIFAX
1683 Barrington Street

MONTREAL
640 St. Catherine Street West

OTTAWA
171 Slater Street

TORONTO
221 Yonge Street

WINNIPEG
393 Portage Avenue

VANCOUVER
800 Granville Street

or through your bookseller

Price: Canada: 35 cents
Other Countries: 45 cents

Catalogue No. E3-1973/28

Price subject to change without notice

Information Canada

En vente chez Information Canada à Ottawa, K1A 0S9
et dans les librairies d'Information Canada:

HALIFAX
1683, rue Barrington

MONTREAL
640 ouest, rue Ste-Catherine

OTTAWA
171, rue Slater

TORONTO
221, rue Yonge

WINNIPEG
393, avenue Portage

VANCOUVER
800, rue Granville

ou chez votre libraire.

Prix: Canada: 35 cents
Autres Pays: 45 cents

N° de catalogue E3-1973/28

Prix sujet à changement sans avis préalable

Information Canada

2 A1
EA 10
T 67

CANADA



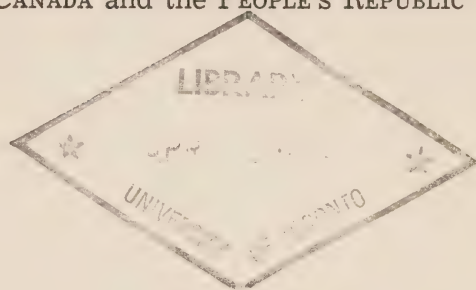
TREATY SERIES 1973 No. 29 RECUEIL DES TRAITÉS

TRADEMARKS

Exchange of Notes between CANADA and the PEOPLE'S REPUBLIC
OF CHINA

Peking, July 16, 1973

In force July 16, 1973



MARQUES DE COMMERCE

Échange de Notes entre le CANADA et la RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE CHINE

Pékin, le 16 juillet 1973

En vigueur le 16 juillet 1973



CANADA

TREATY SERIES 1973 No. 29 RECUEIL DES TRAITÉS

TRADEMARKS

Exchange of Notes between CANADA and the PEOPLE'S REPUBLIC
OF CHINA

Peking, July 16, 1973

In force July 16, 1973

MARQUES DE COMMERCE

Échange de Notes entre le CANADA et la RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE CHINE

Pékin, le 16 juillet 1973

En vigueur le 16 juillet 1973

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE
GOVERNMENT OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA CONSTITUTING
AN AGREEMENT CONCERNING RECIPROCAL REGISTRATION OF TRADE
MARKS

I

*The Vice-Minister of Foreign Affairs of the People's Republic of China to
the Canadian Ambassador*

(Translation)

Peking, July 16, 1973

EXCELLENCY,

I have the honour to refer to the discussions concerning reciprocal trade mark registration, which the representatives of our two governments have held in order to strengthen the friendly relations between our two countries and promote the expansion of trade.

On behalf of the Government of the People's Republic of China, I confirm that the following agreement has been reached on the question of reciprocal registration of trade marks between the two countries:

"The Governments of both countries agree that, on a reciprocal basis, persons, partnerships, companies, corporations and governmental enterprises of either country may apply for registration of trade marks in the other country in accordance with its law and be granted the right to exclusive use thereof."

If the foregoing is acceptable to the Government of Canada, I have the honour to propose that this note and Your Excellency's note in reply to that effect, which is equally authentic in English and in French, shall constitute an agreement on this matter between the Government of the People's Republic of China and the Government of Canada, which shall enter into force on the date of your reply.

Please accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

CHIAO KUAN-HUA
*Vice-Minister of Foreign Affairs
of the People's Republic of China*

The Ambassador of Canada
to the People's Republic of
China

ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE CONSTITUANT UN ACCORD CONCERNANT LE DÉPÔT RÉCIPROQUE DES MARQUES DE COMMERCE

I

Le Vice-Ministre des Affaires étrangères de la République populaire de Chine à l'Ambassadeur du Canada

(Traduction)

Pékin, le 16 juillet 1973

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur de me référer aux entretiens concernant le dépôt réciproque des marques de commerce entre les représentants de nos deux gouvernements en vue de renforcer les relations amicales entre nos deux pays et de promouvoir l'expansion du commerce.

Au nom du Gouvernement de la République populaire de Chine, je confirme que l'entente suivante a été conclue concernant le dépôt réciproque des marques de commerce entre les deux pays:

«Les gouvernements des deux pays conviennent que les personnes, les entreprises conjointes, les compagnies, les sociétés et les entreprises d'État de l'un ou l'autre pays pourront, sur une base réciproque, présenter une demande de dépôt des marques de commerce dans l'autre pays conformément à sa loi et y obtenir le droit d'en faire un usage exclusif.»

Si ce qui précède agréé au Gouvernement du Canada, j'ai l'honneur de proposer que la présente Note et la réponse de Votre Excellence à cet égard, dont les versions anglaise et française font également foi, constituent sur cette question, entre le Gouvernement de la République populaire de Chine et le Gouvernement du Canada, un accord qui entrera en vigueur à la date de votre réponse.

Veuillez accepter, Excellence, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

*Vice-Ministre des Affaires étrangères
de la République populaire de Chine.*
KIAO KOUAN-HOUA

L'Ambassadeur du Canada
en la République populaire
de Chine

II

*The Canadian Ambassador to the People's Republic of China to the
Vice-Minister of Foreign Affairs of the People's Republic of China*

Peking, July 16, 1973

EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your note of July 16, 1973, which reads as follows:

"I have the honour to refer to the discussions concerning reciprocal trade mark registration, which the representatives of our two governments have held in order to strengthen the friendly relations between our two countries and promote the expansion of trade.

On behalf of the Government of the People's Republic of China, I confirm that the following agreement has been reached on the question of reciprocal registration of trade marks between the two countries:

'The Governments of both countries agree that, on a reciprocal basis, persons, partnerships, companies, corporations and governmental enterprises of either country may apply for registration of trade marks in the other country in accordance with its law and be granted the right to exclusive use thereof.'

If the foregoing is acceptable to the Government of Canada, I have the honour to propose that this note and Your Excellency's note in reply to that effect, which is equally authentic in English and in French, shall constitute an agreement on this matter between the Government of the People's Republic of China and the Government of Canada, which shall enter into force on the date of your reply."

I have the honour to inform you that the foregoing is acceptable to the Government of Canada, who agree that your note and this note in reply, which is equally authentic in English and in French, shall constitute an agreement between our two Governments which shall enter into force on the date of this reply.

I avail myself to this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

CHARLES J. SMALL
Canadian Ambassador

His Excellency Chiao Kuan-hua,
Vice-Minister of Foreign Affairs of the People's Republic of China

*L'Ambassadeur du Canada en la République populaire de Chine au
Vice-Ministre des Affaires étrangères de la République populaire de Chine*

MONSIEUR LE VICE-MINISTRE,

Pékin, le 16 juillet 1973

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre Note en date du 16 juillet 1973, qui se lit comme suit:

«J'ai l'honneur de me référer aux entretiens concernant le dépôt réciproque des marques de commerce, qui se sont déroulés entre les représentants de nos deux gouvernements, en vue de renforcer les relations amicales entre nos deux pays et de promouvoir l'expansion du commerce.

Au nom du Gouvernement de la République populaire de Chine, je confirme que l'entente suivante a été conclue concernant le dépôt réciproque des marques de commerce entre les deux pays:

'Les gouvernements des deux pays conviennent que les personnes, les entreprises conjointes, les compagnies, les sociétés et les entreprises d'État de l'un ou l'autre des deux pays pourront, sur une base réciproque, présenter une demande de dépôt des marques de commerce dans l'autre pays conformément à sa loi et y obtenir le droit d'en faire un usage exclusif.'

Si ce qui précède agréé au Gouvernement du Canada, j'ai l'honneur de proposer que la présente Note et la réponse de Votre Excellence à cet égard, dont les versions anglaise et française font également foi, constituent sur cette question, entre le Gouvernement de la République populaire de Chine et le Gouvernement du Canada, un accord qui entrera en vigueur à la date de votre réponse.»

J'ai l'honneur de vous informer que ce qui précède agréé au Gouvernement du Canada, qui convient que votre Note et la présente réponse, dont les versions anglaise et française font également foi, constituent, entre nos deux gouvernements, un accord qui entrera en vigueur à la date de la présente réponse.

Je saisis cette occasion pour vous exprimer, Monsieur le Vice-Ministre, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

Ambassadeur du Canada
CHARLES J. SMALL

Son Excellence Kiao Kouan-houa,
Vice-Ministre des Affaires étrangères
de la République populaire de Chine.

Available by mail from Information Canada, Ottawa, K1A 0S9
and at the following Information Canada bookshops:

HALIFAX
1683 Barrington Street

MONTREAL
640 St. Catherine Street West

OTTAWA
171 Slater Street

TORONTO
221 Yonge Street

WINNIPEG
393 Portage Avenue

VANCOUVER
800 Granville Street

or through your bookseller

Price: Canada: 35 cents
Other Countries: 45 cents

Catalogue No. E3-1973/29

Price subject to change without notice

Information Canada

© QUEEN'S PRINTER FOR CANADA

OTTAWA, 1975

En vente chez Information Canada à Ottawa, K1A 0S9
et dans les librairies d'Information Canada:

HALIFAX
1683, rue Barrington

MONTREAL
640 ouest, rue Ste-Catherine

OTTAWA
171, rue Slater

TORONTO
221, rue Yonge

WINNIPEG
393, avenue Portage

VANCOUVER
800, rue Granville

ou chez votre libraire.

Prix: Canada: 35 cents
Autres Pays: 45 cents

N° de catalogue E3-1973/29

Prix sujet à changement sans avis préalable

Information Canada

© IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE CANADA
OTTAWA. 1975

CAI
EA10
-T67



CANADA

Dept. of External Affairs

TREATY SERIES 1973 No. 30 RECUEIL DES TRAITÉS

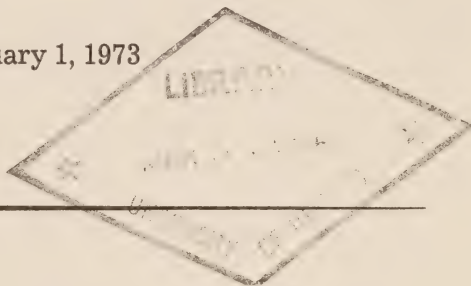
COMMERCE

Exchange of Letters between CANADA and NEW ZEALAND

Ottawa and Wellington, July 26, 1973

In force July 26, 1973

With effect from February 1, 1973



COMMERCE

Échange de Lettres entre le CANADA et la NOUVELLE-ZÉLANDE

Ottawa et Wellington, le 26 juillet 1973

En vigueur le 26 juillet 1973

A compter du 1^{er} février 1973



CANADA

TREATY SERIES 1973 No. 30 RECUEIL DES TRAITÉS

COMMERCE

Exchange of Letters between CANADA and NEW ZEALAND

Ottawa and Wellington, July 26, 1973

In force July 26, 1973

With effect from February 1, 1973

COMMERCE

Échange de Lettres entre le CANADA et la NOUVELLE-ZÉLANDE

Ottawa et Wellington, le 26 juillet 1973

En vigueur le 26 juillet 1973

A compter du 1^{er} février 1973

EXCHANGE OF LETTERS BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE
GOVERNMENT OF NEW ZEALAND CONSTITUTING AN AGREEMENT ON
RATES AND MARGINS OF PREFERENCE

I

THE MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS OF NEW ZEALAND TO THE
SECRETARY OF STATE FOR EXTERNAL AFFAIRS OF CANADA

Wellington, 26 July 1973

MY DEAR SECRETARY OF STATE,

I refer to discussions which have taken place between our two Governments with reference to the Trade Agreement signed at Wellington and Ottawa on 23 April 1932⁽¹⁾ as amended by subsequent Exchanges of Letters and by the Protocol signed at Wellington on 13 May 1970 on the question of the continuation of the preferential arrangements applying to trade between our two countries. Both Governments have acknowledged that these reciprocal arrangements are of value to them and I am, therefore, pleased to place on record the undertaking given by both Governments to retain to the extent feasible and desirable the present framework of Canadian-New Zealand trade relations.

With these considerations in mind I should like to propose that the provisions set out in the following paragraphs should apply to trade between our two countries and that the terms of this letter should be taken into consideration in any future long-term agreement between our two Governments on tariffs and tariff preferences.

- 1 (a) In this letter the term "scheduled goods" refers to those goods listed in Schedule A and in Schedule B to the Trade Agreement signed at Wellington and Ottawa on 23 April 1932 as amended by subsequent Exchanges of Letters and by the Protocol signed at Wellington on 13 May 1970 (hereinafter in this letter referred to as the 1932 Trade Agreement as amended); and the term "non-scheduled goods" refers to all goods which are not so listed in Schedule A or Schedule B to that Agreement as the case may be.
- (b) Subject to sub-paragraph (c) of this paragraph, the provisions of this letter apply to all goods traded between and being the produce or manufacture of Canada or New Zealand.
- (c) The provisions of paragraphs 3, 5, 6 (b) and 6 (c) of this letter shall not apply to the items listed in the attached annex.
- 2 (a) Subject to sub-paragraphs (b) and (c) of this paragraph, the Government of Canada undertakes that it will not raise against New Zealand the statutory preferential rates of import duties on non-scheduled goods above the rates applied to those goods on 31 January 1973.
- (b) The Government of Canada may raise the preferential rates of import duties against New Zealand on non-scheduled goods
 - (i) for fiscal purposes; or

⁽¹⁾ Treaty Series 1932 No. 2

ÉCHANGE DE LETTRES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE CONSTITUANT UN ACCORD SUR LES TARIFS ET LES MARGES DE PRÉFÉRENCE

I
LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA
NOUVELLE-ZÉLANDE AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES
EXTÉRIEURES DU CANADA
(Traduction)

Wellington, le 26 juillet 1973

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer aux discussions qui ont eu lieu entre nos deux Gouvernements concernant l'Accord commercial signé à Wellington et à Ottawa le 23 avril 1932⁽¹⁾ dans sa forme modifiée par les échanges de lettres ultérieures et par le Protocole signé à Wellington le 13 mai 1970 portant sur la question de la poursuite des arrangements préférentiels appliqués aux échanges commerciaux entre nos deux pays. Les deux Gouvernements ayant reconnu la valeur de ces arrangements réciproques, j'ai donc l'honneur de verser au dossier l'engagement pris par chacun des deux Gouvernements de conserver la structure actuelle des relations commerciales entre le Canada et la Nouvelle-Zélande dans la mesure où cela sera réalisable et souhaitable.

Cela étant, je propose que les dispositions énoncées dans les alinéas qui suivent s'appliquent aux échanges commerciaux entre nos deux pays et qu'il soit tenu compte des dispositions de la présente lettre dans tout accord à long terme ultérieur entre nos deux Gouvernements portant sur les tarifs et sur les préférences tarifaires.

- 1 a) Dans la présente lettre, l'expression «marchandises énumérées en annexe» désigne les marchandises qui sont énumérées dans l'Annexe A et dans l'Annexe B de l'Accord commercial signé à Wellington et à Ottawa le 23 avril 1932 dans sa forme modifiée par des échanges de lettres ultérieures et par le Protocole signé à Wellington le 13 mai 1970 (appelé ci-après, dans la présente lettre, Accord commercial dans sa forme modifiée) et l'expression «marchandises qui ne figurent pas en annexe» signifie toutes les marchandises qui ne sont pas énumérées dans l'Annexe A ou l'Annexe B dudit Accord, selon le cas.
- b) Sous réserve du sous-alinéa (c) du présent alinéa, les dispositions contenues dans la présente lettre s'appliquent à toutes les marchandises qui font l'objet d'un échange entre le Canada et la Nouvelle-Zélande et qui sont produites ou fabriquées dans l'un ou l'autre pays.
- c) Les dispositions contenues dans les alinéas 3, 5, 6(b) et 6(c) de la présente lettre ne doivent pas s'appliquer aux articles énumérés dans l'annexe ci-jointe.
- 2 a) Sous réserve des sous-alinéas (b) et (c) du présent alinéa, le Gouvernement du Canada s'engage à l'endroit de la Nouvelle-Zélande, à ne

⁽¹⁾ Recueil des Traités 1932 N° 2

- (ii) as part of a general or sectoral tariff restructuring programme; or
 - (iii) as a consequence of action taken by it on a recommendation of a tariff advisory body; or
 - (iv) in cases of emergency.
 - (c) Where the Government of Canada proposes to raise the preferential rates of import duties against New Zealand in accordance with any or all of the provisions of sub-paragraph (b) of this paragraph, it shall
 - (i) except in a case of urgency give 30 days notice of its intention to raise those duties; and
 - (ii) consult with the Government of New Zealand on any goods which are of significant interest to it.
- 3 (a) Subject to sub-paragraphs (b) and (c) of this paragraph, the Government of New Zealand undertakes that it will not raise against Canada the substantive rates of import duties on non-scheduled goods above the rates applied to those goods on 31 January 1973.
- (b) The Government of New Zealand may raise the substantive rates of import duties against Canada on non-scheduled goods
 - (i) for fiscal purposes; or
 - (ii) as part of a general or sectoral tariff restructuring programme; or
 - (iii) as a consequence of action taken by it on a recommendation of a tariff advisory body; or
 - (iv) in cases of emergency.
- (c) Where the Government of New Zealand proposes to raise the substantive rates of import duties against Canada in accordance with any or all of the provisions of sub-paragraph (b) of this paragraph, it shall
 - (i) give sympathetic consideration to representations by the Government of Canada concerning ways of mitigating any serious consequences to a Canadian exporter where an alteration in the substantive rates of duties has been made for the purposes specified in sub-paragraph (b) (i) of this paragraph;
 - (ii) notify the Government of Canada where the substantive rates of import duties on non-scheduled goods are to be raised against Canada for the purpose specified in sub-paragraph (b) (ii) of this paragraph;
 - (iii) except in a case of urgency, consult with the Government of Canada before increasing the substantive rates of import duties against Canada under sub-paragraph (b) (iii) of this paragraph.
- 4 (a) The Government of Canada shall in respect of all the goods which on 31 January 1973 were enumerated under Canadian Tariff Items 1,700-1, 1,800-1, 4,305-1, 23,220-1, 28,800-1 and 57,200-1, maintain for those goods on importation from New Zealand the margins of preference in force at 31 January 1973.
- (b) The Government of Canada shall in respect of all the goods which on 31 January 1973 were enumerated under Canadian Tariff Items 703-1 and 28,700-1, maintain for those goods on importation from New Zealand the margins of preference in force at 20 February 1973, and when those margins of preference revert to the levels in force on 31 January 1973 shall maintain those latter margins of preference.
- (c) The Government of Canada shall, in respect of all scheduled and non-scheduled goods which are not covered by the provisions of

pas hausser les taux de douane préférentiels statutaires d'importation à l'égard des marchandises qui ne figurent pas en annexe au-delà des taux qui s'appliquaient aux dites marchandises au 31 janvier 1973.

b) Le Gouvernement du Canada pourra hausser les taux de douane préférentiels à l'importation à l'endroit de la Nouvelle-Zélande à l'égard des marchandises qui ne figurent pas en annexe.

(i) pour des raisons d'ordre fiscal; ou

(ii) dans le cadre d'un programme de restructuration tarifaire générale ou sectorielle; ou

(iii) par suite d'une mesure qu'il aura prise selon la recommandation d'un organisme de consultation sur les tarifs; ou

(iv) en cas d'urgence.

c) Dans le cas où le Gouvernement du Canada aurait l'intention de hausser les taux de douane préférentiels à l'importation à l'endroit de la Nouvelle-Zélande en conformité d'une ou de chacune des dispositions contenues dans le sous-alinéa b) du présent alinéa, il devra

(i) sauf en cas d'urgence, donner un préavis de 30 jours au Gouvernement de la Nouvelle-Zélande concernant son intention de hausser les taux susmentionnés; et

(ii) consulter le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande au sujet de toute marchandise présentant un intérêt important pour ce Gouvernement.

3 a) Sous réserve des sous-alinéas b) et c) du présent paragraphe, le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande s'engage à ne pas hausser à l'endroit du Canada, les taux de douane de fond à l'importation à l'égard des marchandises qui ne figurent pas en annexe au-delà des taux qui s'appliquaient aux marchandises susmentionnées au 31 janvier 1973.

b) le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande pourra hausser à l'endroit du Canada les taux de douane de fond à l'importation à l'égard des marchandises qui ne figurent pas en annexe

(i) pour des raisons d'ordre fiscal; ou

(ii) dans le cadre d'un programme de restructuration tarifaire générale ou sectorielle; ou

(iii) par suite d'une mesure qu'il aura prise selon la recommandation d'un organisme de consultation sur les tarifs; ou

(iv) en cas d'urgence.

c) Dans le cas où le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande aurait l'intention de hausser les taux de douane de fond à l'importation à l'endroit du Canada en conformité d'une ou de chacune des dispositions contenues dans le sous-alinéa b) du présent alinéa, il devra

(i) accorder une attention bienveillante aux observations du Gouvernement du Canada concernant les façons d'atténuer les conséquences néfastes pour tout exportateur canadien de toute modification aux taux de douane de fond effectuée aux fins précisées dans le sous-alinéa b)(i) du présent alinéa;

(ii) aviser le Gouvernement du Canada de son intention de hausser les taux de douane de fond à l'importation à l'endroit du Canada à l'égard des marchandises qui ne figurent pas en annexe, aux fins précisées dans le sous-alinéa b) (ii) du présent alinéa;

- sub-paragraphs (a) and (b) of this paragraph and which are not affected by changes made by Canada
- (i) for fiscal purposes; or
 - (ii) by Order in Council under the Financial Administration Act, the Customs Act or Section 12 of the Customs Tariff; or
 - (iii) as the result of negotiations with third countries;
- maintain for New Zealand the margins of preference in force at 31 January 1973.
- (d) The Government of Canada shall give the Government of New Zealand, except in a case of urgency, or in the case of a remission of duty granted pursuant to the Financial Administration Act, 30 days notice of any proposed reduction in the margins of preference resulting from action taken under sub-paragraphs (c) (i), (c) (ii), and (c) (iii) of this paragraph, and shall consult with the Government of New Zealand on any goods which are of significant interest to it.
- (e) The Government of Canada shall give sympathetic consideration to representations by the Government of New Zealand concerning serious consequences for New Zealand exporters arising from any changes in the preferential access covered by this letter including any change made in a case of urgency or in the case of any remission of duty granted pursuant to the Financial Administration Act.
- 5 (a) The Government of New Zealand shall, subject to sub-paragraph (b) of this paragraph in respect of goods which are not affected by changes made in the Customs Tariff of New Zealand
- (i) as a consequence of action taken by it in its tariff restructuring programme; or
 - (ii) as a consequence of action taken by it on a recommendation of a tariff advisory body following an enquiry by that body; or
 - (iii) as the result of negotiations with third countries;
- maintain for Canada the margins of preference in force at 31 January 1973.
- (b) Where changes are made in the Customs Tariff of New Zealand as a result of the application of sub-paragraph (a) (i), or (a) (ii), or (a) (iii) of this paragraph, the Government of New Zealand shall maintain for Canada
- (i) in respect of goods in the protected area, a margin of preference of at least $7\frac{1}{2}$ per cent ad valorem, except that where the margin of preference at 31 January 1973 was lower than $7\frac{1}{2}$ per cent ad valorem that lower margin shall be the minimum margin; and
 - (ii) in respect of goods in the non-protected area, a margin of preference of at least 5 per cent ad valorem, except that where the margin of preference at 31 January 1973 was lower than 5 per cent ad valorem that lower margin shall be the minimum margin.
- (c) The provisions of this paragraph shall apply to scheduled and to non-scheduled goods.
- 6 (a) Nothing in this letter shall preclude the Government of New Zealand from granting concessionary entry for goods and in these cases no margins of preference will be maintained by the Government of New Zealand in favour of Canada.
- (b) Where the Government of Canada has an important or substantial trade interest in any goods in respect of which concessionary entry

- (iii) sauf dans les cas d'urgence, consulter le Gouvernement du Canada avant de hausser les taux de douane de fond à l'importation à l'endroit du Canada aux termes du sous-alinéa b) (iii) du présent alinéa.
- 4 a) Le Gouvernement du Canada devra maintenir les marges de préférence qui étaient en vigueur au 31 janvier 1973 à l'endroit des marchandises importées de la Nouvelle-Zélande à l'égard de toutes les marchandises qui étaient énumérées aux numéros tarifaires du Canada 1700-1, 1800-1, 4305-1, 23220-1, 28800-1 et 57200-1 au 31 janvier 1973.
- b) Le Gouvernement du Canada devra maintenir à l'égard de toutes les marchandises importées de la Nouvelle-Zélande qui étaient énumérées aux numéros tarifaires du Canada 703-1 et 28700-1 au 31 janvier 1973 les marges de préférence en vigueur au 20 février 1973; lorsque lesdites marges de préférence reviendront aux niveaux en vigueur au 31 janvier 1973, le Gouvernement du Canada devra maintenir la dernière de ces deux marges de préférence.
- c) Le Gouvernement du Canada devra, à l'égard de toutes les marchandises, qu'elles soient énumérées en annexe ou qu'elles ne figurent pas en annexe, qui ne sont pas visées par les dispositions contenues dans les sous-alinéas a) et b) du présent paragraphe et qui ne sont pas touchées par les modifications apportées par le Canada
- (i) pour des raisons d'ordre fiscal; ou
 - (ii) suivant un décret du conseil aux termes de la Loi sur l'Administration financière, de la Loi sur les Douanes ou de l'article 12 du Tarif des Douanes; ou
 - (iii) par suite de négociations avec des pays tiers;
- maintenir à l'endroit de la Nouvelle-Zélande les marges de préférence en vigueur au 31 janvier 1973.
- d) Le Gouvernement du Canada devra donner au Gouvernement de la Nouvelle-Zélande, sauf en cas d'urgence, ou advenant la remise de droits autorisée aux termes de la Loi sur l'Administration financière, un préavis de trente jours portant sur toute intention de réduire les marges de préférence par suite de mesures prises aux termes des sous-alinéas c) (i), c) (ii) et c) (iii) du présent alinéa et il devra consulter le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande au sujet de toute marchandise présentant un intérêt important pour ce Gouvernement.
- e) Le Gouvernement du Canada devra accorder une attention bienveillante aux observations du Gouvernement de la Nouvelle-Zélande concernant les conséquences graves, pour les exportateurs de la Nouvelle-Zélande, de toute modification apportée à l'accès préférentiel visé par la présente lettre, y compris toute modification apportée dans un cas d'urgence ou dans le cas de toute remise de droit autorisée aux termes de la Loi sur l'Administration financière.
- 5 a) Le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande, sous réserve du sous-alinéa b) du présent alinéa et à l'égard des marchandises qui ne seront pas touchées par les modifications apportées au Tarif des Douanes de la Nouvelle-Zélande
- (i) par suite d'une mesure qu'il aura prise dans le cadre de son programme de restructuration tarifaire; ou
 - (ii) par suite d'une mesure qu'il aura prise sur la recommandation d'un organisme de consultation sur les tarifs après une enquête dudit organisme; ou

has been given to third countries by New Zealand, the Government of New Zealand shall give sympathetic consideration to representations made by the Government of Canada for modification of the concession in question.

- (c) The Government of New Zealand shall take into account any representations which may have been made by the Government of Canada before granting concessionary entry to goods from third countries where the Government of Canada has informed the Government of New Zealand that it has an important or substantial trade interest in those goods.
- 7 The Government of Canada, recognizing the importance to New Zealand of its dairy exports and its position in world trade as an efficient and unsubsidised producer of dairy products, undertakes for as long as the 1932 Trade Agreement as amended continues in force, and subject to normal commercial considerations, that when Canada has an import requirement for butter it will turn to New Zealand as among preferred suppliers.
- 8 (a) The Government of Canada, in noting New Zealand's concern relating to the present distortions in international trade in dairy products, reaffirms its intention to work with the Government of New Zealand and with the Governments of other Contracting Parties in the forthcoming GATT multilateral negotiations with the object of achieving meaningful improvements in the international trading environment for all agricultural products, including a satisfactory solution to the problems of restricted access and export subsidisation affecting trade in dairy products.

(b) The Government of Canada and the Government of New Zealand, being concerned at the damage caused to efficient agricultural producers through the disruption of markets by subsidised exports, agree to work together in the forthcoming GATT multilateral trade negotiations with the object of reducing the adverse effects of such export subsidisation.
- 9 The Government of New Zealand and the Government of Canada shall consult on any matter which concerns the implementation and operation of the provisions of this letter raised by either Government with the other in writing.
- 10 The provisions of this letter shall have effect for the Cook Islands, Niue and the Tokelau Islands on the expiration of one month from the date of notification by the Government of New Zealand to the Government of Canada that the provisions of this letter shall be applied, either in whole or in part, to these territories.

If the foregoing is satisfactory to your Government I should like to propose that this letter and your confirmatory reply thereto shall constitute an Agreement between our two Governments to be read with the 1932 Trade Agreement as amended, and shall be deemed to have come into force on 1 February 1973. With the exception of paragraph 7 of this letter, which shall remain in force for as long as the 1932 Trade Agreement as amended remains in force and shall terminate when that Agreement terminates, this Agreement shall remain in force for one year from the date of its entry into force and

(iii) par suite de négociations avec des pays tiers;

devra maintenir à l'endroit du Canada les marges de préférence en vigueur le 31 janvier 1973.

b) Dans le cas où des modifications seraient apportées au Tarif des Douanes de la Nouvelle-Zélande par suite de l'application des sous-alinéas a) (i) ou a) (ii) ou a) (iii) du présent alinéa, le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande maintiendra à l'endroit du Canada

(i) à l'égard des marchandises de la zone protégée, une marge de préférence d'au moins 7½% *ad valorem*, sauf que, dans le cas où la marge de préférence au 31 janvier 1973 était inférieure à 7½% *ad valorem*, cette marge inférieure constituera la marge minimum; et

(ii) à l'égard des marchandises de la zone non protégée, une marge de préférence d'au moins 5% *ad valorem* sauf que, dans les cas où la marge de préférence au 31 janvier 1973 était inférieure à 5% *ad valorem*, cette marge inférieure constituera la marge minimum.

c) Les dispositions du présent alinéa s'appliqueront aux marchandises qui sont énumérées en annexe et à celles qui n'y figurent pas.

6 a) Aucune des dispositions contenues dans la présente lettre n'empêchera le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande d'accorder l'entrée de marchandises à des conditions de faveur et, dans ces cas, le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande ne maintiendra aucune marge de préférence en faveur du Canada.

b) Si le Gouvernement du Canada possède un intérêt commercial important ou substantiel à l'égard de l'une ou l'autre des marchandises dont le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande a accordé l'entrée à des conditions de faveur à des pays tiers, le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande devra accorder une attention bienveillante aux observations formulées par le Gouvernement du Canada visant la modification des conditions de faveur en question.

c) Le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande devra tenir compte de toute observation qui aura pu être formulée par le Gouvernement du Canada avant d'accorder l'entrée à des conditions de faveur de marchandises provenant de pays tiers dans les cas où le Gouvernement du Canada aura informé le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande qu'il possède un intérêt commercial important ou substantiel envers ces marchandises.

7 Le Gouvernement du Canada, reconnaissant l'importance des exportations de produits laitiers pour la Nouvelle-Zélande et la position de la Nouvelle-Zélande dans le commerce mondial à titre de producteur de produits laitiers efficace et non subventionné, s'engage pour toute la durée de l'Accord commercial de 1932 dans sa forme modifiée et sous réserve des conditions normales du commerce à considérer la Nouvelle-Zélande comme un de ses fournisseurs privilégiés lorsque le Canada devra importer du beurre.

8 a) Le Gouvernement du Canada, constatant la préoccupation de la Nouvelle-Zélande à l'égard du déséquilibre actuel du commerce international des produits laitiers, réaffirme son intention d'œuvrer avec le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande et avec les Gouvernements d'autres parties contractantes au cours des prochaines négociations multilatérales du GATT en vue d'améliorations sensibles du climat du commerce international en ce qui concerne tous les produits agricoles, y compris une solution satisfaisante des problèmes de l'accès limité et

thereafter it may be terminated in whole or in part on the expiration of the 30th day after notice in writing has been given by either Government of its intention to terminate this Agreement.

Yours sincerely,

NORMAN E. KIRK
Minister of Foreign Affairs

The Honourable Mitchell W. Sharp,
Secretary of State for External Affairs,
Ottawa.

des subventions à l'exportation qui touchent le commerce des produits laitiers.

- b) Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande, préoccupés par le tort causé aux producteurs agricoles efficaces du fait de la désorganisation des marchés par les exportations subventionnées, conviennent d'unir leurs efforts lors des prochaines négociations commerciales multilatérales en vue de réduire les effets défavorables de ces subventions à l'exportation.
- 9 Le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande et le Gouvernement du Canada devront se consulter sur toute question se rapportant à la mise à exécution et à l'application des dispositions de la présente lettre que l'un ou l'autre Gouvernement pourra soumettre à l'autre par écrit.
- 10 Les dispositions de la présente lettre s'appliqueront aux îles Cook, à Niue et à l'archipel de Tokelau à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la date où le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande aura informé le Gouvernement du Canada que les dispositions de la présente lettre doivent s'appliquer en entier ou en partie, à ces territoires.

Si les propositions qui précèdent agréent à votre Gouvernement, je propose que la présente lettre dont les versions anglaise et française font également foi et votre réponse à cet égard constituent entre nos deux Gouvernements un accord qui sera incorporé à l'Accord commercial de 1932 dans sa forme modifiée et qui sera réputé être entré en vigueur le 1^{er} février 1973. A l'exception de l'alinéa 7 de la présente lettre, qui demeurera en vigueur tant et aussi longtemps que l'Accord commercial de 1932 dans sa forme modifiée demeurera en vigueur et se terminera au moment de l'expiration dudit Accord, le présent Accord demeurera en vigueur durant une période d'un an à compter de la date de son entrée en vigueur et il pourra se terminer en entier ou en partie à l'expiration du 30^e jour suivant le préavis que l'un ou l'autre des deux Gouvernements aura pu donner par écrit à l'autre pour annoncer son intention de mettre fin au présent Accord.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministère des Affaires étrangères
NORMAN E. KIRK

L'Honorable Mitchell W. Sharp
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures
Ottawa

ANNEX

New Zealand
Tariff Item

Description

70.09.001	Rear view mirrors for motor vehicles
84.10.005	Pumps for motor vehicle engines
84.06.149	Vehicle engines (excl. cycles and tractors)
06.219	Parts for vehicle engines, excl. those for cycle or tractor engines, excl. pistons, cylinder sleeves, etc.
63.009	Crankshafts, camshafts, excl. cycle or tractor engines
85.08.001	Ignition coils
08.002	Sparking plugs
08.003	Distributors
08.009	Starter motors
08.011	Generators
08.019	Other elec. starting equipment and machinery
08.029	Parts of elec. starting and ignition equipment
85.09.002	Other lighting and signal equipment (for cycles and motor vehicles)
.009	Parts for goods 85.09.002
.011	Windscreen wipers
.019	Parts of windscreen wipers
.021	Defrosters and demisters
.029	Parts of defrosters and demisters
87.01.001	Unassembled road tractors
.009	Other road tractors

*Unassembled
cars*

87.02.001	Up to 1000 cc
02.002	1000-1600 cc
02.003	1600-2200 cc
02.004	2200-2800 cc
02.005	Over 2800 cc
02.009	With other than piston engines

ANNEXE

Numéro tarifaire (Nouvelle- Zélande)	Description
70.09.001	Rétroviseurs pour véhicules à moteur
84.10.005	Pompes pour moteurs de véhicules à moteur
84.06.149	Moteurs pour véhicules (à l'exception des motocyclettes et des tracteurs)
06.219	Pièces de moteurs pour véhicules, à l'exception des pièces destinées aux motocyclettes et aux tracteurs et à l'exclusions des pistons, des chemises de cylindres, etc.
63.009	Vilebrequins, arbres à cames, sauf les moteurs de motocyclettes ou de tracteurs
85.08.001	Bobines d'allumage
08.002	Bougies d'allumage
08.003	Distributeurs
08.009	Moteurs de démarrage
08.011	Dynamos
08.019	Autres instruments et dispositifs de démarrage électrique
08.029	Pièces de mécanismes de démarrage et d'allumage électriques
85.09.002	Autres dispositifs d'allumage et de signalisation (pour motocyclettes et véhicules à moteur)
.009	Pièces pour les articles compris dans le numéro tarifaire 85.09.002
.011	Essuie-glace
.019	Pièces d'essuie-glace
.021	Dégivreurs et désembueurs
.029	Pièces de dégivreurs et de désembueurs
87.01.001	Tracteurs routiers non montés
.009	Autres tracteurs routiers
<i>Voitures non montées</i>	
87.02.001	Jusqu'à 1,000c.c.
02.002	De 1000 à 1600 c.c.
02.003	De 1600 à 2200 c.c.
02.004	De 2200 à 2800 c.c.
02.005	Plus de 2800 c.c.
02.009	Dotées de moteurs autres qu'à pistons

*Cars other than
unassembled*

02.011	Up to 1000 cc
02.012	1000-1600 cc
02.013	1600-2200 cc
02.014	2200-2800 cc
02.015	Over 2800 cc
02.019	O/T piston engines
02.101	Unassembled electric trolley buses
02.109	Assembled electric trolley buses
02.111	Other unassembled buses
02.121	Assembled convertible railroad coaches
02.129	Other kinds of assembled buses
02.211	Vans (unassembled) up to 10,000 lbs
02.219	Other unassembled vehicles up to 10,000 lbs
02.229	Other unassembled vehicles over 10,000 lbs
02.231	Other vans up to 10,000 lbs
02.239	Other vehicles up to 10,000 lbs O/T unassembled
02.249	Other vehicles over 10,000 lbs O/T unassembled
87.03.001	Fire engines and fire escapes
87.03.009	Other
03.019	Special purpose vehicles other than fire engines and fire escapes
87.04.001	Unassembled chassis for vehicles of 87.02.001 to 87.02.019
04.009	Other chassis for vehicles 87.02.001 to 87.02.019
04.101	Chassis with engines as approved
04.109	Other
04.111	Unassembled chassis for vehicles O/T elec. propelled
04.119	Chassis for vehicles other than elec. propelled and other than unassembled
87.05.000	Bodies for vehicles 87.01, 87.02, 87.03
87.06.001	Chassis electric vehicles
.009	Other
.011	Heaters for vehicles 87.01, 02 or 03
.021	Radiators for vehicles 87.01, 02, 03
.031	Mufflers 87.01, 02, 03
.041	Parts of unhardened vulcanised rubber, plastic
.059	Other parts, other than for air cushion vehicles or tractors
87.07.002	Straddle carriers

*Voitures autre
que non montées*

- 02.011 Jusqu'à 1000 c.c.
- 02.012 De 1000 à 1600 c.c.
- 02.013 De 1600 à 2200 c.c.
- 02.014 De 2200 à 2800 c.c.
- 02.015 Plus de 2800 c.c.
- 02.019 Moteurs autres qu'à pistons
- 02.101 Electrobus non montés
- 02.109 Electrobus montés
- 02.111 Autres autobus non montés
- 02.121 Voitures coach transformables montées
- 02.129 Autres genres d'autobus montés
- 02.211 Véhicules de livraison (non montés) jusqu'à 10,000 livres
- 02.219 Autres véhicules non montés jusqu'à 10,000 livres
- 02.229 Autres véhicules non montés de plus de 10,000 livres
- 02.231 Autres véhicules de livraison jusqu'à 10,000 livres
- 02.239 Autres véhicules jusqu'à 10,000 livres (Autres que les véhicules non montés)
- 87.03.001 Pompes à incendie et appareils de sauvetage
- .009 Autres
- 03.019 Véhicules affectés à des utilisations spéciales autres que les pompes à incendie et les appareils de sauvetage
- 87.04.001 Châssis non monté pour les véhicules mentionnés aux numéros 87.02.001 à 87.02.019
- 04.009 Autres châssis pour les véhicules compris dans les numéros 87.02.001 à 87.02.019
- 04.101 Châssis et moteurs
- 04.109 Autres
- 04.111 Châssis non montés pour les véhicules autres que les véhicules propulsés à l'électricité
- 87.04.119 Châssis pour véhicules autres que les véhicules propulsés à l'électricité et les véhicules non montés
- 87.05.000 Carosseries pour les véhicules mentionnés en 87.01, 87.02 et 87.03
- 87.06.001 Châssis pour véhicules propulsés à l'électricité
- .009 Autres
- .011 Appareils à chauffage pour véhicules mentionnés en 87.01, 02 ou 03
- .021 Radiateurs pour véhicules mentionnés en 87.01, 87.02, 87.03
- .031 Silencieux (87.01, 02 ou 03)
- .041 Pièces de caoutchouc vulcanisé non durci, de plastique
- .059 Autres pièces à l'exception des pièces destinées aux véhicules ou tracteurs sur coussins d'air
- 87.07.002 Chariots cavaliers

II
THE SECRETARY OF STATE FOR EXTERNAL AFFAIRS OF CANADA
TO THE MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS OF NEW ZEALAND

Ottawa, July 26th, 1973

MY DEAR MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS,

I have the honour to refer to your letter to me dated July 26th concerning discussions which have taken place between our two governments with reference to the Trade Agreement signed at Wellington and Ottawa on the 23rd of April 1932,⁽¹⁾ as amended by subsequent Exchanges of Letters, and by the Protocol signed at Wellington on May 13, 1970, on the question of the continuation of the preferential arrangements applying to trade between our two countries.

In your letter you placed on record the undertaking given by both governments to retain to the extent feasible and desirable the present framework of Canada-New Zealand trade relations and you proposed provisions to apply to trade between our two countries and that the terms of your letter should be taken into consideration in any future long term agreement between our two Governments on tariffs and tariff preferences.

You concluded your letter by proposing that your letter, and my confirmatory reply thereto should constitute an Agreement between our two Governments, to be read with the 1932 Trade Agreement as amended, and to be deemed to have come into force on 1st February 1973. You further proposed that, with the exception of paragraph 7 of your letter, which should remain in force for as long as the 1932 Trade Agreement as amended remains in force and should terminate when that Agreement terminates, this Agreement should remain in force for one year from the date of its entry into force and that thereafter it might be terminated in whole or in part on the expiration of the 30th day after notice in writing had been given by either Government of its intention to terminate it.

I have the honour to confirm that the proposals set out in your letter are satisfactory to my government and to agree that your letter and this confirmatory reply which is authentic in English and French, shall constitute such an agreement between our two governments.

Yours sincerely,
MITCHELL SHARP

The Right Honourable Norman E. Kirk
Minister of Foreign Affairs,
Wellington, New Zealand.

⁽¹⁾ Treaty Series 1932 No. 2

II
LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES DU CANADA
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA
NOUVELLE-ZÉLANDE

Ottawa, le 26 juillet 1973

MONSIEUR LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre en date du 26 juillet 1973 relative aux discussions que nos deux Gouvernements ont tenues concernant l'Accord commercial signé à Wellington et à Ottawa le 23 avril 1932 ⁽¹⁾, tel que modifié subséquemment par des échanges de lettres et par le Protocole signé à Wellington le 13 mai 1970 portant sur la continuation des arrangements préférentiels s'appliquant aux échanges commerciaux entre nos deux pays.

Dans votre lettre vous avez consigné par écrit l'engagement pris par nos deux Gouvernements de conserver la structure actuelle des relations commerciales entre le Canada et la Nouvelle-Zélande dans la mesure où cela est souhaitable et réalisable. Vous avez en outre proposé que certaines dispositions s'appliquent aux échanges commerciaux entre nos deux pays et qu'il soit tenu compte des dispositions de votre lettre dans tout accord ultérieur à long terme entre nos deux Gouvernements portant sur les tarifs et sur les préférences tarifaires.

Vous avez terminé votre lettre en faisant la proposition que votre lettre et ma réponse constituent un Accord entre nos deux Gouvernements qui sera incorporé à l'Accord commercial de 1932 dans sa forme modifiée et qui sera réputé être entré en vigueur le 1^{er} février 1973. Vous avez proposé en outre qu'à l'exception de l'alinéa 7 de votre lettre qui demeurera en vigueur tant et aussi longtemps que l'Accord commercial de 1932 dans sa forme modifiée le demeurera et se terminera au moment où ledit Accord prendra fin, le présent Accord demeure en vigueur durant une période d'une année à compter de la date de son entrée en vigueur et qu'il prenne fin en totalité ou en partie à l'expiration du 30^e jour suivant le préavis que l'un ou l'autre des deux Gouvernements aura pu donner par écrit à l'autre de son intention de mettre fin au présent Accord.

J'ai l'honneur de vous confirmer que mon Gouvernement accepte les propositions énoncées dans votre lettre et que votre lettre et cette confirmation, dont les versions anglaise et française font également foi, constituent un Accord entre nos deux Gouvernements.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

MITCHELL SHARP

Le très honorable Norman E. Kirk,
Ministre des Affaires étrangères,
Wellington, Nouvelle-Zélande

⁽¹⁾ Recueil des Traités 1932 N° 2

III
THE MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS OF NEW ZEALAND TO THE
SECRETARY OF STATE FOR EXTERNAL AFFAIRS OF CANADA

Wellington, 26 July 1973

MY DEAR SECRETARY OF STATE,

With reference to the agreement on rates and margins of preference concluded today between our two Governments by exchange of letters, I would like to place on record the New Zealand Government's understanding that the terms "margin of preference" and "margins of preference" when used in that agreement refer to the margin or margins of preference between the MFN or equivalent rate in force in Canada or New Zealand as the case may be and the preferential rate applied in accordance with the terms of the aforesaid agreement to the goods of one of the countries by the Government of the other country.

I should be glad if you would confirm that the foregoing also represents your Government's understanding of the agreement reached between our two Governments on this matter.

Yours sincerely,

NORMAN E. KIRK
Minister of Foreign Affairs

The Honourable Mitchell W. Sharp,
Secretary of State for External Affairs,
Parliament Buildings,
Ottawa
CANADA

III
LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA
NOUVELLE-ZÉLANDE AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES
EXTÉRIEURES DU CANADA
(Traduction)

Wellington, le 26 juillet 1973

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à l'accord sur les tarifs et les marges de préférence conclu aujourd'hui entre nos deux Gouvernements au moyen d'un échange de lettres, j'aimerais verser au dossier l'interprétation du Gouvernement de la Nouvelle-Zélande selon laquelle les expressions «marge de préférence» et «marges de préférence» utilisées dans le présent accord désignent la marge ou les marges de préférence entre le tarif de la nation la plus favorisée ou le tarif équivalent qui est en vigueur au Canada ou en Nouvelle-Zélande, selon le cas, et le tarif préférentiel appliqué conformément aux dispositions de l'accord susmentionné aux marchandises de l'un des pays par le Gouvernement et l'autre pays.

Je vous saurais gré de bien vouloir confirmer que ce qui précède représente également l'interprétation que votre Gouvernement donne à l'accord conclu entre nos deux Gouvernements sur la question.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le Ministre des Affaires étrangères,
NORMAN E. KIRK

L'Honorable Mitchell Sharp
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures
Édifices du parlement
Ottawa
CANADA

IV
THE SECRETARY OF STATE FOR EXTERNAL AFFAIRS OF CANADA
TO THE MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS OF NEW ZEALAND

Ottawa, July 26th, 1973

MY DEAR MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS,

I refer to your letter to me dated July 26th, the first paragraph of which reads as follows:

“With reference to the Agreement on rates and margins of preference concluded today between our two Governments by exchange of letters, I would like to place on record the New Zealand Government’s understanding that the terms ‘margin of preference’ and ‘margins of preference’ when used in that Agreement refer to the margin or margins of preference between the MFN or equivalent rate in force in Canada or New Zealand as the case may be and the preferential rate applied in accordance with the terms of the aforesaid Agreement to the goods of one of the countries by the Government of the other country.”

I have the honour to confirm that the foregoing represents my Government’s understanding of the Agreement reached between our two Governments on this matter.

Yours sincerely,

MITCHELL SHARP

The Right Honourable Norman E. Kirk,
Minister of Foreign Affairs,
Wellington,
New Zealand.

IV
LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES DU CANADA
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA
NOUVELLE-ZÉLANDE

Ottawa, le 26 juillet 1973

MONSIEUR LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,

Je me réfère à votre lettre du 26 juillet 1973 dont le premier paragraphe se lit comme suit:

«Au sujet de l'Accord sur les tarifs et les marges de préférence conclu ce jour entre nos deux Gouvernements sous la forme d'un échange de lettres, je désire consigner par écrit l'interprétation donnée par le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande aux mots 'marge de préférence' et 'marges de préférence'. Dans le contexte de l'Accord, ces mots signifient la marge ou les marges de préférence entre le taux de la nation la plus favorisée ou l'équivalent en vigueur au Canada ou en Nouvelle-Zélande selon le cas et le taux préférentiel s'appliquant aux produits d'un pays par le Gouvernement de l'autre pays.»

J'ai l'honneur de confirmer que telle est aussi l'interprétation que donne mon Gouvernement à l'Accord conclu entre nos deux Gouvernements.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

MITCHELL SHARP

Le très honorable Norman E. Kirk,
Ministre des Affaires étrangères,
Wellington,
Nouvelle-Zélande

Available by mail from Information Canada, Ottawa, K1A 0S9
and at the following Information Canada bookshops:

HALIFAX
1683 Barrington Street

MONTREAL
640 St. Catherine Street West

OTTAWA
171 Slater Street

TORONTO
221 Yonge Street

WINNIPEG
393 Portage Avenue

VANCOUVER
800 Granville Street

or through your bookseller

Price: Canada: 60 cents
Other Countries: 75 cents

Catalogue No. E3-1973/30

Price subject to change without notice

Information Canada

© QUEEN'S PRINTER FOR CANADA

OTTAWA, 1975

En vente chez Information Canada à Ottawa, K1A 0S9
et dans les librairies d'Information Canada:

HALIFAX
1683, rue Barrington

MONTRÉAL
640 ouest, rue Ste-Catherine

OTTAWA
171, rue Slater

TORONTO
221, rue Yonge

WINNIPEG
393, avenue Portage

VANCOUVER
800, rue Granville

ou chez votre libraire.

Prix: Canada: 60 cents
Autres Pays: 75 cents

N° de catalogue E3-1973/30

Prix sujet à changement sans avis préalable

Information Canada

© IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE CANADA

OTTAWA, 1975

2A1
EA10
T67

Commercial
Treaties

Dept of External Affairs

CANADA



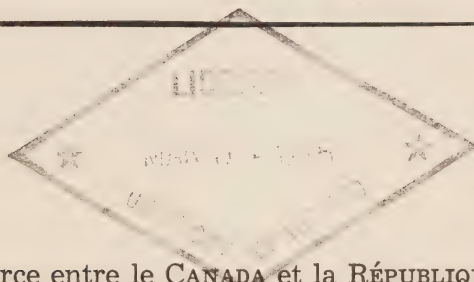
TREATY SERIES 1973 No. 31 RECUEIL DES TRAITÉS

COMMERCE

Trade Agreement between CANADA and the PEOPLE'S REPUBLIC
OF CHINA

Peking, October 13, 1973

In force October 13, 1973



COMMERCE

Accord de Commerce entre le CANADA et la RÉPUBLIQUE
POPULAIRE DE CHINE

Pékin, le 13 octobre 1973

En vigueur le 13 octobre 1973



CANADA

TREATY SERIES 1973 No. 31 RECUEIL DES TRAITÉS

COMMERCE

Trade Agreement between CANADA and the PEOPLE'S REPUBLIC
OF CHINA

Peking, October 13, 1973

In force October 13, 1973

COMMERCE

Accord de Commerce entre le CANADA et la RÉPUBLIQUE
POPULAIRE DE CHINE

Pékin, le 13 octobre 1973

En vigueur le 13 octobre 1973

**TRADE AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE
GOVERNMENT OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA**

The Government of Canada and the Government of the People's Republic of China,

Hereinafter referred to as the Contracting Parties;

With a view to strengthening trade relations and developing trade between their two countries on the basis of equality and mutual benefit;

Have agreed as follows:

ARTICLE I

The two Contracting Parties shall, subject to the laws and regulations in force in each country, endeavour to create favourable conditions for further strengthening the flow of goods between the two countries.

ARTICLE II

The two Contracting Parties shall grant each other most favoured nation treatment with regard to customs duties, all taxes and subsidiary charges, levied on imports and exports, as well as with regard to customs and other relevant formalities, regulations and procedures.

ARTICLE III

The provisions of Article II of this Agreement shall not apply to

- (a) treatment granted by either Contracting Party resulting from the membership of either country in a customs union or free trade area, or from other arrangements relating to preferential trade; and such measures as either Contracting Party may take to meet its commitments under international commodity agreements;
- (b) treatment granted by either Contracting Party to neighbouring countries in respect of border trade.

ARTICLE IV

The exchange of goods and technical services between the two Contracting Parties shall, subject to the laws and regulations in force in each country, be carried out by legal and physical persons in Canada and state-owned import and export corporations of the People's Republic of China.

ACCORD DE COMMERCE ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République populaire de Chine,

Appelés ci-après les parties contractantes;

En vue de renforcer les relations commerciales et de développer les échanges entre les deux pays sur une base d'égalité et d'avantages réciproques,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE I

Les deux parties contractantes, sous réserve des lois et règlements en vigueur dans leur pays respectif, feront tout leur possible pour créer des conditions favorables pour renforcer davantage le volume des échanges entre les deux pays.

ARTICLE II

Les deux parties contractantes s'accordent l'une à l'autre le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les droits de douane, tous les impôts et les frais subsidiaires, frappant les importations et les exportations, et en ce qui concerne les formalités douanières et autres y ayant rapport, les règlements et les procédures.

ARTICLE III

Les dispositions de l'Article II du présent Accord ne s'appliquent pas

- (a) au traitement accordé par l'une ou l'autre des parties contractantes en raison de l'appartenance de l'un ou l'autre pays à une union douanière ou à une zone de libre-échange, ou à d'autres arrangements ayant trait au commerce préférentiel; et aux mesures que l'une ou l'autre des parties contractantes peut prendre pour faire face à ses obligations dans des accords internationaux sur les produits de base;
- (b) au traitement accordé par l'une ou l'autre des parties contractantes à des pays voisins à l'égard du commerce frontalier.

ARTICLE IV

Les échanges de produits et de services techniques entre les deux parties contractantes, sous réserve des lois et règlements en vigueur dans chaque pays, seront effectués par des personnes juridiques et physiques au Canada et

ARTICLE V

All payments between the two Contracting Parties shall be made in Canadian dollars, Chinese renminbi or in other mutually acceptable freely convertible currencies in accordance with the foreign exchange regulations valid in each country.

ARTICLE VI

The two Contracting Parties agree that they will facilitate the development of mutually beneficial long-term commercial arrangements, between the relevant trading bodies and enterprises of the two countries, in accordance with mutual import and export requirements and possibilities.

ARTICLE VII

The two Contracting Parties undertake to promote the interchange of persons, groups and delegations engaged in trade between the two countries and to encourage the commercial exchange of technical expertise.

ARTICLE VIII

In order to facilitate the implementation of this agreement, the two Contracting Parties agree to establish a Joint Trade Committee to meet periodically. The Committee shall meet once a year, unless otherwise mutually agreed, alternately in Canada and China. When necessary, special meetings to discuss matters of mutual interest may be arranged through consultations between the two Contracting Parties.

ARTICLE IX

The provisions of the present Agreement shall not limit the right of either Contracting Party to apply measures for the protection of its national security and economic interests, human, animal and plant life or health, and the preservation of its national historical relics.

ARTICLE X

This Agreement shall come into force on the date of signature and shall remain in force for three years. The validity of this Agreement may be extended for another three years if the two Contracting Parties agree thereto not less than three months prior to the expiration of this Agreement.

ARTICLE XI

In the event of termination of this Agreement, all unfulfilled obligations arising from the operation of this Agreement shall be fulfilled in accordance with the provisions thereof.

par les sociétés d'importation et d'exportation d'État de la République populaire de Chine.

ARTICLE V

Tous les paiements entre les deux parties contractantes se feront en dollars canadiens, renminbis chinois ou dans toutes autres monnaies librement convertibles et mutuellement acceptables, conformément aux règlements du change étranger en vigueur dans chaque pays.

ARTICLE VI

Les deux parties contractantes conviennent de faciliter l'élaboration d'arrangements commerciaux à long terme mutuellement avantageux entre les organismes et entreprises de commerce appropriés des deux pays, en conformité avec les besoins et possibilités mutuels d'importation et d'exportation.

ARTICLE VII

Les deux parties contractantes s'engagent à promouvoir les visites de personnes, de groupes et de délégations qui s'occupent de commerce entre les deux pays et à encourager les échanges commerciaux de connaissances techniques.

ARTICLE VIII

Afin de faciliter la mise en œuvre du présent Accord, les deux parties contractantes décident de créer un Comité mixte du Commerce qui se réunira périodiquement. Le Comité se réunira une fois par an, à moins que les deux parties n'en décident autrement, alternativement au Canada et en Chine. Lorsque nécessaire, des réunions spéciales pour discuter de questions d'intérêt mutuel pourront être organisées à la suite de consultations entre les parties contractantes.

ARTICLE IX

Les dispositions du présent Accord ne limitent pas le droit de chaque partie contractante d'appliquer des mesures visant à protéger sa sécurité nationale et ses intérêts économiques, la vie ou la santé des humains, des animaux et des plantes, et la préservation des reliques historiques nationales.

ARTICLE X

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature et restera en vigueur pendant trois ans. La validité du présent Accord pourra être prorogée pour trois autres années par consentement des deux parties contractantes, au moins trois mois avant l'expiration du présent Accord.

ARTICLE XI

En cas de résiliation du présent Accord toutes les obligations non remplies découlant de l'exécution dudit Accord doivent être remplies conformément aux dispositions dudit Accord.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned have signed this Agreement in two copies in the English, French and Chinese languages, the three language versions being equally authentic.

DONE at Peking this thirteenth day of October 1973.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord en double exemplaire en anglais, français et chinois, les trois versions faisant également foi.

FAIT à Pékin ce treizième jour d'octobre 1973.

Pour le Gouvernement du Canada

P. E. TRUDEAU

For the Government of Canada

Pour le Gouvernement de la République populaire de Chine

CHOU EN-LAI

For the Government of the People's Republic of China

Available by mail from Information Canada, Ottawa, K1A 0S9
and at the following Information Canada bookshops:

HALIFAX
1683 Barrington Street

MONTREAL
640 St. Catherine Street West

OTTAWA
171 Slater Street

TORONTO
221 Yonge Street

WINNIPEG
393 Portage Avenue

VANCOUVER
800 Granville Street

or through your bookseller

Price: Canada: 35 cents
Other Countries: 45 cents

Catalogue No. E3-1973/31
Price subject to change without notice

Information Canada

© QUEEN'S PRINTER FOR CANADA

OTTAWA, 1975

En vente chez Information Canada à Ottawa, K1A 0S9
et dans les librairies d'Information Canada:

HALIFAX
1683, rue Barrington

MONTRÉAL
640 ouest, rue Ste-Catherine

OTTAWA
171, rue Slater

TORONTO
221, rue Yonge

WINNIPEG
393, avenue Portage

VANCOUVER
800, rue Granville

ou chez votre libraire.

Prix: Canada: 35 cents
Autres Pays: 45 cents

N° de catalogue E3-1973/31
Prix sujet à changement sans avis préalable

Information Canada

© IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE CANADA
OTTAWA, 1975

CAI
EA10
-T67

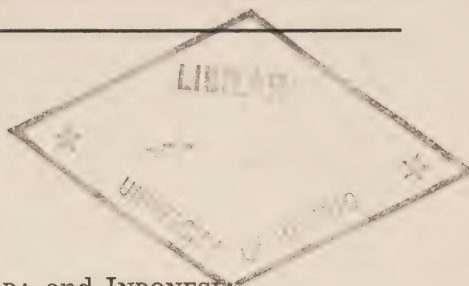
ANADA

Dept. of External Affairs

International
Publications



TREATY SERIES 1973 No. 32 RECUEIL DES TRAITÉS



INVESTMENT INSURANCE

Exchange of Notes between CANADA and INDONESIA

Jakarta, March 16, 1973

In force October 24, 1973

ASSURANCE-INVESTISSEMENTS

Échange de Notes entre le CANADA et la RÉPUBLIQUE
D'INDONÉSIE

Jakarta, le 16 mars 1973

En vigueur le 24 octobre 1973



CANADA

TREATY SERIES 1973 No. 32 RECUEIL DES TRAITÉS

INVESTMENT INSURANCE

Exchange of Notes between CANADA and INDONESIA

Jakarta, March 16, 1973

In force October 24, 1973

ASSURANCE-INVESTISSEMENTS

Échange de Notes entre le CANADA et la RÉPUBLIQUE
D'INDONÉSIE

Jakarta, le 16 mars 1973

En vigueur le 24 octobre 1973

**FOREIGN INVESTMENT INSURANCE AGREEMENT BETWEEN CANADA AND THE
REPUBLIC OF INDONESIA**

I

*The Ambassador of Canada to the Minister of Foreign Affairs of the
Republic of Indonesia*

JAKARTA, March 16, 1973

Note No. 29

EXCELLENCY,

I have the honour to refer to discussions which have recently taken place between representatives of our two Governments relating to promoting investments of Canadian private capital in Indonesia which will strengthen and further the development of economic relations between the Republic of Indonesia and Canada, and to insurance of such investments by the Government of Canada, through its agent the Export Development Corporation. I also have the honour to confirm the following understandings reached as a result of those discussions:

1. In the event of payment by the Export Development Corporation, as the agency of the Government of Canada for investment insurance purposes, under a contract of insurance with Canadian private investors operating in the territory of the Republic of Indonesia for any loss or damage sustained in connection with such Canadian investments, for which a document of admission has been issued by the Government of the Republic of Indonesia, by reason of:

- (a) any action by the Government of the Republic of Indonesia, that prohibits or restricts transfer of any money to which a Canadian investor is entitled pursuant to the prevailing laws and regulations of the Republic of Indonesia;
- (b) nationalization/revocation of ownership rights of Canadian investors, restrictions of the rights of control and/or management of the investments concerned by the Government of the Republic of Indonesia or its agency thereof;
- (c) war, riot, insurrection, revolution or rebellion in the territory of the Republic of Indonesia, notwithstanding the right of the Republic of Indonesia to limit its liability in such circumstances and responsibilities thereof are accepted by the Government of the Republic of Indonesia;

the said Corporation, hereinafter called the "INSURING AGENCY", shall be authorized by the Government of the Republic of Indonesia to exercise the rights having been lawfully devolved on it, or having been assigned to it by the predecessor in title.

2. To the extent that the laws and regulations of the Republic of Indonesia partially or wholly invalidate the acquisition of any interest in any property within its national territory by the Insuring Agency, the Government of the Republic of Indonesia shall permit the Canadian investor and the Insuring Agency to make appropriate arrangements pursuant to which such interests

ACCORD SUR L'ASSURANCE-INVESTISSEMENTS À L'ÉTRANGER ENTRE LE CANADA ET LA RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE

I

*L'Ambassadeur du Canada au Ministre des Affaires étrangères
de la République d'Indonésie*

JAKARTA, le 16 mars, 1973

Note N° 29

EXCELLENCE,

Comme suite aux entretiens qui ont eu lieu récemment entre les représentants de nos deux gouvernements portant sur la promotion des investissements de capitaux canadiens privés dans la République d'Indonésie, investissements qui renforceraient et favoriseraient l'expansion des relations économiques entre la République d'Indonésie et le Canada; portant aussi sur l'assurance de ces investissements par le Gouvernement du Canada par l'intermédiaire de son mandataire la Société pour l'Expansion des Exportations, j'ai l'honneur de vous confirmer les points suivants sur lesquels nous nous sommes mis d'accord:

1. Dans le cas où la Société pour l'expansion des exportations, agissant en tant que mandataire du Gouvernement du Canada aux fins de l'assurance-investissements, paierait une indemnité aux termes d'un contrat d'assurance avec des investisseurs canadiens privés dans le territoire de la République d'Indonésie pour toute perte subie en relation avec les investissements privés en faveur desquels un document d'admission a été émis par le Gouvernement de la République d'Indonésie, en raison:

- a) de toute mesure du Gouvernement de la République d'Indonésie interdisant ou limitant la sortie de tout montant auquel un investisseur canadien a droit en raison des lois et règlements en vigueur de la République d'Indonésie;
- b) de nationalisation/révocation de droits de propriété d'investisseurs canadiens, de restrictions des droits de contrôle et/ou de gestion des investissements en cause, par le Gouvernement de la République d'Indonésie, ou par l'une de ses agences;
- c) de guerre, d'émeute, de révolution ou de rébellion dans le territoire de la République d'Indonésie; nonobstant le droit de la République d'Indonésie de limiter sa responsabilité en de telles circonstances, ces responsabilités sont acceptées par le Gouvernement de la République d'Indonésie;

ladite Société, ci-après désignée comme l'ASSUREUR, sera autorisée par le Gouvernement de la République d'Indonésie, à exercer les droits qui lui sont dévolus par la loi ou qui lui ont été assignés par le prédécesseur en titre.

2. Dans le cas où les lois et les règlements de la République d'Indonésie rendraient nulle, partiellement ou totalement, l'acquisition par l'Assureur de droits de propriété sur un bien quelconque dans les limites de son territoire national, le Gouvernement de la République d'Indonésie autorisera l'investis-

are transferred to an entity permitted to own such interests under the laws and regulations of the Republic of Indonesia.

3. The Insuring Agency shall assert no greater rights than those of the transferring Canadian investor under the laws and regulations of the Republic of Indonesia with respect to any interest transferred or succeeded to as contemplated in paragraph 1 of this Agreement.

The Government of Canada does, however, reserve its right to assert a claim in its sovereign capacity in the event of denial of justice or other question of state responsibility as defined in international law.

4. Should the said Insuring Agency acquire, under investment insurance contracts, amounts and credits in the lawful currency of the Republic of Indonesia, the Government hereof shall accord to those funds treatment no different than that which it would accord if such funds were to remain with the Canadian investor, and such funds shall be freely available to the Government of Canada to meet its expenditures in the national territory of the Republic of Indonesia.

5. This Agreement shall apply only with respect to insured Canadian private capital investments in projects or activities approved in writing by a document of admission issued by the Government of the Republic of Indonesia pursuant to the Foreign Capital Investment Law of 1967 (Law No. 1 of 1967) as amended by Law No. 11 of 1970.

6. (a) Disputes concerning the interpretation or implementation and application of provisions of this Agreement or any claim arising out of investments insured in accordance with this Agreement, against either of the two Governments, which in the opinion of the other presents a question of public international law shall be settled, insofar as possible, by means of diplomatic channels between the two Governments;
- (b) If such disputes cannot be resolved within a period of three months following the request for such negotiations, the question shall be submitted, at the request of either Government, to an ad hoc tribunal for settlement in accordance with applicable principles and rules of public international law; only the respective Governments may request arbitral procedure and participate in it;
- (c) The arbitral tribunal shall be composed of three members, and shall be established as follows: each Government shall appoint one arbitrator and these two arbitrators shall nominate a third arbitrator as chairman who shall be a national of a third state;
- (d) If either Government has not appointed its arbitrator and has not followed the invitation of the other Government to make such an appointment within two months, the arbitrator shall be appointed upon the request of that Government by the President of the International Court of Justice;
- (e) If the two arbitrators are unable to reach an agreement on the choice of the third arbitrator within two months after their appointment, the latter shall be appointed upon the request of either Government by the President of the International Court of Justice;
- (f) If, in the cases specified under points (d) and (e) of this paragraph the President of the International Court of Justice is prevented from carrying out the said function or if he is a national of either Government, the appointment shall be made by the Vice-President, and if the latter is prevented from carrying out the said function or if he is a

seur canadien et l'Assureur à prendre des arrangements qui permettent de transférer ces droits à une personne morale autorisé à les posséder en vertu des lois et des règlements de la République d'Indonésie.

3. En ce qui concerne tout droit acquis par l'Assureur en vertu de la subrogation visée au paragraphe 1, ou tout droit lui ayant été assigné par l'investisseur tel qu'il est prévu au paragraphe 1, l'Assureur ne revendiquera pas de droits plus étendus que ceux reconnus à l'investisseur par la législation et les règlements de la République d'Indonésie. Le Gouvernement du Canada se réserve néanmoins le droit, en tant qu'état souverain, de présenter une réclamation dans le cas d'un déni de justice ou d'une autre question engageant la responsabilité de l'état, tels qu'ils sont définis par le droit international.

4. Si l'Assureur acquiert en vertu des contrats d'assurance-investissements des montants et des crédits en devises légales de la République d'Indonésie, ledit Gouvernement de la République d'Indonésie accordera à ces fonds un traitement qui ne sera pas différent du traitement qui serait accordé si ces fonds restaient avec l'investisseur canadien et lesdits fonds seront à la libre disposition du gouvernement canadien pour le règlement de ses dépenses dans le territoire national de la République d'Indonésie.

5. Le présent accord ne s'applique qu'aux investissements canadiens privés assurés dans des entreprises ou des opérations approuvées par écrit par un document d'admission émis par le Gouvernement de la République d'Indonésie conformément à la Loi de 1967 sur les investissements de capital étranger (Loi n° 1 de 1967) modifiée par la Loi n° 11 de 1970.

6. a) Les divergences entre les deux gouvernements concernant l'interprétation ou l'application des dispositions du présent accord, ou concernant toute réclamation contre l'un ou l'autre des deux gouvernements survenant à la suite des investissements assurés conformément au présent accord, qui, de l'avis de l'un des gouvernements, soulèvent une question de droit international public, seront réglées autant que possible entre les deux gouvernements par la voie diplomatique;
- b) Si de telles divergences ne peuvent être résolues dans une période de trois mois suivant la demande de négociations, la question sera soumise à un tribunal d'arbitrage ad hoc en vue d'un règlement selon les règles et principes du droit international public. Seuls les gouvernements respectifs peuvent demander la procédure d'arbitrage et y prendre part;
- c) Le tribunal d'arbitrage se composera de trois membres et sera établi de la façon suivante: chaque gouvernement nommera un arbitre; un troisième qui sera le président du tribunal, sera nommé par les deux autres membres. Le président ne doit pas être un ressortissant de l'un ou l'autre gouvernement;
- d) Si l'un des deux gouvernements n'a pas désigné son arbitre ni acquiescé à l'invitation de l'autre gouvernement de faire cette désignation dans les deux mois, l'arbitre sera désigné à la demande du gouvernement qui a fait l'invitation par le président de la Cour internationale de Justice;
- e) Si les deux arbitres ne peuvent arriver à se mettre d'accord pour le choix d'un troisième arbitre dans les deux mois suivant leur désignation, ce troisième arbitre, à la demande de l'un ou l'autre des deux gouvernements, sera désigné par le président de la Cour internationale de Justice;
- f) Si, dans les cas spécifiés aux clauses (d) et (e) du présent paragraphe, le président de la Cour internationale de Justice est empêché de faire

national of either Government, the appointment shall be made by the next senior Judge of the Court who is not a national of either Government;

- (g) Unless the two Governments decide otherwise the arbitral tribunal shall determine its own procedure;
 - (h) The tribunal shall reach its decision by a majority of votes and such decision shall be final and binding on both Governments;
 - (i) Each of the Governments shall pay the expense of its member and its representation in the proceedings before the arbitral tribunal; expenses of the chairman and other costs shall be paid in equal parts by the two Governments. The arbitral tribunal may adopt other regulations concerning costs.
7. (a) If either Government considers it desirable to modify the provisions of this Agreement, this procedure may be carried out through a request for consultations and/or by correspondence and shall begin not later than 60 days from the date of the request;
- (b) The modifications of the Agreement agreed between the two Governments shall enter into force upon their confirmation on the date which shall be mutually agreed upon by an Exchange of Notes.

If the foregoing proposals are acceptable to your Government, I have the honour to propose that this Note, in English and French, and your reply shall constitute an Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Indonesia, the English and French versions of which shall be equally authentic.

This Agreement shall enter into force thirty days after the date of the exchange of notes by which the Government of Canada and the Government of the Republic of Indonesia notify each other that all the formalities relating to this Agreement have been fulfilled.

This Agreement shall continue in force until terminated by either Government on six months' notice in writing to each other.

In the event of termination, the provisions of this Agreement shall continue to apply, in respect of insurance contracts concluded between the Government of Canada and Canadian investors operating in the territory of the Republic of Indonesia while the Agreement was in force, for the duration of such contracts; provided that in no case shall the Agreement continue to apply to those contracts for a period longer than fifteen (15) years from the date of termination of this Agreement.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

W. T. DELWORTH
Ambassador of Canada

His Excellency
Adam Malik,
Minister of Foreign Affairs,
Republic of Indonesia,
Jakarta

la ou les désignations demandées, ou s'il était un ressortissant de l'un ou de l'autre des deux gouvernements, la désignation sera faite par le vice-président, et si ce dernier était empêché de faire ladite désignation ou s'il était un ressortissant de l'un ou l'autre des deux gouvernements, la désignation serait faite par le juge de la Cour, suivant en ancienneté, qui n'est pas un ressortissant de l'un des deux gouvernements;

- g) A moins que les deux gouvernements n'en décident autrement, le tribunal d'arbitrage fixera sa propre procédure;
 - h) Le tribunal décidera par vote majoritaire, sa décision sera définitive et liera les deux gouvernements;
 - i) Chaque gouvernement acquittera les dépenses de son membre du tribunal et de ses représentants au tribunal d'arbitrage; les dépenses du président et les autres frais seront assumés à part égale par les deux gouvernements. Le tribunal d'arbitrage pourra adopter d'autres règles concernant les frais;
7. a) Si l'un ou l'autre des deux gouvernements estime qu'il serait désirable de modifier les dispositions du présent accord, la procédure à suivre consistera en une demande de consultations et/ou en un échange de correspondance. La procédure ne devra pas commencer plus de 60 jours après la date de la demande;
- b) Les modifications de l'accord sur lesquelles on se sera entendu entre-ront en vigueur au moment de leur confirmation à la date dont on aura convenu par un échange de notes.

Si ce qui précède agréée à votre gouvernement, j'ai l'honneur de proposer que la présente note en français et en anglais, et votre réponse, constituent entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République d'Indonésie, un accord dont les versions anglaise, française et indonésienne feront également foi.

Le présent accord entrera en vigueur trente jours après la date de l'échange de notes par lesquelles le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République d'Indonésie se signifient mutuellement que toutes les formalités concernant le présent accord ont été remplies.

Le présent accord demeurera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par un préavis écrit de six mois, par l'un des deux Gouvernements.

S'il y a dénonciation, les dispositions du présent accord continueront à s'appliquer aux contrats d'assurance conclus entre le Gouvernement du Canada et des investisseurs canadiens opérant dans le territoire de la République d'Indonésie pendant que l'accord était en vigueur, pendant la durée desdits contrats; toutefois en aucun cas l'accord ne continuera à s'appliquer à ces contrats plus de quinze ans après la dénonciation du présent accord.

Veuillez accepter, Excellence, l'assurance de ma très haute considération.

L'Ambassadeur du Canada
W. T. DELWORTH

Son Excellence
Adam Malik,
Le Ministre des Affaires étrangères,
La République d'Indonésie,
Jakarta

II

*The Minister of Foreign Affairs of the Republic of Indonesia to the
Ambassador of Canada*

Jakarta, March 16, 1973

EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge of your note dated March 16, 1973, which reads as follows:

(See Canadian Note No. 29 dated March 16, 1973)

I confirm that the foregoing provisions are acceptable to the Government of the Republic of Indonesia and that your note of March 16, 1973, and this reply thereto constitute an Agreement between our two Governments on this subject.

Accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.

ADAM MALIK
*Minister of Foreign Affairs
Republic of Indonesia*

His Excellency
W. T. Delworth
Ambassador of Canada,
Jakarta

II

*Le Ministre des Affaires étrangères de la République d'Indonésie à
l'Ambassadeur du Canada*

Jakarta, le 16 mars 1973

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre Note en date du 16 mars 1973, qui se lit comme suit:

(Voir la Note canadienne n° 29 du 16 mars 1973)

Je confirme que les dispositions qui précèdent agréent au Gouvernement de la République d'Indonésie et que votre Note en date du 16 mars 1973 et la présente réponse constituent un Accord entre nos deux Gouvernements sur cette question.

Veillez agréer, Excellence, les assurances de ma plus haute considération.

*Ministre des Affaires étrangères
République d'Indonésie*
ADAM MALIK

Son Excellence W. T. Delworth
Ambassadeur du Canada
Jakarta

Available by mail from Information Canada, Ottawa, K1A 0S9
and at the following Information Canada bookshops:

HALIFAX
1683 Barrington Street

MONTREAL
640 St. Catherine Street West

OTTAWA
171 Slater Street

TORONTO
221 Yonge Street

WINNIPEG
393 Portage Avenue

VANCOUVER
800 Granville Street

or through your bookseller

Price: Canada: 35 cents
Other Countries: 45 cents

Catalogue No. E3-1973/32

Price subject to change without notice

Information Canada

© QUEEN'S PRINTER FOR CANADA

OTTAWA, 1975

En vente chez Information Canada à Ottawa, K1A 0S9
et dans les librairies d'Information Canada:

HALIFAX
1683, rue Barrington

MONTREAL
640 ouest, rue Ste-Catherine

OTTAWA
171, rue Slater

TORONTO
221, rue Yonge

WINNIPEG
393, avenue Portage

VANCOUVER
800, rue Granville

ou chez votre libraire.

Prix: Canada: 35 cents
Autres Pays: 45 cents

N° de catalogue E3-1973/32

Prix sujet à changement sans avis préalable

Information Canada

© IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE CANADA

OTTAWA, 1975

CAI
EA10
-T67



CANADA

Dept. of External Affairs

TREATY SERIES 1973 No. 33 RECUEIL DES TRAITÉS

TAXATION

Exchange of Notes between CANADA and the UNITED STATES
OF AMERICA

Ottawa, August 1 and September 17, 1973

In force September 17, 1973



IMPÔT

Échange de Notes entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE

Ottawa, le 1^{er} août et le 17 septembre 1973

En vigueur le 17 septembre 1973



CANADA

TREATY SERIES 1973 No. 33 RECUEIL DES TRAITÉS

TAXATION

Exchange of Notes between CANADA and the UNITED STATES
OF AMERICA

Ottawa, August 1 and September 17, 1973

In force September 17, 1973

IMPÔT

Échange de Notes entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE

Ottawa, le 1^{er} août et le 17 septembre 1973

En vigueur le 17 septembre 1973

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE
GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA CONSTITUTING AN
AGREEMENT CONCERNING THE ADMINISTRATION OF INCOME TAX IN
CANADA AFFECTING EMPLOYEES WITHIN CANADA OF THE U.S.A. SUB-
JECT TO SUCH TAXATION

I

*The Ambassador of the United States of America to the Secretary of State
for External Affairs of Canada*

Ottawa, August 1, 1973.

No. 157

SIR,

I have the honor to refer to recent discussions between representatives of the Government of the United States of America and representatives of the Government of Canada concerning the administration of income tax in Canada affecting employees within Canada of the Government of the United States of America who are subject to such taxation. In accordance with the understanding reached in these discussions, the Government of the United States of America and the Government of Canada, recognize:

- (a) the personal responsibility of all citizens to meet their tax obligations in their own country;
- (b) the responsibility of employers within Canada to withhold income tax from the remuneration payable to employees subject to such taxation;
- (c) the inapplicability of tax withholding laws in Canada to foreign diplomatic missions, and the absence of authority under United States law to compel the United States Government to withhold amounts from the remuneration of its employees in accordance with income tax legislation in Canada to which such employees are subject; and
- (d) the desire by the United States Government, within the limits of United States law, to cooperate fully in facilitating payment by its employees of their income tax in accordance with income tax legislation in Canada.

The Government of the United States of America has, therefore, the honor to propose the following:

- (a) The United States Government will institute in Canada an allotment system under which those United States Government employees subject to income tax legislation in Canada will be urged to make bi-weekly allotments from their United States Government remuneration in order to meet their obligation to pay income tax.
- (b) The United States Government agencies, at the end of each month, will remit the total of such allotted amounts to the Receiver General of Canada by established methods.

ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE CONSTITUANT UN ACCORD CONCERNANT L'ADMINISTRATON AU CANADA DE L'IMPÔT SUR LE REVENU DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS AU CANADA QUI Y SONT ASSUJETTIS

I

L'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada

Ottawa, 1^{er} août 1973

N° 157

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de me référer aux entretiens qui ont eu lieu récemment entre les représentants de nos deux Gouvernements concernant la perception et l'administration au Canada de l'impôt sur le revenu des employés du Gouvernement des États-Unis au Canada qui y sont assujettis. Conformément à l'entente intervenue lors de ces entretiens, le Gouvernement des États-Unis et le Gouvernement du Canada conviennent que:

- a) tous les citoyens ont la responsabilité de satisfaire à leurs obligations fiscales dans leur propre pays;
- b) les employeurs, au Canada, ont la responsabilité de retenir à la source les sommes imposées sur la rémunération des employés qui sont assujettis à l'impôt sur le revenu;
- c) les lois canadiennes relatives à la perception à la source des impôts ne s'appliquent pas aux missions diplomatiques étrangères, puisqu'il n'existe pas aux États-Unis de loi qui oblige le gouvernement de ce pays à retenir à la source une partie de la rémunération de ses employés conformément aux lois concernant l'impôt sur le revenu du Canada auxquelles ces employés sont assujettis; et que
- d) le Gouvernement des États-Unis désire, sous réserve de ses propres lois, collaborer entièrement pour aider ses employés à acquitter leur impôt sur le revenu conformément aux lois canadiennes qui régissent l'impôt sur le revenu.

C'est pourquoi le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a l'honneur de proposer ce qui suit:

- a) Le Gouvernement des États-Unis mettra sur pied au Canada un régime de réserves auquel il invitera ses employés assujettis aux lois canadiennes régissant l'impôt sur le revenu à participer toutes les deux semaines à même le montant de la rémunération que leur versera le Gouvernement des États-Unis, afin de satisfaire à leur obligation d'acquitter leur impôt sur le revenu.
- b) A la fin de chaque mois, les agences du Gouvernement des États-Unis remettront selon des méthodes convenues toutes les sommes ainsi perçues au Receveur général du Canada.

- (c) The ultimate determination of such final income tax liability will be based on the annual tax return made by the individual United States Government employee to the Government of Canada. Settlement of additional tax payments, beyond the total of allotted installment payments, or refund of possible overpayments, will be a matter between the individual employee and the Government of Canada. The United States Government will not authorize allotments of amounts in excess of those provided for in (2) (e) below and the United States Government shall not be liable for the payment of its employees' income tax in amounts beyond those voluntarily allotted by employees pursuant to this agreement.
- (d) At the end of each calendar year, the United States Government agencies will:
 - (1) provide to each United States Government employee a statement of remuneration paid on a form prescribed by the Government of Canada which will reflect total annual earnings, Canada Pension Plan contributions or Registered Pension Fund contributions, and the amount allotted for income tax installment payments which have been paid by the United States Government to the Government of Canada on his behalf; and,
 - (2) provide the Department of National Revenue, Taxation, a summary of payments on a form prescribe by the Government of Canada, which shows the totals deducted or allotted from each employee for the various categories of remittances.
- (e) The allotment system will be applicable to those employees of the United States Government who on the basis of their United States Government remuneration would be liable to pay income tax in Canada, that is, to those employees whose taxable remuneration exceeds their total exemptions under the said income tax legislation. Arrangements will be made, with respect to current tax liability only, to permit the said employees to make allotments in an amount corresponding to that which would otherwise be withheld under income tax legislation in Canada.
- (f) The agencies of the United States Government in Canada will institute the above described allotment system within sixty days from completion of the exchanges of notes constituting this agreement.
- (g) This agreement does not in any manner alter the privileges and immunities derived by the contracting parties and their officers and employees from generally accepted principles of international law and from treaties and agreements in force between them nor shall this agreement affect the tax exempt status of any person. This agreement shall not subject the United States Government, its departments or establishments, or its officers or non-Canadian employees to any judicial or administrative action whether civil or penal in nature.
- (h) Technical implementing procedures may be entered into by representatives of the United States Government and the Government of Canada, Department of National Revenue, Taxation.

If these proposals are acceptable to the Government of Canada, I have the honor to propose that this Note, and your reply, shall constitute an Agreement

- c) Le calcul définitif du montant de l'obligation contributive se fondera sur la déclaration d'impôt annuelle faite par chacun de ces employés du Gouvernement des États-Unis au Gouvernement du Canada. Il appartiendra au Gouvernement du Canada de régler avec l'employé en cause toute demande de contribution en sus du montant perçu selon le régime des versements de réserve ou tout remboursement du trop-perçu. Le Gouvernement des États-Unis n'autorisera pas la prélèvement de montants supérieurs à ceux qui sont prévus en 2 e) ci-dessous et ne sera pas responsable du paiement de la partie de l'impôt sur le revenu de ses employés qui dépassera les montants volontairement réservés par les employés aux termes du présent accord.
- d) A la fin de chaque année civile, les agences du Gouvernement des États-Unis:
 - (1) fourniront à chaque employé du Gouvernement des États-Unis un relevé de la rémunération versée à cet employé, au moyen d'un formulaire prescrit par le Gouvernement du Canada et qui indiquera le total pour l'année du revenu et des contributions versées au Régime de Pension du Canada ou à un fonds de pension enregistré et les sommes réservées aux versements de l'impôt sur le revenu qui auront été remises par le Gouvernement des États-Unis au Gouvernement du Canada au nom de l'employé; et,
 - (2) transmettront au ministère du Revenu national, Impôt, sur un formulaire établi par le Gouvernement du Canada un relevé de toutes les sommes prélevées ou réservées selon les diverses catégories de remise pour chaque employé.
- e) Le régime des réserves s'appliquera aux employés du Gouvernement des États-Unis qui, selon la rémunération que leur verse ce Gouvernement devraient payer de l'impôt au Canada, c'est-à-dire les employés dont la rémunération imposable excède l'ensemble des exemptions prévues aux termes des lois régissant l'impôt sur le revenu. Des dispositions seront prises à l'égard de l'obligation contributive couvrant seulement, pour permettre auxdits employés d'effectuer des versements de réserves dont le montant corresponde à celui qui serait prélevé autrement en vertu des lois qui régissent l'impôt sur le revenu au Canada.
- f) Les agences du Gouvernement des États-Unis au Canada établiront le régime de réserves décrit ci-dessus dans les soixante jours qui suivront la fin des échanges de notes qui constituent le présent accord.
- g) Le présent accord ne modifie en aucune façon les privilèges et exemptions dont jouissent les parties contractantes et leurs représentants et employés aux termes des principes généralement reconnus du droit international et des traités et accords en vigueur entre elles, et le présent accord ne modifie en rien la qualité de toute personne exonérée d'impôt. Le présent accord n'assujettit aucunement le Gouvernement des États-Unis, ses ministères et organismes, ni ses agents ou employés non canadiens à une mesure judiciaire ou administrative quelconque, qu'elle soit de nature civile ou criminelle.
- h) Les représentants du Gouvernement des États-Unis et du Gouvernement du Canada, ministère du Revenu national-Impôt, peuvent conclure des ententes techniques relatives à l'application du présent accord.

Si ce qui précède agréé au Gouvernement du Canada, j'ai l'honneur de proposer que la présente Note et votre réponse constituent entre le Gouverne-

between the Government of the United States of America and the Government of Canada which shall enter into force on the date of your reply.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

ADOLPH W. SCHMIDT

The Honorable
Mitchell Sharp,
Secretary of State for External Affairs,
Ottawa.

ment du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique un accord qui entrera en vigueur à la date de votre réponse.

Veillez accepter, Monsieur, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

ADOLPH W. SCHMIDT

L'honorable Mitchell Sharp,
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures
Ottawa

II

*The Secretary of State for External Affairs of Canada to the Ambassador of
the United States of America*

Ottawa, September 17, 1973

No. *FLA-506*

EXCELLENCY,

I have the honour to refer to your Note No. 157 of August 1, 1973, in which you propose, on behalf of the Government of the United States, an agreement between the Government of the United States and the Government of Canada concerning the administration of income tax in Canada affecting employees within Canada of the Government of the United States who are subject to such taxation.

The proposals set out in your Note are acceptable to the Government of Canada and I therefore have the honour to confirm that your Note and this reply, which is equally authentic in French and English, shall constitute an agreement between our two Governments which will take effect on the date of this reply.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

MITCHELL SHARP

*Secretary of State
for External Affairs*

His Excellency
The Honourable Adolph W. Schmidt
Ambassador of the United States of America,
OTTAWA.

II

Le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada à l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique

Ottawa, le 17 septembre 1973

N° FLA—506

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur de me référer à votre Note n ° 157 du 1^{er} août 1973, dans laquelle vous proposez, au nom du Gouvernement des États-Unis, qu'un Accord soit conclu entre le Gouvernement des États-Unis et le Gouvernement du Canada concernant la perception et l'administration au Canada de l'impôt sur le revenu des employés du Gouvernement des États-Unis au Canada qui y sont assujettis.

Le Gouvernement canadien agréé les propositions formulées dans votre Note et j'ai, par conséquent, l'honneur de confirmer que votre Note et la présente réponse, qui fait également foi en français et en anglais, constituent entre nos deux Gouvernements, un accord qui entrera en vigueur à la date de la présente réponse.

Veuillez agréer, Excellence, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

MITCHELL SHARP

*Le secrétaire d'État
aux Affaires extérieures*

Son Excellence
L'honorable Adolph W. Schmidt,
Ambassadeur des États-Unis d'Amérique,
Ottawa.

Available by mail from Information Canada, Ottawa, K1A 0S9
and at the following Information Canada bookshops:

HALIFAX
1683 Barrington Street

MONTREAL
640 St. Catherine Street West

OTTAWA
171 Slater Street

TORONTO
221 Yonge Street

WINNIPEG
393 Portage Avenue

VANCOUVER
800 Granville Street

or through your bookseller

Price: Canada: 35 cents
Other Countries: 45 cents

Catalogue No. E3-1973/33

Price subject to change without notice

Information Canada

© QUEEN'S PRINTER FOR CANADA
OTTAWA, 1975

En vente chez Information Canada à Ottawa, K1A 0S9
et dans les librairies d'Information Canada:

HALIFAX
1683, rue Barrington

MONTREAL
640 ouest, rue Ste-Catherine

OTTAWA
171, rue Slater

TORONTO
221, rue Yonge

WINNIPEG
393, avenue Portage

VANCOUVER
800, rue Granville

ou chez votre libraire.

Prix: Canada: 35 cents
Autres Pays: 45 cents

N° de catalogue E3-1973/33

Prix sujet à changement sans avis préalable

Information Canada

© IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE CANADA
OTTAWA, 1975

CAI
EA 10
-T67

ANADA



TREATY SERIES 1973 No. 34 RECUEIL DES TRAITÉS

COMMERCE

Exchange of Letters between CANADA and AUSTRALIA constituting an Agreement modifying the Trade Agreement of February 12, 1960 (with Annexes)

Ottawa and Canberra, October 24 and 25, 1973

In force October 25, 1973

COMMERCE

Échange de Lettres entre le CANADA et l'AUSTRALIE constituant un Accord modifiant l'Accord de Commerce du 12 février 1960 (avec les Annexes)

Ottawa et Canberra, le 24 et le 25 octobre 1973

En vigueur le 25 octobre 1973



CANADA

TREATY SERIES 1973 No. 34 RECUEIL DES TRAITÉS

COMMERCE

Exchange of Letters between CANADA and AUSTRALIA constituting an Agreement modifying the Trade Agreement of February 12, 1960 (with Annexes)

Ottawa and Canberra, October 24 and 25, 1973

In force October 25, 1973

COMMERCE

Échange de Lettres entre le CANADA et l'AUSTRALIE constituant un Accord modifiant l'Accord de Commerce du 12 février 1960 (avec les Annexes)

Ottawa et Canberra, le 24 et le 25 octobre 1973

En vigueur le 25 octobre 1973

EXCHANGE OF LETTERS BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE
GOVERNMENT OF AUSTRALIA CONSTITUTING AN AGREEMENT MODIFY-
ING THE TRADE AGREEMENT OF FEBRUARY 12, 1960⁽¹⁾

I

*The Acting Minister of Industry, Trade and Commerce of Canada to the
Minister for Overseas Trade of Australia*

Ottawa, October 24, 1973

MY DEAR MINISTER,

I refer to discussions between representatives of our two Governments held in Canberra in April, 1973, in respect of the future operation of the Trade Agreement between the Government of Canada and the Government of Australia signed in Canberra on February 12, 1960.⁽¹⁾

Our two Governments recognize the great value that the preferential trading arrangements have for our two countries and share the intention of retaining preferential arrangements to the maximum extent feasible and desirable.

It is proposed to pursue this objective by adapting the operation of the 1960 Trade Agreement to changing circumstances and to the termination of our respective Trade Agreements with the United Kingdom.

To this end, the following documents were prepared during the discussions referred to above and are annexed to this letter:

- (a) Annex I relating to future preferential arrangements and the operation of Articles I, II and VII of the 1960 Trade Agreement.
- (b) Annex II relating to direct shipment and the operation of Article IV of the 1960 Trade Agreement.
- (c) Annex III relating to anti-dumping and the operation of Article VI of the 1960 Trade Agreement.
- (d) Annex IV relating to butter under Schedule A to the 1960 Trade Agreement.

I have the honour to suggest that the provisions of the Annexes to this letter should in future govern the operation of the relevant provisions of the Trade Agreement of February 12, 1960, as between our two countries.

If the foregoing is acceptable to your Government, I propose that this letter and the attached Annexes, which are authentic in English and French, together with your confirmatory reply thereto shall constitute and evidence an agreement between our two Governments to enter into force on the date of your reply.

I further propose that unless it is otherwise provided for in the Annexes the present agreement shall remain in force for an initial period of one year and shall remain in force thereafter subject to the right of either Government to terminate it upon thirty days written notice to the other. In no case shall the

⁽¹⁾ Treaty Series 1960 No. 9

ÉCHANGE DE LETTRES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT D'AUSTRALIE CONSTITUANT UN ACCORD MODIFIANT L'ACCORD DE COMMERCE DU 12 FÉVRIER 1960⁽¹⁾

I

*Le Ministre suppléant de l'Industrie et du Commerce du Canada au Ministre
du Commerce d'outre-mer de l'Australie*

Ottawa, le 24 octobre 1973

MONSIEUR LE MINISTRE,

Je me réfère aux entretiens qui ont eu lieu entre les représentants de nos deux Gouvernements, à Canberra en avril 1973, concernant l'application future de l'Accord commercial entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Australie qui a été signé à Canberra le 12 février 1960.⁽¹⁾

Nos deux Gouvernements reconnaissent la grande valeur que présentent les ententes préférentielles de commerce pour nos deux pays et ont l'intention de maintenir ces ententes préférentielles dans toute la mesure possible et souhaitable.

Ils se proposent de réaliser cet objectif en adaptant l'application de l'Accord commercial de 1960 aux circonstances du moment et en fonction de l'expiration de nos accords respectifs de commerce avec le Royaume-Uni.

A cette fin, les documents suivants ont été établis au cours des entretiens susmentionnés et sont annexés à la présente lettre:

- (a) Annexe I concernant les ententes préférentielles futures et l'application des Articles I, II et VII de l'Accord commercial de 1960.
- (b) Annexe II concernant l'expédition directe des marchandises et l'application de l'Article IV de l'Accord commercial de 1960.
- (c) Annexe III concernant les dispositions antidumping et l'application de l'Article VI de l'Accord commercial de 1960.
- (d) Annexe IV concernant le beurre inscrit sur la Liste A de l'Accord commercial de 1960.

J'ai l'honneur de proposer que les dispositions contenues dans les Annexes à la présente lettre régissent dans l'avenir l'application des dispositions pertinentes de l'Accord commercial de 1960 entre nos deux pays.

Si ce qui précède agréé à votre Gouvernement, je propose que la présente lettre et les Annexes ci-jointes, dont les versions anglaise et française font également foi, ainsi que votre réponse confirmative constituent et attestent un accord entre nos deux Gouvernements, lequel entrera en vigueur à la date de votre réponse.

Je propose en outre, que, sauf disposition contraire figurant dans les Annexes, le présent accord soit en vigueur pour une période initiale d'un an et reste en vigueur par la suite, chaque Gouvernement ayant le droit d'y mettre fin après un préavis écrit de trente jours donné à l'autre Gouvernement. Le

⁽¹⁾ Recueil des Traités 1960 N° 9.

present agreement remain in force after the termination of the Trade Agreement between Canada and Australia of February 12, 1960.

Yours sincerely,

ROBERT ANDRAS

The Honourable J. F. Cairns,
Minister for Overseas Trade,
Department of Overseas Trade,
Canberra.

présent accord ne restera en vigueur en aucun cas après l'expiration de l'Accord commercial du 12 février 1960 entre le Canada et l'Australie.

Veillez agréer, monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

ROBERT ANDRAS

L'Honorable J. F. Cairns,
Ministre du Commerce d'outre-mer,
Ministère du Commerce d'outre-mer,
Canberra

ANNEX I

RELATING TO FUTURE PREFERENTIAL ARRANGEMENTS AND THE OPERATION OF ARTICLES I, II AND VII OF THE 1960 TRADE AGREEMENT

The two Governments agree as follows:

1. With respect to margins of preference on goods specified in Schedule A or Schedule B Part I to the Canada/Australia Trade Agreement of 12 February, 1960,
 - (a) Notwithstanding the provisions of Articles I and II of the 1960 Trade Agreement either Government may reduce or eliminate the bound margin of preference prevailing as at 1st February, 1973, on any goods listed in Schedule A or Schedule B Part I.
 - (b) Before either Government takes action under paragraph (a) above it shall give 30 days notice to the other that reduction or elimination of a bound margin may occur. It is understood that in critical circumstances the 30 day period of notification may not be possible.
 - (c) At any time during the 30 day period referred to above the Government initiating the action shall accept representations from the other Government with respect to such proposed action.
 - (d) In the event that elimination or reduction of a bound margin occurs, the two Governments shall, on the request of either, consult regarding restoration of the margin or the substitution of substantially equivalent concessions in place of the concession affected.
 - (e) In the event that agreement is not reached within a period of 60 days after the action is taken by the initiating Government the other Government may withdraw substantially equivalent concessions.
2. With respect to margins on goods being margins not specified in Schedule A or Schedule B Part I to the 1960 Trade Agreement,
 - (a) Each Government will give 30 days notice to the other Government of its intention to reduce or eliminate the margin of preference applying to goods of significant interest to the other country. It is understood that in critical circumstances the 30 day period of notification may not be possible.
 - (b) For the purposes of paragraph (a) above:
 - (i) "margin" shall mean in the case of Australia that margin of preference provided for in Article 7 of the United Kingdom/Australia Trade Agreement 1957 immediately prior to its termination or such lower margin as provided for in the First Schedule and Part I of the Fifth Schedule of the Australian Customs Tariff as at 1st February, 1973, and in the case of Canada the margin of preference as at 1st February 1973; and
 - (ii) "goods of significant interest" shall mean
 - firstly, those goods included in a tariff specification the imports of which from the other country in any one of the

ANNEXE I
CONCERNANT LE RÉGIME PRÉFÉRENTIEL FUTUR ET
L'APPLICATION DES ARTICLES I, II ET VII DE L'ACCORD
COMMERCIAL DE 1960

Les deux Gouvernements sont convenus de ce qui suit:

1. En ce qui concerne les marges de préférence sur les produits désignés à la Liste A ou à la Partie I de la Liste B de l'Accord commercial Canada-Australie du 12 février 1960.

- (a) Nonobstant les dispositions des articles I et II de l'Accord commercial de 1960, l'un ou l'autre Gouvernement peut réduire ou supprimer la marge de préférence ayant cours au 1^{er} février 1973 pour tous produits énumérés à la Liste A ou à la Partie I de la Liste B.
- (b) Avant de prendre les mesures prévues à l'alinéa (a), l'un ou l'autre Gouvernement fera savoir à l'autre, trente jours à l'avance, qu'une réduction ou une suppression de marge de préférence peut avoir lieu. Il est entendu que dans des circonstances critiques, il sera peut-être impossible de respecter le délai de préavis de trente jours.
- (c) A n'importe quel moment de la période de trente jours sus-mentionnée, le Gouvernement qui a l'intention de prendre les mesures précitées acceptera les observations formulées par l'autre Gouvernement concernant les mesures envisagées.
- (d) Si une réduction ou une suppression de marge a effectivement lieu, les deux Gouvernements tiendront, à la demande de l'un ou de l'autre, des consultations au sujet du rétablissement de la marge ou de l'octroi de concessions sensiblement équivalentes en remplacement de la concession visée.
- (e) Si une entente n'est pas réalisée dans les soixante jours qui suivent la prise de mesures par le Gouvernement effectuant la réduction ou la suppression d'une marge, l'autre Gouvernement peut retirer des concessions sensiblement équivalentes.

2. En ce qui concerne les marges de préférence sur les produits non spécifiés à la Liste A ou à la Partie I de la Liste B de l'Accord commercial de 1960,

- (a) Chaque Gouvernement fera connaître à l'autre Gouvernement, trente jours à l'avance, son intention de réduire ou de supprimer la marge de préférence applicable aux produits d'un intérêt particulier pour l'autre pays. Il est entendu que dans des circonstances critiques, il ne sera peut-être pas possible de respecter le délai de préavis de trente jours.
- (b) Aux fins de l'alinéa (a) ci-dessus:
 - (i) «marge» signifie, dans le cas de l'Australie, la marge de préférence qui était prévue à l'Article 7 de l'Accord commercial de 1957 entre le Royaume-Uni et l'Australie immédiatement avant son expiration, ou toute marge plus faible prévue à la première Liste et à la Partie I de la cinquième Liste du Tarif des Douanes australien au 1^{er} février 1973 et, dans le cas du Canada, la marge de préférence au 1^{er} février 1973; et
 - (ii) «produits d'un intérêt particulier» signifie
 - en premier lieu, les produits figurant dans une spécification tarifaire, dont les importations en provenance de l'autre pays

preceding three years were worth at least \$A200,000 (or the Canadian equivalent), or were worth at least \$A20,000 (or the Canadian equivalent) and were at least one-tenth by value of all imports of such goods from all countries, or

- secondly, those goods which have been notified at any time by one Government as being goods of demonstrable special interest to it.

3. The provisions of Sections 1 and 2 above shall not apply to reduction or elimination of margins of preference by Canadian Orders in Council under the Customs Act, the Financial Administration Act or Section 12 of the Customs Tariff or by Australian Customs Tariff by-law procedures.

4. (a) Notwithstanding the provisions of Article 1 of the 1960 Trade Agreement, the Canadian Government may admit goods under Orders in Council under the Customs Act or the Financial Administration Act.

- (b) If such admission has the effect of reducing or eliminating a minimum margin of preference accorded to Australia on goods specified in Schedule A to the 1960 Trade Agreement, the Canadian Government will afford the Australian Government opportunity to consult and will take into account any representations which that Government may make. This undertaking shall not limit the right of the Canadian Government to determine whether any particular goods shall be so admitted.

5. The Australian Government will apply the provisions of paragraph 2 of Article VII of the 1960 Trade Agreement to reduction of margins of preference in the same sense as to elimination of margins of preference.

6. In respect of goods where a margin of preference is not prescribed in Schedule B Part I to the 1960 Trade Agreement but being goods of significant interest as defined in Section 2(b)(ii) and on which a margin as defined in Section 2(b)(i) applies to Canada,

- (a) the Australian Government will notify the Canadian Government of goods to be published in the Consolidated By-Law References.
- (b) in respect of those goods notified by the Canadian Government as being goods where by-law treatment is of particular interest, the Australian Government will give notice, 30 days in advance where practicable, to the Canadian Government of goods to be published in the Consolidated By-Law References.

7. In respect of goods where a margin of preference is not prescribed in Schedule A to the 1960 Trade Agreement but being goods of significant interest as defined in Section 2(b)(ii) and on which a margin as defined in Section 2(b)(i) applies to Australia,

- (a) the Canadian Government will notify the Australian Government of goods to be admitted under Orders in Council under the Customs Act, and Section 12 of the Customs Tariff.
- (b) in respect of those goods notified by the Australian Government as being goods where admission by Order in Council under the Customs Act is of particular interest the Canadian Government will give notice, 30 days in advance where practicable, to the Australian Government of goods to be admitted by such Orders in Council.

au cours de l'une des trois années précédentes valaient au moins \$A200,000 (ou l'équivalent canadien), ou valaient au moins \$A20,000 (ou l'équivalent canadien) et représentaient au moins un dixième de la valeur de toutes les importations de produits de ce genre en provenance de tous pays, ou

- deuxièmement, les produits que l'un des Gouvernements a spécifiés comme étant pour lui d'un intérêt spécial démontrable.

3. Les dispositions des articles I et II ci-dessus ne s'appliqueront pas à la réduction ou à la suppression de marges conformément à la Loi sur les Douanes, à la Loi sur l'Administration financière ou à l'article 12 du Tarif des Douanes ou en vertu du régime de règlements dans le Tarif des Douanes de l'Australie.

4. (a) Nonobstant les dispositions de l'Article I de l'Accord commercial de 1960, le Gouvernement canadien peut admettre des produits en vertu de décrets du conseil conformément à la Loi sur les Douanes ou à la Loi sur l'Administration financière.

(b) Si une telle admission a pour effet de réduire ou de supprimer une marge minimum de préférence accordée à l'Australie pour des produits spécifiés à la Liste A annexée à l'Accord commercial de 1960, le Gouvernement canadien offrira au Gouvernement australien de tenir des consultations et tiendra compte de toutes les observations que pourra faire ce Gouvernement. Cet engagement ne limitera pas le droit du Gouvernement canadien de déterminer si des produits particuliers seront admis de cette manière.

5. Le Gouvernement australien appliquera les dispositions du paragraphe 2 de l'article VII de l'Accord commercial de 1960 pour la réduction de marges de préférence dans le même sens que pour leur suppression.

6. A l'égard des produits pour lesquels une marge de préférence n'est pas indiquée à la Partie I de la Liste B de l'Accord commercial de 1960, mais qui sont des produits d'intérêt particulier aux termes de l'alinéa (ii) de l'article 2 (b), et pour lesquels une marge telle que définie à l'alinéa (i) de l'article 2 (b) s'applique dans le cas du Canada,

(a) le Gouvernement australien fera connaître au Gouvernement canadien les produits devant figurer dans les textes des Règlements refondus.

(b) à l'égard des produits que le Gouvernement canadien a spécifiés comme étant des produits dont le traitement sous le régime d'un règlement offre un intérêt particulier, le Gouvernement australien fera connaître au Gouvernement canadien, trente jours à l'avance si possible, les produits devant figurer dans les textes des Règlements refondus.

7. A l'égard des produits pour lesquels une marge de préférence n'est pas indiquée à la Liste A de l'Accord commercial de 1960, mais qui sont des produits d'intérêt particulier aux termes de l'alinéa (ii) de l'article 2 (b), et pour lesquels une marge telle que définie à l'alinéa (i) de l'article 2 (b) s'applique dans le cas de l'Australie,

(a) Le Gouvernement canadien fera connaître au Gouvernement australien les produits devant être admis en vertu de décrets du conseil conformément à la Loi sur les Douanes, et à l'article 12 du Tarif des Douanes.

8. The above provisions shall remain in force for an initial period of one year and thereafter subject to the right of either Government to terminate upon 30 days notice; the above provisions may be reviewed at the request of either Government at any time after the first year of operation.

- (b) A l'égard des produits que le Gouvernement australien a spécifiés comme étant des produits dont l'admission par décret du conseil aux termes de la Loi sur les Douanes offre un intérêt particulier, le Gouvernement canadien fera connaître au Gouvernement australien, trente jours à l'avance si possible, les produits devant être admis aux termes de ces décrets.

8. Les dispositions qui précèdent resteront en vigueur pour une période initiale d'un an; au-delà de cette période, l'un ou l'autre des Gouvernements aura le droit d'y mettre fin après un préavis de trente jours; elles peuvent être révisées en tout temps, à la demande de l'un ou l'autre des deux Gouvernements, après la première année d'application.

ANNEX II

RELATING TO DIRECT SHIPMENT AND THE OPERATION OF ARTICLE IV OF THE 1960 TRADE AGREEMENT

The Government of Canada, in respect of goods accorded tariff advantages provided for in paragraph 1 of Article I of the Canada/Australia Trade Agreement of 12 February 1960, undertakes the following:

- (1) notwithstanding the direct shipment provisions of paragraph 1 of Article IV of the said Trade Agreement, goods specified in sub-paragraph (a) of paragraph (1) of Article I, that are shipped from Australia to Canada on a through bill of lading consigned to a consignee in a specified port in Canada, but that are not shipped direct, will be treated for purposes of the Customs Tariff of Canada as if they were shipped direct;
- (2) notwithstanding the provisions of paragraph (2) of section 3 (and paragraph (2) of section 5) of the Customs Tariff of Canada, goods specified in sub-paragraph (b) of paragraph (1) of Article I of the said Trade Agreement, that are shipped from Australia to Canada on a through bill of lading consigned to a consignee in a specified port in Canada but that are not shipped in accordance with the aforementioned provisions, will be treated for purposes of the Customs Tariff of Canada as if they were shipped direct;
- (3) the foregoing provisions will not be extended to dried currants and raisins that are the growth or produce of Australia.

The foregoing provisions will remain in effect for a period of six months from the date of entry into force of the Exchange of Letters, and will continue in force unless the Government of Canada gives the Government of Australia 60 days prior notice of its intention to terminate them. In the event such notice of intention to terminate is given, the Government of Canada will, on request of the Government of Australia, consult on the matter.

ANNEXE II

CONCERNANT L'EXPÉDITION DIRECTE DES PRODUITS ET L'APPLICATION DE L'ARTICLE IV DE L'ACCORD COMMERCIAL DE 1960

A l'égard des produits qui bénéficient des avantages tarifaires prévus au paragraphe 1 de l'article premier de l'Accord commercial Canada-Australie du 12 février 1960, le Gouvernement du Canada accepte les dispositions suivantes;

- (1) nonobstant les dispositions d'expédition directe spécifiées au paragraphe 1 de l'article IV dudit Accord commercial, les produits précisés à l'alinéa (a) du paragraphe 1 de l'article premier qui sont expédiés d'Australie au Canada en vertu d'un connaissance direct à l'adresse d'un destinataire à un port déterminé du Canada, mais qui ne sont pas expédiés directement, seront traités, aux fins du Tarif des Douanes du Canada, comme s'ils étaient expédiés directement;
- (2) nonobstant les dispositions du paragraphe 2 de l'article 3 (et du paragraphe 2 de l'article 5) du Tarif des Douanes du Canada, les produits spécifiés à l'alinéa (b) du paragraphe 1 de l'article premier dudit Accord commercial, qui sont expédiés d'Australie au Canada en vertu d'un connaissance direct à l'adresse d'un destinataire à un port déterminé au Canada, mais qui ne sont pas expédiés conformément aux dispositions précitées seront traités aux fins du Tarif des Douanes du Canada comme s'ils étaient expédiés directement;
- (3) les dispositions qui précèdent ne s'appliqueront pas aux raisins de Corinthe séchés et aux raisins produits en Australie.

Les dispositions qui précèdent seront en vigueur pour une période de six mois à compter de la date à laquelle l'Échange de lettres a pris effet, et resteront en vigueur au delà de cette période à moins que le Gouvernement du Canada ne signifie au Gouvernement de l'Australie son intention d'y mettre fin après un préavis de soixante jours. Si cet avis d'intention est donné, le Gouvernement du Canada tiendra des consultations à ce sujet à la demande du Gouvernement de l'Australie.

ANNEX III
RELATING TO ANTI-DUMPING AND THE OPERATION OF ARTICLE VI
OF THE 1960 TRADE AGREEMENT

In view of Canada becoming a party to the Agreement on Implementation of Article VI of the General Agreement on Tariffs and Trade the two Governments agree that the provisions of Article VI of the Canada/Australia Trade Agreement of 12 February 1960 will no longer be implemented between them and accordingly agree as follows.

The Government of Canada, in the application of its anti-dumping legislation, will accord to goods which are the growth, produce or manufacture of Australia, treatment no less favourable than that accorded to goods which are the growth, produce or manufacture of countries party to the Agreement on Implementation of Article VI of the General Agreement on Tariffs and Trade.

The Government of Australia, in the application of its anti-dumping legislation, will accord to goods which are the growth, produce or manufacture of Canada, treatment no less favourable than that accorded to any other country with the exception of New Zealand.

Furthermore, the two Governments agree that:

- (1) the appropriate authority in each country will notify the Government of the other country of the initiation of an anti-dumping investigation in relation to goods which are the growth, produce or manufacture of the other country and the appropriate authority concerned will receive and take account of representations made to it;
- (2) the appropriate authority of each Government will inform the Government of the other country of changes in its anti-dumping legislation and significant changes in the administration of such legislation; and
- (3) the provisions of this Annex shall remain in force for an initial period of one year and thereafter shall be subject to the right of either Government to terminate upon 30 days notice but in any event shall not extend beyond the date of termination of the Canada/Australia Trade Agreement of 12 February 1960.

ANNEXE III

CONCERNANT LES DISPOSITIONS ANTIDUMPING ET L'APPLICATION DE L'ARTICLE VI DE L'ACCORD COMMERCIAL DE 1960

En vue de l'adhésion du Canada à l'Accord sur l'application de l'article VI de l'Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce, les deux Gouvernements conviennent que les dispositions de l'article VI de l'Accord commercial Canada-Australie du 12 février 1960 ne s'appliqueront plus entre eux et sont, en conséquence, convenus de ce qui suit.

Le Gouvernement du Canada, dans l'application de ses lois antidumping, accordera aux produits qui sont le produit du sol ou de l'industrie de l'Australie un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui dont font l'objet les produits qui sont le produit du sol ou de l'industrie des pays parties à l'Accord sur l'application de l'article VI de l'Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce.

Le Gouvernement de l'Australie dans l'application de ses lois antidumping, accordera aux produits qui sont le produit du sol ou de l'industrie du Canada un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est accordé à n'importe quel autre pays, à l'exception de la Nouvelle-Zélande.

Les deux Gouvernements sont convenus en outre de ce qui suit:

- (1) l'autorité compétente de chaque pays fera connaître au Gouvernement de l'autre pays l'ouverture d'une enquête antidumping concernant les produits qui sont le produit du sol ou de l'industrie de l'autre pays; l'autorité compétente concernée recevra les représentations qui lui sont faites et en tiendra compte;
- (2) l'autorité compétente de chaque Gouvernement informera le Gouvernement de l'autre pays de toute modification de ses lois antidumping et de tout changement important intervenu dans l'application de ces lois; et
- (3) les dispositions de la présente Annexe resteront en vigueur pour une période initiale d'un an; au delà de cette période, l'un ou l'autre des Gouvernements aura le droit d'y mettre fin après un préavis de trente jours; leur application, toutefois, ne dépassera pas la date d'expiration de l'Accord commercial Canada-Australie du 12 février 1960.

ANNEX IV

RELATING TO BUTTER UNDER SCHEDULE A TO THE 1960 TRADE AGREEMENT

Taking into account that butter is in Schedule A to the Canada/Australia Trade Agreement of 12 February 1960, the Government of Canada undertakes, subject to normal commercial considerations, that when Canada has an import requirement for butter it will turn to Australia as among preferred suppliers.

ANNEXE IV

CONCERNANT LE BEURRE INSCRIT À LA LISTE A DE L'ACCORD COMMERCIAL DE 1960

Tenant compte du fait que le beurre figure à la Liste A de l'Accord commercial Canada-Australie du 12 février 1960, le Gouvernement du Canada s'engage, sous réserve de considérations normales d'ordre commercial, à s'adresser à l'Australie comme à l'un de ses fournisseurs lorsque le Canada aura besoin d'importer du beurre.

II

*The Minister for Overseas Trade of Australia to the Acting Minister of
Industry, Trade and Commerce of Canada*

Canberra, 25th October, 1973

MY DEAR MINISTER,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of October 24, 1973 (together with the attached annexes), authentic in English and French, which reads in English as follows:

See Canadian Letter of October 24, 1973 (with Annexes)

I have the honour to inform you that the foregoing proposals are acceptable to the Government of Australia and I have the honour to confirm that your letter and the attached annexes together with this reply and attached annexes, shall constitute and evidence an Agreement in the matter between our two Governments which shall enter into force on today's date.

Yours sincerely,

J. F. CAIRNS

The Honourable Robert Andras,
Acting Minister of Industry, Trade and Commerce,
Department of Industry, Trade and Commerce,
Ottawa

II

*Le Ministre du Commerce d'outre-mer de l'Australie au Ministre suppléant
de l'Industrie et du Commerce du Canada*

Canberra, le 25 octobre 1973

MONSIEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 24 octobre 1973 (ainsi que des annexes qui s'y trouvaient jointes) faisant foi en anglais et en français, et dont le texte anglais se lit comme suit:

(Voir la Lettre canadienne du 24 octobre 1973 avec les annexes)

J'ai l'honneur de vous informer que les propositions précédentes agréent au Gouvernement de l'Australie et j'ai l'honneur de confirmer que votre lettre et les annexes qui y étaient jointes ainsi que la présente lettre et les annexes qui y sont jointes, constitueront et attesteront un accord à ce sujet entre nos deux gouvernements, accord qui entrera en vigueur à compter d'aujourd'hui.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

J. F. CAIRNS

L'honorable Robert Andras,
Ministre suppléant de l'Industrie et du Commerce,
Ministère de l'Industrie et du Commerce,
Ottawa.

Available by mail from Information Canada, Ottawa, K1A 0S9
and at the following Information Canada bookshops:

HALIFAX
1683 Barrington Street

MONTREAL
640 St. Catherine Street West

OTTAWA
171 Slater Street

TORONTO
221 Yonge Street

WINNIPEG
393 Portage Avenue

VANCOUVER
800 Granville Street

or through your bookseller

Price: Canada: 35 cents
Other Countries: 45 cents

Catalogue No. E3-1973/34

Price subject to change without notice

Information Canada

En vente chez Information Canada à Ottawa, K1A 0S9
et dans les librairies d'Information Canada:

HALIFAX
1683, rue Barrington

MONTRÉAL
640 ouest, rue Ste-Catherine

OTTAWA
171, rue Slater

TORONTO
221, rue Yonge

WINNIPEG
393, avenue Portage

VANCOUVER
800, rue Granville

ou chez votre libraire.

Prix: Canada: 35 cents
Autres Pays: 45 cents

N° de catalogue E3-1973/34

Prix sujet à changement sans avis préalable

Information Canada

A1
A10
T67

Government
Publications

CANADA

Report of International Affairs



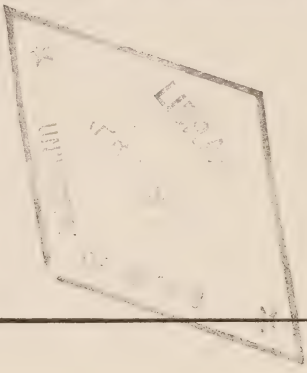
TREATY SERIES 1973 No. 35 RECUEIL DES TRAITÉS

COMMERCE

Agreement between CANADA and the POLISH PEOPLE'S REPUBLIC

Ottawa, December 12, 1973

In force December 12, 1973



COMMERCE

Accord entre le CANADA et la RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE

Ottawa, le 12 décembre 1973

En vigueur le 12 décembre 1973



CANADA

TREATY SERIES 1973 No. 35 RECUEIL DES TRAITÉS

COMMERCE

Agreement between CANADA and the POLISH PEOPLE'S REPUBLIC

Ottawa, December 12, 1973

In force December 12, 1973

COMMERCE

Accord entre le CANADA et la RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE

Ottawa, le 12 décembre 1973

En vigueur le 12 décembre 1973

LONG TERM GRAIN AGREEMENT BETWEEN CANADA AND POLAND

The Government of Canada and the Government of the Polish People's Republic, desirous of concluding a long term grain agreement, have agreed as follows:

ARTICLE I

The Polish People's Republic shall buy in Canada, through the Polish Foreign Trade Enterprise, Rolimpex, and Canada shall supply through the Canadian Wheat Board, a minimum of 750,000 and a maximum of 1.0 million metric tons of Canadian grain, five per cent more or less, quantity at Rolimpex option, for shipment from Canadian ports during the three year tenure of this Agreement in the following quantities:

In each year a minimum of 250,000 and a maximum of 350,000 metric tons, the precise quantity within this range being at Rolimpex option at time of concluding each specific contract, except that:

not less than 50,000 metric tons and not more than 90,000 metric tons shall be Canada Western Amber Durum Wheat;

the balance shall be Canadian Feed Barley and/or Canada Western Red Spring Wheat at Buyer's option, on the understanding that not more than 100,000 metric tons shall be Canada Western Red Spring Wheat.

ARTICLE II

In consideration of the above undertaking both parties have agreed that the following payment terms shall apply to sales and purchases made under the provisions of this Agreement. Payment is by credit and the following terms shall apply:

- (a) For shipment ex St. Lawrence River Ports, upon declaration of carrying vessel, the Buyer shall open an irrevocable, without recourse, Letter of Credit by BANK HANDLOWY w WARSZAWIE S.A., WARSZAWA, in favour of the Seller, to be advised through a chartered bank in Montreal, Canada, for an amount equivalent to 100% of the elevator loading charge for outward elevation, if any.
- (b) Bills of Exchange (drafts) covering 100% of the F.O.B. invoice value shall be prepared by the Seller and forwarded along with shipping documents for acceptance by C.H.Z. "ROLIMPEX", WARSZAWA, and guaranteed by the BANK HANDLOWY w WARSZAWIE S.A., WARSZAWA, as set out hereunder:

33.333% of the F.O.B. St. Lawrence Port value of each shipment shall be available against draft payable in Montreal, Canada, in Canadian dollars, 18 months from date of Bills of Lading.

ACCORD A LONG TERME SUR LES CÉRÉALES ENTRE LE CANADA ET LA POLOGNE

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République Populaire de Pologne, désireux de conclure un accord à long terme sur les céréales, sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE I

La République Populaire de Pologne achètera au Canada, par l'intermédiaire de l'Entreprise Polonaise du Commerce de la Commission canadienne du blé, un minimum de 750,000 et un maximum de un million de tonnes métriques de céréales canadiennes, à cinq pour cent près, la quantité étant laissée à la discrétion de l'Entreprise Rolimpex, qui seront expédiées à partir de ports canadiens au cours des trois années de la durée du présent Accord, dans les quantités suivantes:

Un minimum de 250,000 et un maximum de 350,000 tonnes métriques chaque année, la quantité précise à l'intérieur de ces limites étant laissée à la discrétion de l'Entreprise Rolimpex au moment de la passation de chaque contrat spécifique pourvu que:

pas moins de 50,000 tonnes métriques et pas plus de 90,000 tonnes métriques soient constituées de blé dur ambré de l'Ouest du Canada;

le reste sera constitué d'orge fourragère canadienne et (ou) de blé roux du printemps de l'Ouest du Canada, au gré de l'acheteur, à condition que l'envoi de blé roux du printemps de l'Ouest du Canada n'excède pas 100,000 tonnes métriques.

ARTICLE II

En considération de l'engagement susmentionné, les deux parties sont convenues d'appliquer les conditions de paiement ci-après aux ventes et aux achats effectués en vertu des dispositions du présent Accord. Le paiement sera effectué à crédit et il sera assorti des conditions suivantes:

- (a) En ce qui concerne l'expédition à partir des ports du fleuve Saint-Laurent, dès la déclaration du navire transporteur, l'acheteur ouvrira une lettre de crédit irrévocable sans recours à la BANK HANDLOWY w WARSZAWIE S.A. WARSZAWA, en faveur du vendeur, qui en sera informé par l'entremise d'une banque à charte de Montréal (CANADA) pour un montant équivalant à 100 pour cent des frais d'élévation du grain pour chargement, s'il y en a.
- (b) Des lettres de changes (traites) couvrant 100 pour cent de la valeur de facture f.à.b. seront préparées par le vendeur, envoyées avec les documents d'expédition pour approbation par la C.H.Z. "ROLIMPEX", WARSZAWA et garanties par la BANK HANDLOWY w WARSZAWIE S.A. WARSZAWA, de la façon établie ci-dessous:

33.333% of the F.O.B. St. Lawrence Port value of each shipment shall be available against draft payable in Montreal, Canada, in Canadian dollars, 27 months from date of Bills of Lading.

33.334% of the F.O.B. St. Lawrence Port value of each shipment shall be available against draft payable in Montreal, Canada, in Canadian dollars, 36 months from date of Bills of Lading.

- (c) The BANK HANDLOWY w WARSZAWIE S.A., WARSZAWA, shall issue and transmit to the Seller a Letter of Guarantee that the Bills of Exchange referred to in paragraph (b) above will be guaranteed by the BANK HANDLOWY w WARSZAWIE S.A., after acceptance by the Buyer.
- (d) After the loading of the grain the Bills of Exchange drawn by the Seller shall be sent by him to C.H.Z. "ROLIMPEX", WARSZAWA, Al. Jerozolimskie 44, for acceptance and obtaining of the guarantee of the BANK HANDLOWY w WARSZAWIE S.A., WARSZAWA. Completed Bills of Exchange are to be returned to the Seller within 15 (fifteen) days after receipt of the Bills of Exchange of "ROLIMPEX", WARSZAWA. The Buyer shall have the option to prepay the drafts referred to in paragraph (b) above, prior to maturity, with interest calculated to the date of actual payment at the rate applicable at the time the option is exercised.
- (e) Interest shall be payable successively at the end of each three-month period from the Bill of Lading date and shall be calculated on each cargo at the rate per annum payable by the Seller at the time each cargo is shipped. The payment of interest when due will be guaranteed by a Letter of Guarantee issued on the instructions of "ROLIMPEX" by the BANK HANDLOWY w WARSZAWIE S.A., WARSZAWA. The said Letter of Guarantee is to be sent to the Seller simultaneously with the return of the completed Bills of Exchange referred to in paragraphs (b), (c) and (d) above.
- (f) Bank charges for opening any Letter of Credit shall be for account of the Buyer: all other bank charges for negotiating documents, etc., in Canada shall be for account of the Seller.
- (g) These credit terms shall apply to the contract dated August 13, 1973 between Rolimpex and the Canadian Wheat Board. All quantities shipped after August 1, 1973 shall form part of the overall quantity to be shipped during the first year of this Agreement.

ARTICLE III

Under this Agreement, Rolimpex and the Canadian Wheat Board shall conclude specific contracts in respect of each transaction. The grades of grain, delivery terms, prices and other commercial conditions will be negotiated and agreed upon by Rolimpex and the Canadian Wheat Board.

ARTICLE IV

Quantities of Canadian grain which may be purchased and supplied in excess of the maximum amounts provided for in Article I will be subject to separate negotiations between the two parties on the basis of Buyer's requirements, Seller's supply position, and buying and selling terms, including the possibility of credit, which will be examined in the light of circumstances prevailing at the time.

33.333 pour cent de la valeur f.à.b. port du Saint-Laurent de chaque expédition seront disponibles contre traite payable à Montréal (CANADA), en dollars canadiens, 18 mois après la date des connaissements.

33.333 pour cent de la valeur f.à.b. port du Saint-Laurent de chaque expédition seront disponibles contre traite payable à Montréal (CANADA), en dollars canadiens, 27 mois après la date des connaissements.

33.334 pour cent de la valeur f.à.b. port du Saint-Laurent de chaque expédition seront disponibles contre traite payable à Montréal (CANADA), en dollars canadiens, 36 mois après la date des connaissements.

- (c) La *BANK HANDLOWY w WARSZAWIE S.A., WARSZAWA* émettra et remettra au vendeur une lettre de garantie selon laquelle les lettres de change mentionnées au paragraphe (b) ci-dessus seront garanties par la *BANK HANDLOWY w WARSZAWIE S.A.*, après qu'elles auront été acceptées par l'acheteur.
- (d) Après le chargement des céréales, les lettres de change tirées par le vendeur seront envoyées par celui-ci à *C.H.Z. «ROLIMPEX», WARSZAWA, Al. Jerozolimskie 44* aux fins d'acceptation et d'obtention de la garantie de la *BANK HANDLOWY w WARSZAWIE S.A., WARSZAWA*. Les lettres de change dûment remplies seront retournées au vendeur dans les quinze (15) jours suivant la réception desdites lettres de change par «ROLIMPEX», WARSZAWA. L'acheteur aura la possibilité de payer à l'avance les traites mentionnées au paragraphe (b) ci-dessus, avant leur échéance, l'intérêt étant compté jusqu'à la date effective du paiement au taux applicable au moment où l'acheteur exerce son option.
- (e) L'intérêt sera payé successivement à la fin de chaque trimestre à compter de la date du connaissement et il sera calculé sur chaque chargement au taux annuel payable par le vendeur au moment de chaque expédition de chargement. Le paiement de l'intérêt à l'échéance sera garanti par une lettre de garantie délivrée par la *BANK HANDLOWY w WARSZAWIE S.A., WARSZAWA* conformément aux directives de «ROLIMPEX». Ladite lettre de garantie sera envoyée au vendeur en même temps que seront retournées les lettres de change dûment remplies mentionnées aux paragraphes (b), (c) et (d) ci-dessus.
- (f) Les frais bancaires relatifs à l'ouverture de toute lettre de crédit seront portés au compte de l'acheteur et tous les autres frais bancaires relatifs à la négociation de documents, etc., au Canada seront portés au compte du vendeur.
- (g) Ces conditions de crédit s'appliqueront au contrat en date du 13 août 1973 entre Rolimpex et la Commission canadienne du blé. Toute quantité expédiée après le 1^{er} août 1973 fera partie intégrante de la quantité globale devant être expédiée au cours de la première année du présent Accord.

ARTICLE III

Dans le cadre du présent Accord, Rolimpex et la Commission canadienne du blé passeront des contrats particuliers pour chaque transaction. Les classes de céréales, les conditions de livraison, les prix et autres conditions

Article V

The Polish People's Republic shall not divert to another country any grain purchased under these arrangements without obtaining prior approval from Canada.

Article VI

This Agreement shall come into force on the date of signature, and shall remain in effect for a period of three years from that date.

commerciales feront l'objet de négociations et seront arrêtés d'un commun accord par Rolimpex et la Commission canadienne du blé.

ARTICLE IV

Les quantités de céréales canadiennes qui pourront être achetées et fournies en excédent des quantités maximums prévues à l'Article premier devront faire l'objet de négociations distinctes entre les deux parties, fondées sur les demandes de l'acheteur, les possibilités du fournisseur, et les conditions d'achat et de vente, y compris une ouverture éventuelle de crédit, qui seront examinées à la lumière des circonstances qui existeront à ce moment-là.

ARTICLE V

La République Populaire de Pologne ne pourra envoyer à un autre pays les céréales achetées suivant ces arrangements, sans le consentement préalable du Canada.

ARTICLE VI

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature et restera en vigueur pendant trois ans à compter de cette date.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorized for this purpose by their respective governments, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

DONE in two copies at Ottawa this 12th day of December 1973, in the English and French languages, each version being equally authentic.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

FAIT en deux exemplaires à Ottawa ce 12^{ième} jour de décembre 1973, en langues anglaise et française, chaque version faisant également foi.

Pour le Gouvernement du Canada

OTTO LANG

For the Government of Canada

Pour le Gouvernement de la République Populaire de Pologne

DR. WLODZIMIERZ WISNIENSKI

For the Government of the Polish People's Republic

Available by mail from Information Canada, Ottawa, K1A 0S9
and at the following Information Canada bookshops:

HALIFAX
1683 Barrington Street

MONTREAL
640 St. Catherine Street West

OTTAWA
171 Slater Street

TORONTO
221 Yonge Street

WINNIPEG
393 Portage Avenue

VANCOUVER
800 Granville Street

or through your bookseller

Price: Canada: 35 cents
Other Countries: 45 cents

Catalogue No. E3-1973/35

Price subject to change without notice

Information Canada

© QUEEN'S PRINTER FOR CANADA

OTTAWA, 1975

En vente chez Information Canada à Ottawa, K1A 0S9
et dans les librairies d'Information Canada:

HALIFAX
1683, rue Barrington

MONTREAL
640 ouest, rue Ste-Catherine

OTTAWA
171, rue Slater

TORONTO
221, rue Yonge

WINNIPEG
393, avenue Portage

VANCOUVER
800, rue Granville

ou chez votre libraire.

Prix: Canada: 35 cents
Autres Pays: 45 cents

N° de catalogue E3-1973/35

Prix sujet à changement sans avis préalable

Information Canada

© IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE CANADA
OTTAWA, 1975

PA1
FA10
T67

Government
Publications

CANADA

Dept. of External Affairs



TREATY SERIES 1973 No. 36 RECUEIL DES TRAITÉS

TRADE (GATT)

Protocol relating to Milk Fat

Done at Geneva, April 2, 1973

Entered into force May 14, 1973

Signed by Canada, December 7, 1973

Entered into force for Canada December 7, 1973

COMMERCE (GATT)

Protocole concernant les matières grasses laitières

Fait à Genève, le 2 avril 1973

Entré en vigueur le 14 mai 1973

Signé par le Canada, le 7 décembre 1973

Entré en vigueur pour le Canada le 7 décembre 1973



CANADA

TREATY SERIES 1973 No. 36 RECUEIL DES TRAITÉS

TRADE (GATT)

Protocol relating to Milk Fat

Done at Geneva, April 2, 1973

Entered into force May 14, 1973

Signed by Canada, December 7, 1973

Entered into force for Canada December 7, 1973

COMMERCE (GATT)

Protocole concernant les matières grasses laitières

Fait à Genève, le 2 avril 1973

Entré en vigueur le 14 mai 1973

Signé par le Canada, le 7 décembre 1973

Entré en vigueur pour le Canada le 7 décembre 1973

PROTOCOL RELATING TO MILK FAT

The participants to the present Protocol,

HAVING CONSIDERED that paragraph 1 of Article I of the Arrangement Concerning Certain Dairy Products, done at Geneva on 12 January 1970,⁽¹⁾ provides that the said Arrangement applies to skimmed milk powder and to such other products as may be added at a later date,

HAVE, through their representatives, agreed as follows:

ARTICLE I

Product Coverage

This Protocol applies to:

- anhydrous milk fat, anhydrous butteroil or anhydrous butterfat, having a fat content of not less than 99.8 per cent by weight;
- ghee, having a milk fat content of not less than 99.6 per cent by weight;
- butteroil and butterfat, having a fat content of not less than 99.3 per cent by weight.

ARTICLE II

Pilot Product

For the purpose of this Protocol a minimum export price shall be established for the pilot product of the following description.

Designation:	butteroil or butterfat.
Fat content:	99.3 per cent by weight.
Packaging:	in packages normally used in the trade of a net content by weight of not less than 25 kgs. or 50 lb., as appropriate.
Terms of sale:	f.o.b. from the exporting country or, for a land-locked country, f.o.b. from one maritime port of its choice to be designated at the time it signifies its acceptance; or free at frontier exporting country. Prompt payment against documents.

⁽¹⁾ Treaty Series 1970 No. 35

PROTOCOLE CONCERNANT LES MATIÈRES GRASSES LAITIÈRES

Les participants au présent Protocole,

AYANT CONSIDÉRÉ que le paragraphe 1 de l'article premier de l'Arrangement concernant certains produits laitiers, fait à Genève le 12 janvier 1970,⁽¹⁾ prévoit que ledit arrangement s'applique au lait écrémé en poudre et à tous autres produits qui pourront être inclus ultérieurement dans son champ d'application,

SONT, par l'intermédiaire de leurs représentants, convenus de ce qui suit:

ARTICLE I

Produits visés

Le présent Protocole s'applique:

- aux matières grasses laitières anhydres, à l'huile de beurre anhydre ou aux matières grasses butyriques anhydres d'une teneur en poids de matières grasses égale ou supérieure à 99,8 pour cent;
- au ghee d'une teneur en poids de matières grasses laitières égale ou supérieure à 99,6 pour cent;
- à l'huile de beurre ou aux matières grasses butyriques d'une teneur en poids de matières grasses égale ou supérieure à 99,3 pour cent.

ARTICLE II

Produit pilote

Aux fins du présent Protocole, un prix minimum à l'exportation est établi pour le produit pilote répondant à la définition suivante:

Désignation: Huile de beurre ou matières grasses butyriques.

Teneur en matière grasses: 99,3 pour cent en poids.

Conditionnement: en emballages normalement utilisés dans le commerce d'un contenu minimum de 25 kg poids net, ou 50 lb poids net, selon le cas.

Conditions de vente: f.o.b. pays exportateur ou, pour un pays sans frontière maritime, f.o.b. du port maritime de son choix à désigner lors de l'acceptation; ou franco frontière du pays exportateur. Paiement comptant contre documents.

⁽¹⁾ Recueil des Traités 1970 N° 35

ARTICLE III

*Minimum Price**Level and observance of minimum price*

1. Participants undertake to take the steps necessary to ensure that the export price of the product defined in Article II shall not be less than the minimum price applicable under the present Protocol. The participants shall take the steps necessary to avoid the circumvention of the price provisions of this Protocol if the product is exported in the form of goods in which it has been incorporated, or if because of its quality or fat content it differs from the pilot product defined in Article II.

2. The minimum price provided for in paragraph 1 of the present Article applicable at the date of entry into force of this Protocol is fixed at US\$68 per 100 kgs.

3. The level of the minimum price specified in the present article can be modified by the Management Committee established in terms of Article VII. However, any such modification may be decided upon only at the time when the question of extension of the duration of this Protocol is being considered in terms of paragraph 2 of Article VIII, or, at other times, only when an emergency situation is deemed to exist.

Adjustment of minimum price

4. If the product actually exported differs from the pilot product type with regard to packaging or terms of sale as specified in Article II, the minimum price shall be adjusted so as to protect the minimum price established in this Protocol for the product specified in Article II according to the following provisions:

- | | |
|----------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Packaging: | if the product is offered otherwise than in packages normally used in the trade of a net content by weight of not less than 25 kgs., or 50 lb., as appropriate, the application of the minimum price shall be adjusted so as to reflect the difference in the cost of packaging from the type of package specified above. |
| Terms of sale: | if sold on terms other than f.o.b. from the exporting country or, for a land-locked country, f.o.b. from the maritime port of its choice or free at frontier exporting country, the minimum price shall be calculated on the basis of the minimum f.o.b. price specified in paragraph 2 above plus the real and justified costs of the services provided; if the terms of the sale include credit, this shall be charged for at the prevailing commercial rate. |

Special conditions of sales

5. Participants undertake within the limit of their institutional possibilities to ensure that practices such as sales in association with sales of other products, special rebates or discounts, do not have the effect of directly or indirectly bringing the export price of the products subject to the minimum price provisions below the agreed minimum price.

ARTICLE III

*Prix minimum**Niveau et respect du prix minimum*

1. Les participants s'engagent à prendre les dispositions nécessaires pour que le prix à l'exportation du produit défini à l'article II ne soit pas inférieur au prix minimum valable en vertu du présent Protocole. Les mesures nécessaires sont prises par les participants pour éviter que les dispositions du présent Protocole en matière de prix soient tournées, si le produit est exporté sous forme de marchandises dans lesquelles il est incorporé ou si, par sa qualité ou sa teneur en matières grasses, il diffère du produit pilote défini à l'article II.

2. Le prix minimum prévu au paragraphe 1 du présent article, valable à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole, est fixé à 68 dollars des États-Unis les 100 kg.

3. Le niveau du prix minimum stipulé au présent article peut être modifié par le Comité exécutif institué en vertu de l'article VII. Il ne peut être décidé d'une modification de ce genre qu'au moment où la question de la prorogation de la durée de validité du présent Protocole est examinée conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article VIII. Cependant, en cas de situation réputée exceptionnelle, une modification de ce genre pourra être décidée à tout moment.

Ajustement du prix minimum

4. Si le conditionnement ou les conditions de vente du produit effectivement exporté diffèrent de ce qui est spécifié à l'article II en ce qui concerne le produit pilote, le prix minimum est ajusté conformément aux dispositions ci-après de façon à protéger le prix minimum établi par le présent Protocole pour le produit spécifié à l'article II:

Conditionnement: si le produit est offert autrement qu'en emballages normalement utilisés dans le commerce d'un contenu minimum de 25 kg poids net, ou 50 lb poids net, selon le cas, le prix minimum est corrigé de la différence de coût entre le conditionnement utilisé et celui qui est spécifié ci-dessus.

Conditions de vente: pour les ventes autres que f.o.b. pays exportateur ou, pour un pays sans frontière maritime, f.o.b. du port maritime de son choix, ou franco frontière du pays exportateur, le prix minimum est calculé sur la base du prix f.o.b. minimum spécifié au paragraphe 2 ci-dessus, augmenté du coût réel et justifié des services rendus; si les conditions de vente sont assorties d'un crédit, le coût de celui-ci est calculé au taux d'intérêt commercial en vigueur.

Conditions spéciales de vente

5. Les participants s'engagent, dans la limite des possibilités qu'offrent leurs institutions, à veiller à ce que des pratiques telles que la vente conjuguée avec celle d'autres produits, les rabais ou les escomptes spéciaux, n'aient pas pour effet direct ou indirect de ramener le prix à l'exportation des produits auxquels s'appliquent les dispositions relatives au prix minimum au-dessous du prix minimum convenu.

Field of application

6. For each participant this Protocol is applicable to exports of the products specified in Article I manufactured or repacked inside its own customs territory, whether the destination is temporary or final.

Transactions other than normal commercial transactions

7. The provisions of paragraphs 1 to 6 of this Article shall not be regarded as applying to donated exports to developing countries or to exports destined for relief purposes or welfare purposes in developing countries. Such exports, and other transactions which are not normal commercial transactions, shall be effected in accordance with the FAO Principles of Surplus Disposal and shall be subject to the procedures for notification, consultation and establishment of usual marketing requirements agreed upon in FAO.

ARTICLE IV

Provision of Information

All participants agree to provide regularly and promptly to the Management Committee established in terms of Article VII of this Protocol details of exports and imports of the products covered by this Protocol, and any other information the Committee requires in order to assess the functioning of this Protocol and the situation in and the evolution of the international market.

ARTICLE V

Co-operation of Importing Countries

Participants which import the products covered by this Protocol undertake in particular:

- (a) to co-operate in implementing the minimum price objective of this Protocol and to ensure as far as possible that the products covered by this Protocol are not imported at less than the appropriate customs valuation equivalent to the prescribed minimum price; and
- (b) to supply information concerning imports of the products covered by this Protocol from non-participants; and
- (c) to consider sympathetically proposals for appropriate remedial action if imports at prices inconsistent with the minimum price threaten the functioning of this Protocol.

ARTICLE VI

Food Aid

The participants agree:

1. In co-operation with FAO and other interested organizations, to foster recognition of the value of dairy products in improving nutritional levels and of ways and means through which they may be made available for the benefit of developing countries.

Champ d'application

6. Pour chaque participant, le présent Protocole est applicable aux exportations des produits spécifiés à l'article premier qui sont manufacturés ou reconditionnés sur son territoire douanier, que leur destination soit temporaire ou finale.

Transactions autres que les transactions commerciales normales

7. Les dispositions des paragraphes 1 à 6 du présent article ne sont pas censées s'appliquer aux exportations à titre de don à des pays en voie de développement, non plus qu'aux exportations à titre de secours ou à destination sociale vers des pays en voie de développement. Ces exportations, ainsi que les autres transactions qui ne constituent pas des transactions commerciales normales, sont effectuées conformément aux principes de la FAO concernant l'écoulement des excédents et sont soumises aux méthodes de notification, de consultation et de détermination du chiffre des importations commerciales habituelles adoptées par la FAO.

ARTICLE IV

Communication d'informations

Tous les participants conviennent de communiquer régulièrement et sans délai au Comité exécutif institué en vertu de l'article VII du présent Protocole des informations concernant les exportations et les importations de produits visés par le présent Protocole et tout autre renseignement dont le Comité aura besoin en vue d'apprécier le fonctionnement du présent Protocole ainsi que la situation et l'évolution du marché international.

ARTICLE V

Coopération des pays importateurs

Les participants qui importent des produits visés par le présent Protocole s'engagent en particulier:

- a) à coopérer à la réalisation de l'objectif du présent Protocole en matière de prix minimum et à veiller, dans la mesure du possible, à ce que les produits visés par le présent Protocole ne soient pas importés à un prix inférieur à la valeur en douane appropriée équivalent au prix minimum prescrit;
- b) à fournir des informations concernant les importations de produits visés par le présent Protocole en provenance de pays non participants;
- c) à examiner avec bienveillance les propositions visant à appliquer des mesures correctives appropriées si des importations réalisées à des prix incompatibles avec le prix minimum menacent de compromettre le fonctionnement du présent Protocole.

ARTICLE VI

Aide alimentaire

Les participants sont convenus:

1. D'agir, en collaboration avec la FAO et les autres organisations intéressées, en vue de faire reconnaître la valeur des produits laitiers pour l'amélio-

2. Where possible and appropriate, to incorporate the donation or sale on concessional terms of dairy products or related equipment in their respective aid programmes. Participants should notify the Committee in advance each year of the scale of their proposed contributions of such food aid. It would be understood that contributions could be made bilaterally or through joint projects or through the World Food Program.

3. Recognizing the desirability of harmonizing their efforts in this field, as well as the need to avoid harmful interference with normal patterns of production and international trade, to exchange views in the Management Committee established in terms of Article VII on their arrangements for the supply of dairy products as food aid or on concessional terms.

ARTICLE VII

Administration of this Protocol

Management Committee

1. A Management Committee shall be established within the framework of the General Agreement on Tariffs and Trade. The Committee shall comprise representatives of all participants to this Protocol and shall carry out all the functions which are necessary to implement the provisions of this Protocol. The Committee shall be serviced by the GATT secretariat.

Review of Market

2. The Committee shall keep under constant review the situation in and the evolution of the international market for the products covered by this Protocol and the conditions under which the provisions of this Protocol are applied by participants, taking into account the evolution of prices in international trade in each of the other dairy products having implications for the trade in products covered by this Protocol.

Regular and special meetings

3. The Committee shall normally meet at least once each quarter. However, the Chairman may call a special meeting of the Committee on his own initiative. Any participant which considers that its commercial interests are being seriously threatened and which is unable to reach a mutually satisfactory solution with the other participant or participants concerned, may request the Chairman to convene a special meeting of the Committee on an urgent basis so as to determine as rapidly as possible, and within four working days if requested, any measures which may be required to meet the situation.

Emergency action

4. Any participant, which considers that its interests are seriously endangered by a country not bound by this Protocol, can request the Chairman to convene an emergency meeting of the Committee within two working days to determine and decide whether measures would be required to meet the situation. If such a meeting cannot be arranged within the two working days and the commercial interests of the participant concerned are likely to be materially prejudiced, that participant may take unilateral action to safeguard the position, on the condition that any other participants likely to be affected are immediately notified. The Chairman of the Committee shall also be formally advised immediately of the full circumstances of the case and shall be requested to call a special meeting of the Committee at the earliest possible moment.

ration des niveaux de nutrition, ainsi que les moyens par lesquels ces produits peuvent être mis à la disposition des pays en voie de développement.

2. D'intégrer, si possible, les dons ou les ventes à des conditions de faveur de produits laitiers ou de matériel connexe dans leurs programmes d'assistance respectifs. Il conviendrait que les participants fassent connaître au Comité chaque année et à l'avance l'importance de l'aide alimentaire qu'ils envisagent de fournir sous cette forme. Il serait entendu que les contributions pourraient être accordées sur un plan bilatéral ou s'inscrire dans le cadre de projets plurilatéraux ou être fournies par l'intermédiaire du Programme alimentaire mondial.

3. Reconnaissant qu'il est souhaitable d'harmoniser leurs efforts dans ce domaine et nécessaire d'éviter toute atteinte dommageable aux structures normales de la production et du commerce international, de procéder à des échanges de vues, au sein du Comité exécutif créé en vertu de l'article VII, au sujet de leurs arrangements concernant la fourniture de produits laitiers à titre d'aide alimentaire ou à des conditions de faveur.

ARTICLE VII

Administration du présent protocole

Comité exécutif

1. Il est institué un Comité exécutif dans le cadre de l'Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce. Ce Comité, qui est composé de représentants de tous les participants au présent Protocole, accomplit toutes les fonctions nécessaires à l'exécution des dispositions dudit Protocole. Il bénéficie des services du secrétariat du GATT.

Examen de la situation du marché

2. Le Comité se tient informé en permanence de la situation et de l'évolution du marché international des produits visés par le présent Protocole, ainsi que des conditions dans lesquelles les dispositions du Protocole sont appliquées par les participants, tout en tenant compte de l'évolution des prix du commerce international de chacun des autres produits du secteur laitier, dont le commerce a des incidences sur celui des produits visés par le présent Protocole.

Réunions ordinaires et extraordinaires

3. Le Comité se réunit normalement au moins une fois par trimestre. Toutefois, le Président peut, de son propre chef, convoquer le Comité en réunion extraordinaire. Tout participant qui estime que ses intérêts commerciaux sont sérieusement menacés et qui ne peut arriver à une solution mutuellement satisfaisante avec le ou les autres participants concernés, peut demander au Président de convoquer d'urgence une réunion extraordinaire du Comité de manière à arrêter aussi rapidement que possible et, sur demande, dans un délai de quatre jours ouvrables, les mesures qui pourraient être nécessaires pour faire face à la situation.

Mesures d'exception

4. Tout participant qui estime que ses intérêts sont sérieusement menacés par un pays non lié par le présent Protocole peut demander au Président de convoquer dans un délai de deux jours ouvrables une réunion exceptionnelle du Comité aux fins de déterminer et de décider si des mesures seraient nécessaires pour faire face à la situation. Si une telle réunion ne peut être

ARTICLE VIII

*Other Provisions*1. *Entry into force*

- (a) This Protocol shall enter into force, for those participants having accepted it, on 14 May 1973. For participants accepting this Protocol after that date, it shall be effective from the date of their acceptance.
- (b) The validity of contracts entered into before the date of entry into force of this Protocol is not affected by this Protocol.

2. *Duration*

This Protocol shall remain in force for one year. The duration of this Protocol shall be extended for further periods of one year at a time, unless the Management Committee, at least eighty days prior to each date of expiry, decides otherwise.

3. *Amendment*

The provisions of this Protocol may be amended by the Management Committee established in terms of Article VII.

4. *Acceptance*

- (a) This Protocol is open for acceptance, by signature or otherwise, to governments (including the competent authorities of the European Communities) members of the United States or of one of its specialized agencies.
- (b) This Protocol shall be deposited with the Director-General to the CONTRACTING PARTIES, who shall promptly furnish a certified copy thereof and a notification of each acceptance thereof to each participant to the Protocol.

5. *Withdrawal*

Any government (including the competent authorities of the European Communities) may withdraw from this Protocol upon the expiration of sixty days from the day on which written notice of such withdrawal is received by the Director-General to the CONTRACTING PARTIES.

DONE at Geneva this second day of April one thousand nine hundred and seventy-three, in a single copy, in the English and French languages, both texts being authentic.

organisée dans le délai de deux jours ouvrables et si les intérêts commerciaux du participant concerné sont susceptibles de subir un préjudice important, ce participant peut prendre unilatéralement des mesures en vue de sauvegarder sa position, sous réserve que tout autre participant susceptible d'être affecté en soit immédiatement informé. Le Président du Comité est aussi informé officiellement et sans délai de toutes les circonstances de l'affaire et est invité à convoquer le plus tôt possible le Comité en réunion extraordinaire.

ARTICLE VIII

Autres dispositions

1. *Entrée en vigueur*

- a) Le présent Protocole entrera en vigueur, pour les participants qui l'auront accepté, le 14 mai 1973. Pour les participants qui l'accepteront après cette date, le présent Protocole entrera en vigueur à compter de la date de leur acceptation.
- b) Le présent Protocole n'affecte en rien la validité des contrats passés avant son entrée en vigueur.

2. *Durée de validité*

La durée de validité du présent Protocole est d'une année. Elle sera tacitement prorogée pour un an d'année en année, sauf décision contraire du Comité exécutif prise quatre-vingts jours au moins avant la date d'expiration de la période annuelle en cours.

3. *Amendements*

Les dispositions du présent Protocole peuvent être modifiées par le Comité exécutif institué en vertu de l'article VII.

4. *Acceptation*

- a) Le présent Protocole est ouvert à l'acceptation, par voie de signature ou autrement, des gouvernements (y compris les autorités compétentes des Communautés européennes) membres des Nations Unies ou d'une de leurs institutions spécialisées.
- b) Le présent Protocole sera déposé auprès du Directeur général des PARTIES CONTRACTANTES qui remettra sans retard à chaque participant une copie certifiée conforme du présent Protocole et une notification de chaque acceptation.

5. *Dénonciation*

Tout gouvernement (y compris les autorités compétentes des Communautés européennes) peut dénoncer le présent Protocole avec effet à l'expiration d'un délai de soixante jours à compter de la date à laquelle le Directeur général des PARTIES CONTRACTANTES aura reçu notification écrite de la dénonciation.

FAIT à Genève, le 2 avril mil neuf cent soixante-treize, en un seul exemplaire, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

Available by mail from Information Canada, Ottawa, K1A 0S9
and at the following Information Canada bookshops:

HALIFAX
1683 Barrington Street

MONTREAL
640 St. Catherine Street West

OTTAWA
171 Slater Street

TORONTO
221 Yonge Street

WINNIPEG
393 Portage Avenue

VANCOUVER
800 Granville Street

or through your bookseller

Price: Canada: 35 cents
Other Countries: 45 cents

Catalogue No. E3-1973/36

Price subject to change without notice

Information Canada

En vente chez Information Canada à Ottawa, K1A 0S9
et dans les librairies d'Information Canada:

HALIFAX
1683, rue Barrington

MONTREAL
640 ouest, rue Ste-Catherine

OTTAWA
171, rue Slater

TORONTO
221, rue Yonge

WINNIPEG
393, avenue Portage

VANCOUVER
800, rue Granville

ou chez votre libraire.

Prix: Canada: 35 cents
Autres Pays: 45 cents

Nº de catalogue E3-1973/36

Prix sujet à changement sans avis préalable

Information Canada

CAI
EA10
- T67

ANADA



TREATY SERIES 1973 No. 37 RECUEIL DES TRAITÉS

LABOUR

Convention concerning Equal Remuneration for Men and Women Workers for Work of Equal Value (No. 100)

Done at Geneva, June 29, 1951

Canada's instrument of ratification deposited
November 16, 1972

Entered into force for Canada November 16, 1973

TRAVAIL

Convention concernant l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale (N° 100)

Faite à Genève, le 29 juin 1951

Instrument de ratification du Canada déposé
le 16 novembre 1972

En vigueur pour le Canada le 16 novembre 1973



CANADA

TREATY SERIES 1973 No. 37 RECUEIL DES TRAITÉS

LABOUR

Convention concerning Equal Remuneration for Men and Women Workers for Work of Equal Value (No. 100)

Done at Geneva, June 29, 1951

Canada's instrument of ratification deposited
November 16, 1972

Entered into force for Canada November 16, 1973

TRAVAIL

Convention concernant l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale (N° 100)

Faite à Genève, le 29 juin 1951

Instrument de ratification du Canada déposé
le 16 novembre 1972

En vigueur pour le Canada le 16 novembre 1973

**CONVENTION CONCERNING EQUAL REMUNERATION FOR MEN AND WOMEN
WORKERS FOR WORK OF EQUAL VALUE (No. 100).**

The General Conference of the International Labour Organisation,

Having been convened at Geneva by the Governing Body of the International Labour Office, and having met in its Thirty-fourth Session on 6 June 1951, and

Having decided upon the adoption of certain proposals with regard to the principle of equal remuneration for men and women workers for work of equal value, which is the seventh item on the agenda of the session, and

Having determined that these proposals shall take the form of an international Convention,

adopts this twenty-ninth day of June of the year one thousand nine hundred and fifty-one the following Convention, which may be cited as the Equal Remuneration Convention, 1951:

ARTICLE 1

For the purpose of this Convention—

- (a) the term “remuneration” includes the ordinary, basic or minimum wage or salary and any additional emoluments whatsoever payable directly or indirectly, whether in cash or in kind, by the employer to the worker and arising out of the worker’s employment;
- (b) the term “equal remuneration for men and women workers for work of equal value” refers to rates of remuneration established without discrimination based on sex.

ARTICLE 2

1. Each Member shall, by means appropriate to the methods in operation for determining rates of remuneration, promote and, in so far as is consistent with such methods, ensure the application to all workers of the principle of equal remuneration for men and women workers for work of equal value.

2. This principle may be applied by means of—

- (a) national laws or regulations;
- (b) legally established or recognised machinery for wage determination;
- (c) collective agreements between employers and workers; or
- (d) a combination of these various means.

CONVENTION CONCERNANT L'ÉGALITÉ DE RÉMUNÉRATION ENTRE LA MAIN-D'ŒUVRE MASCULINE ET LA MAIN-D'ŒUVRE FÉMININE POUR UN TRAVAIL DE VALEUR ÉGALE (N° 150)

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 6 juin 1951, en sa trente-quatrième session,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives au principe de l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale, question qui constitue le septième point à l'ordre du jour de la session,

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale,

adopte, ce vingt-neuvième jour de juin mil neuf cent cinquante et un, la Convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur l'Égalité de Rémunération, 1951.

ARTICLE 1

Aux fins de la présente convention:

- a) le terme «rémunération» comprend le salaire ou traitement ordinaire, de base ou minimum, et tous autres avantages, payés directement ou indirectement, en espèces ou en nature, par l'employeur au travailleur en raison de l'emploi de ce dernier;
- b) l'expression «égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale» se réfère aux taux de rémunération fixés sans discrimination fondée sur le sexe.

ARTICLE 2

1. Chaque Membre devra, par des moyens adaptés aux méthodes en vigueur pour la fixation des taux de rémunération, encourager et, dans la mesure où ceci est compatible avec lesdites méthodes, assurer l'application à tous les travailleurs du principe de l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale.

2. Ce principe pourra être appliqué au moyen:

- a) soit de la législation nationale;
- b) soit de tout système de fixation de la rémunération établi ou reconnu par la législation;
- c) soit de conventions collectives passées entre employeurs et travailleurs;
- d) soit d'une combinaison de ces divers moyens.

ARTICLE 3

1. Where such action will assist in giving effect to the provisions of this Convention measures shall be taken to promote objective appraisal of jobs on the basis of the work to be performed.

2. The methods to be followed in this appraisal may be decided upon by the authorities responsible for the determination of rates of remuneration, or, where such rates are determined by collective agreements, by the parties thereto.

3. Differential rates between workers which correspond, without regard to sex, to differences, as determined by such objective appraisal, in the work to be performed shall not be considered as being contrary to the principle of equal remuneration for men and women workers for work of equal

ARTICLE 4

Each Member shall co-operate as appropriate with the employers' and workers' organisations concerned for the purpose of giving effect to the provisions of this Convention.

ARTICLE 5

The formal ratifications of this Convention shall be communicated to the Director-General of the International Labour Office for registration.

ARTICLE 6

1. This Convention shall be binding only upon those Members of the International Labour Organisation whose ratifications have been registered with the Director-General.

2. It shall come into force twelve months after the date on which the ratifications of two Members have been registered with the Director-General.

3. Thereafter, this Convention shall come into force for any Member twelve months after the date on which its ratification has been registered.

ARTICLE 7

1. Declarations communicated to the Director-General of the International Labour Office in accordance with paragraph 2 of Article 35 of the Constitution of the International Labour Organisation shall indicate—

- (a) the territories in respect of which the Member concerned undertakes that the provisions of the Convention shall be applied without modification;
- (b) the territories in respect of which it undertakes that the provisions of the Convention shall be applied subject to modifications, together with details of the said modifications;
- (c) the territories in respect of which the Convention is inapplicable and in such cases the grounds on which it is inapplicable;
- (d) the territories in respect of which it reserves its decisions pending further consideration of the position.

ARTICLE 3

1. Lorsque de telles mesures seront de nature à faciliter l'application de la présente convention, des mesures seront prises pour encourager l'évaluation objective des emplois sur la base des travaux qu'ils comportent.

2. Les méthodes à suivre pour cette évaluation pourront faire l'objet de décisions, soit de la part des autorités compétentes en ce qui concerne la fixation des taux de rémunération, soit, si les taux de rémunération sont fixés en vertu de conventions collectives, de la part des parties à ces conventions.

3. Les différences entre les taux de rémunération qui correspondent, sans considération de sexe, à des différences résultant d'une telle évaluation objective dans les travaux à effectuer ne devront pas être considérées comme contraires au principe de l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale.

ARTICLE 4

Chaque Membre collaborera, de la manière qui conviendra, avec les organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, en vue de donner effet aux dispositions de la présente convention.

ARTICLE 5

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

ARTICLE 6

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

ARTICLE 7

1. Les déclarations qui seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail, conformément au paragraphe 2 de l'article 35 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, devront faire connaître:

- a) les territoires pour lesquels le Membre intéressé s'engage à ce que les dispositions de la convention soient appliquées sans modification;
- b) les territoires pour lesquels il s'engage à ce que les dispositions de la convention soient appliquées avec des modifications, et en quoi consistent lesdites modifications;
- c) les territoires auxquels la convention est inapplicable et, dans ces cas, les raisons pour lesquelles elle est inapplicable;
- d) les territoires pour lesquels il réserve sa décision en attendant un examen plus approfondi de la situation à l'égard desdits territoires.

2. The undertakings referred to in subparagraphs (a) and (b) of paragraph 1 of this Article shall be deemed to be an integral part of the ratification and shall have the force of ratification.

3. Any Member may at any time by a subsequent declaration cancel in whole or in part any reservation made in its original declaration in virtue of subparagraphs (b), (c), or (d) of paragraph 1 of this Article.

4. Any Member may, at any time at which the Convention is subject to denunciation in accordance with the provisions of Article 9, communicate to the Director-General a declaration modifying in any other respect the terms of any former declaration and stating the present position in respect of such territories as it may specify.

ARTICLE 8

1. Declarations communicated to the Director-General of the International Labour Office in accordance with paragraphs 4 or 5 of Article 35 of the Constitution of the International Labour Organisation shall indicate whether the provisions of the Convention will be applied in the territory concerned without modification or subject to modifications; when the declaration indicates that the provisions of the Convention will be applied subject to modifications, it shall give details of the said modifications.

2. The Member, Members or international authority concerned may at any time by a subsequent declaration renounce in whole or in part the right to have recourse to any modification indicated in any former declaration.

3. The Member, Members or international authority concerned may, at any time at which this Convention is subject to denunciation in accordance with the provisions of Article 9, communicate to the Director-General a declaration modifying in any other respect the terms of any former declaration and stating the present position in respect of the application of the Convention.

ARTICLE 9

1. A Member which has ratified this Convention may denounce it after the expiration of ten years from the date on which the Convention first comes into force, by an act communicated to the Director-General of the International Labour Office for registration. Such denunciation shall not take effect until one year after the date on which it is registered.

2. Each Member which has ratified this Convention and which does not, within the year following the expiration of the period of ten years mentioned in the preceding paragraph, exercise the right of denunciation provided for in this Article, will be bound for another period of ten years and, thereafter may denounce this Convention at the expiration of each period of ten years under the terms provided for in this Article.

ARTICLE 10

1. The Director-General of the International Labour Office shall notify all Members of the International Labour Organisation of the registration of all ratifications, declarations and denunciations communicated to him by the Members of the Organisation.

2. When notifying the Members of the Organisation of the registration of the second ratification communicated to him, the Director-General shall draw

2. Les engagements mentionnés aux alinéas a) et b) du premier paragraphe du présent article seront réputés parties intégrantes de la ratification et porteront des effets identiques.

3. Tout Membre pourra renoncer, par une nouvelle déclaration, à tout ou partie des réserves contenues dans sa déclaration antérieure en vertu des alinéas b), c) et d) du premier paragraphe du présent article.

4. Tout Membre pourra, pendant les périodes au cours desquelles la présente convention peut être dénoncée conformément aux dispositions de l'article 9, communiquer au Directeur général une nouvelle déclaration modifiant à tout autre égard les termes de toute déclaration antérieure et faisant connaître la situation dans des territoires déterminés.

ARTICLE 8

1. Les déclarations communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail conformément aux paragraphes 4 et 5 de l'article 35 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail doivent indiquer si les dispositions de la convention seront appliquées dans le territoire avec ou sans modifications; lorsque la déclaration indique que les dispositions de la convention s'appliquent sous réserve de modifications, elle doit spécifier en quoi consistent lesdites modifications.

2. Le Membre ou les Membres ou l'autorité internationale intéressés pourront renoncer entièrement ou partiellement, par une déclaration ultérieure, au droit d'invoquer une modification indiquée dans une déclaration antérieure.

3. Le Membre ou les Membres ou l'autorité internationale intéressés pourront, pendant les périodes au cours desquelles la convention peut être dénoncée conformément aux dispositions de l'article 9, communiquer au Directeur général une nouvelle déclaration modifiant à tout autre égard les termes d'une déclaration antérieure et faisant connaître la situation en ce qui concerne l'application de cette convention.

ARTICLE 9

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 10

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications, déclarations et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

the attention of the Members of the Organisation to the date upon which the Convention will come into force.

ARTICLE 11

The Director-General of the International Labour Office shall communicate to the Secretary-General of the United Nations for registration in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations full particulars of all ratifications, declarations and acts of denunciation registered by him in accordance with the provisions of the preceding articles.

ARTICLE 12

At such times as it may consider necessary the Governing Body of the International Labour Office shall present to the General Conference a report on the working of this Convention and shall examine the desirability of placing on the agenda of the Conference the question of its revision in whole or in part.

ARTICLE 13

1. Should the Conference adopt a new Convention revising this Convention in whole or in part, then, unless the new Convention otherwise provides—

- (a) the ratification by a Member of the new revising Convention shall *ipso jure* involve the immediate denunciation of this Convention, notwithstanding the provisions of Article 9 above, if and when the new revising Convention shall have come into force;
- (b) as from the date when the new revising Convention comes into force this Convention shall cease to be open to ratification by the Members.

2. This Convention shall in any case remain in force in its actual form and content for those Members which have ratified it but have not ratified the revising Convention.

ARTICLE 14

The English and French versions of the text of this Convention are equally authoritative.

The foregoing is the authentic text of the Convention duly adopted by the General Conference of the International Labour Organisation during its Thirty-fourth Session which was held at Geneva and declared closed the twenty-ninth day of June 1951.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

ARTICLE 11

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications, de toutes déclarations et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

ARTICLE 12

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa revision totale ou partielle.

ARTICLE 13

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant revision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

- a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant revision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 9 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant revision soit entrée en vigueur;
- b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant revision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant revision.

ARTICLE 14

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa trente-quatrième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 29 juin 1951.

IN FAITH WHEREOF we have appended our signatures this second day of August 1951.

EN FOI DE QUOI nous avons apposé notre signature, ce deuxième jour d'août 1951.

Le Président de la Conférence
RAPPARD
The President of the Conference

Le Directeur général du Bureau international du Travail
DAVID A. MORSE
The Director-General of the International Labour Office

Available by mail from Information Canada, Ottawa, K1A 0S9
and at the following Information Canada bookshops:

HALIFAX
1683 Barrington Street

MONTREAL
640 St. Catherine Street West

OTTAWA
171 Slater Street

TORONTO
221 Yonge Street

WINNIPEG
393 Portage Avenue

VANCOUVER
800 Granville Street

or through your bookseller

Price: Canada: 35 cents
Other Countries: 45 cents

Catalogue No. E3-1973/37

Price subject to change without notice

Information Canada

En vente chez Information Canada à Ottawa, K1A 0S9
et dans les librairies d'Information Canada:

HALIFAX
1683, rue Barrington

MONTREAL
640 ouest, rue Ste-Catherine

OTTAWA
171, rue Slater

TORONTO
221, rue Yonge

WINNIPEG
393, avenue Portage

VANCOUVER
800, rue Granville

ou chez votre libraire.

Prix: Canada: 35 cents
Autres Pays: 45 cents

N° de catalogue E3-1973/37

Prix sujet à changement sans avis préalable

Information Canada

CAI
EA10
T67



CANADA

Government
Publications

Department of External Affairs

TREATY SERIES 1973 No. 38 RECUEIL DES TRAITÉS

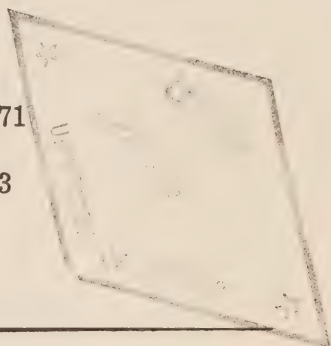
AIR

Exchange of Notes between CANADA and the UNITED STATES
OF MEXICO

Mexico, March 24, 1971

In force provisionally March 24, 1971

In force definitively March 8, 1973



AIR

Échange de Notes entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS
DU MEXIQUE

Mexique, le 24 mars 1971

En vigueur provisoirement le 24 mars 1971

En vigueur définitivement le 8 mars 1973



CANADA

TREATY SERIES 1973 No. 38 RECUEIL DES TRAITÉS

AIR

Exchange of Notes between CANADA and the UNITED STATES
OF MEXICO

Mexico, March 24, 1971

In force provisionally March 24, 1971

In force definitively March 8, 1973

AIR

Échange de Notes entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS
DU MEXIQUE

Mexique le 24 mars 1971

En vigueur provisoirement le 24 mars 1971

En vigueur définitivement le 8 mars 1973

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE
GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO CONCERNING
AMENDMENTS TO THE AIR TRANSPORT AGREEMENT BETWEEN CANADA
AND MEXICO OF DECEMBER 21, 1961.

I

The Ambassador of Canada to the Minister of Foreign Relations of Mexico

Mexico, D.F., March 24, 1971

No. 30

EXCELLENCY,

I have the honour to refer to the discussions held between representatives of the Government of Canada and the Government of the United States of Mexico in Mexico City during the week of November 23 to 28, 1970, concerning amendments to the Air Transport Agreement between Canada and Mexico of December 21, 1961.⁽¹⁾

It is my understanding that, as a result of these discussions, Sections I, II and III of the Route Schedule and Article VI of the Agreement are to be amended as follows:

ROUTE SCHEDULE

Section I

An airline designated by the Government of the United Mexican States shall be entitled to operate air services, in both directions, on each of the air routes specified and to make scheduled stops at the points specified in this paragraph with the maximum initial number of authorized frequencies in each direction as indicated in Section III:

	Points of Departure	Intermediate Points	Destination in Canada	Points beyond
1.	Mexico City Acapulco Guadalajara		Calgary Vancouver	Beyond Vancouver to a point in the Northern Pacific and beyond
2.	Mexico City Acapulco Guadalajara	*Detroit *Cleveland	Windsor Toronto Montreal	Beyond Montreal to a point in Europe and beyond
3.	Cozumel Can Cum Mérida		Toronto Montreal	

* Local traffic between these points and Canada is limited to Toronto and to traffic carried on flights operated via Toronto. These rights will remain in effect only until fifth freedom traffic rights beyond Canada are exercised.

⁽¹⁾ Treaty Series 1964 No. 4

ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE CONCERNANT DES MODIFICATIONS À APPORTER À L'ACCORD RELATIF AUX TRANSPORTS AÉRIENS ENTRE LE CANADA ET LE MEXIQUE EN DATE DU 21 DÉCEMBRE 1961.

I

L'Ambassadeur du Canada au Ministre des Affaires extérieures du Mexique

Mexico, le 24 mars 1971

No. 30

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer aux discussions qui ont eu lieu à Mexico entre les représentants du Gouvernement du Canada et du Gouvernement des États-Unis du Mexique pendant la semaine du 23 au 28 novembre 1970, concernant des modifications à apporter à l'Accord relatif aux transports aériens entre le Canada et le Mexique en date du 21 décembre 1961.⁽¹⁾

Je considère comme entendu qu'à la suite de ces discussions, les Sections I, II et III du tableau des routes et l'Article VI de l'Accord doivent être modifiés comme suit:

TABLEAU DES ROUTES

Section I

L'entreprise désignée par le Gouvernement des États-Unis du Mexique aura le droit de desservir dans les deux sens chacune des routes spécifiées et de faire des escales régulières aux points indiqués dans le présent paragraphe, en se conformant toutefois au nombre initial maximal de fréquences autorisées dans chaque direction tel qu'indiqué à la Section III:

Points de départ	Points intermédiaires	Destination au Canada	Points au-delà
1. Mexico Acapulco Guadalajara		Calgary Vancouver	Au-delà de Vancouver jusqu'à un point de la région nord-Pacifique et au-delà
2. Mexico Acapulco Guadalajara	*Détroit *Cleveland	Windsor Toronto Montréal	Au-delà de Montréal jusqu'à un point en Europe et au-delà
3. Cozumel Can Cum Mérida		Toronto Montréal	

* Le trafic local entre ces points et le Canada est limité à Toronto et au trafic transporté via Toronto. Ces droits resteront en vigueur seulement jusqu'à ce que les droits de trafic de la cinquième liberté au-delà du Canada soient exercés.

⁽¹⁾ Recueil des Traités 1964 N° 4

Section II

An airline designated by the Government of Canada shall be entitled to operate air services, in both directions, on each of the air routes specified and to make scheduled stops at the points specified in this paragraph, with the maximum initial number of authorized frequencies in each direction as indicated in Section III:

Points of Departure	Destination in Mexico	Points Beyond
1. Vancouver Edmonton Calgary Winnipeg	Guadalajara Mexico City Acapulco	Beyond Mexico City and/or Acapulco to Lima, Peru and beyond
2. Montreal Toronto Windsor	Guadalajara Puerto Vallarta Mexico City Acapulco	Beyond Mexico City and/or Acapulco to Lima, Peru and beyond
3. Vancouver Calgary	La Paz San José del Cabo Mazatlan Puerto Vallarta	

Section III

Both parties agree that the following frequencies may be operated:

To points beyond

1. Airlines of each contracting party will be able to operate up to seven frequencies per week on the beyond sections of their corresponding routes, provided that the combination of these rights will not exceed seven frequencies per week for each airline.

Between both countries

2. Seven frequencies per week by the designated airline of each contracting party on each one of the routes 1 and 3 of Sections I and II. When the other airline institutes service on route 1, the frequency on this route will be reduced to six.

3. Seven frequencies per week by the designated airline of each contracting party on route 2 of Sections I and II. The frequencies to be increased to eight frequencies effective December 1, 1971, and to ten frequencies effective December 1, 1972.

4. With respect to the preceding paragraph 3, the frequencies to Mexico City in route 2 of Section II are limited to a maximum of six frequencies after December 1, 1971, and to seven frequencies after December 1, 1972.

Section II

L'entreprise désignée par le Gouvernement canadien aura le droit de desservir dans les deux sens chacune des routes spécifiées et de faire des escales régulières aux points indiqués dans le présent paragraphe, en se conformant toutefois aux fréquences maximums de début indiquées à la Section III:

	Points de départ	Destination au Mexique	Points au-delà
1.	Vancouver Edmonton Calgary Winnipeg	Guadalajara Mexico Acapulco	Au-delà de Mexico et (ou) d'Acapulco jusqu'à Lima, au Pérou, et au-delà
2.	Montréal Toronto Windsor	Guadalajara Puerto Vallarta Mexico Acapulco	Au-delà de Mexico et (ou) d'Acapulco jusqu'à Lima, au Pérou, et au-delà
3.	Vancouver Calgary	La Paz San José del Cabo Mazatlan Puerto Vallarta	

Section III

Les deux parties conviennent que les fréquences de vol ci-après seront observées:

Points au-delà

1. Les entreprises désignées de chaque partie contractante pourront assurer jusqu'à sept vols par semaine sur les sections prolongées de leurs routes correspondantes, à condition que l'exercice combiné de ces droits ne représente pas plus de sept vols par semaine pour chaque entreprise.

Entre les deux pays

2. Sept vols par semaine seront assurés par l'entreprise désignée de chaque partie contractante sur chacune des routes 1 et 3 des Sections I et II. Lorsque l'autre entreprise assurera un service sur la route 1, la fréquence des vols sur cette route sera réduite à six.

3. Sept vols par semaine par l'entreprise désignée de chaque partie contractante sur la route 2 des Sections I et II. Le nombre des vols sera porté à huit à compter du 1^{er} septembre 1971 et à dix à compter de 1^{er} décembre 1972.

4. En ce qui concerne le paragraphe 3 qui précède, la fréquence des vols à destination de Mexico sur la route 2 de la Section II est limitée à un maximum de six vols après le 1^{er} décembre 1971 et à sept après le 1^{er} décembre 1972.

5. With respect to the preceding Sections I and II, the points of departure or destination there indicated, in Mexico and Canada, may be operated as co-terminals, and any point or points on any route may be omitted on any flight, provided that in all cases flights serve at least one point in the country designating the airline.
6. Flights on route 3 of Section II may include Guadalajara, Mexico City and/or Acapulco and the number of frequencies operated in this manner will be counted as flights operated on route 1 of Section II.
7. In the operation of the agreed services in this Agreement, and in the present Route Schedule, the frequencies are based on the use of DC-8 equipment series 60 or similar (with maximum capacity of 250 passengers). If larger aircraft are used on the services, the frequencies must be reduced so that the authorized total capacity is not exceeded. If smaller aircraft are used on these services, the frequencies after December 1, 1971, may be increased provided that the then authorized total capacity is not exceeded.
8. Requests for authority to operate frequencies in excess of those outlined in paragraphs 1, 2, 3 and 4 shall be dealt with pursuant to the principles and procedures outlined in Article X.

ARTICLE VI

1. Certificates of airworthiness, certificates of competency and licences, issued or rendered valid by one Contracting Party and still in force, shall be recognized as valid by the other Contracting Party for the purpose of operating the routes and services provided for in this Agreement, provided that the requirements under which such certificates or licences were issued or rendered valid are equal to or above the minimum standards which may be established pursuant to the Convention on International Civil Aviation. Each Contracting Party reserves the right, however, to refuse to recognize certificates of competency or licences granted to its own nationals by the other Contracting Party.
2. If the terms and conditions of the certificates or licences referred to in paragraph 1 above, issued by the competent authorities of one Contracting Party to any aircraft, any person or any designated airline operating the routes and services provided for in this Agreement are different from the standards established under the Convention on International Civil Aviation and such differences have been filed with the International Civil Aviation Organization or no notification has been given to that Organization, the other Contracting Party may request consultations between the competent authorities of the two Contracting Parties with a view to satisfying itself that the practices in question are acceptable to it. Failure to reach a satisfactory agreement will constitute grounds for denial or withdrawal of an appropriate technical authorization.

I have the honour to propose that if your Government concurs in the foregoing amendments, this Note, which is authentic in English and French, and your reply to that effect, shall constitute an agreement between our two Governments amending the Air Transport Agreement of December 21, 1961, and that this amending agreement shall enter into force, provisionally, from the date of Your Excellency's reply and, definitively, from the date on which is effected an additional exchange of notes by which the contracting parties

5. En ce qui concerne les Sections I et II qui précèdent, les points de départ et de destination au Mexique et au Canada peuvent servir de terminus communs et il sera loisible d'omettre un ou plusieurs points sur n'importe quelle route et sur n'importe quelle envolée, à condition que, dans tous les cas, les vols desservent au moins un point dans le pays qui a désigné l'entreprise de transport aérien.

6. Les vols assurés sur la route 3 de la Section II pourront desservir Guadalajara, Mexico et (ou) Acapulco, et le nombre de vols assurés de cette manière comptera comme vols assurés sur la route 1 de la Section II.

7. Dans l'exploitation des services convenus aux termes du présent Accord, et dans le présent tableau des routes, la fréquence des vols est fondée sur l'utilisation d'appareils DC-8, série 60 ou d'appareils analogues (avec capacité maximum de 250 passagers). Si de plus grands avions sont utilisés pour ces services, la fréquence des vols doit être réduite de manière que la capacité totale autorisée ne soit pas dépassée. Si de plus petits avions sont utilisés pour ces services, la fréquence des vols après le 1^{er} décembre 1971 peut être augmentée à condition que la capacité totale alors autorisée ne soit pas dépassée.

8. Les demandes d'autorisation concernant l'exploitation des vols en excédent de ceux qui sont mentionnés aux paragraphes 1, 2, 3 et 4 recevront suite conformément aux principes et à la méthode exposés à l'Article X.

ARTICLE VI

1. Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les permis décernés ou validés par l'une des Parties contractantes, et encore en vigueur, seront reconnus comme valides par l'autre Partie contractante aux fins de l'exploitation des routes et services prévus dans le présent Accord, pourvu qu'ils reposent sur des exigences égales ou supérieures aux normes qui pourront être établies conformément à la Convention de l'aviation civile internationale. Toutefois, chaque Partie contractante se réserve le droit de ne pas reconnaître les brevets d'aptitude et les permis accordés à ses propres ressortissants par l'autre Partie contractante.

2. Si les certificats ou permis mentionnés au paragraphe 1 ci-dessus et décernés par les autorités compétentes d'une des Parties contractantes à un avion, à une personne ou à une entreprise désignée qui exploite les routes et services prévus dans le présent Accord diffèrent, par leurs conditions, des normes établies conformément à la Convention de l'aviation civile internationale, et si ces différences ont été enregistrées auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale ou qu'aucun avis n'a été donné à cette Organisation, l'autre partie contractante peut demander des consultations entre les autorités compétentes des deux Parties contractantes pour s'assurer que les pratiques en question sont acceptables à son point de vue. A défaut d'une entente satisfaisante à ce sujet, il y aura lieu de refuser ou de révoquer l'autorisation technique pertinente.

J'ai l'honneur de proposer que si votre Gouvernement approuve les modifications qui précèdent, la présente Note, dont les versions anglaise et française font également foi, et votre réponse constituent entre nos deux Gouvernements un accord modifiant l'Accord relatif aux transports aériens du 21 décembre 1961, et que cet accord de modification entre en vigueur, à titre provisoire, à compter de la date de votre réponse et, d'une manière définitive,

inform one another that they have obtained, with respect to this amending agreement, whatever approval each may require in accordance with its respective constitutional procedures.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

SAUL F. RAE

His Excellency
Lic. Emilio O. Rabasa
Minister of Foreign Relations
TLATELOLCO, D. F.

à la date à laquelle sera effectué un échange de notes complémentaires par lequel les parties contractantes s'aviseront mutuellement qu'elles auront obtenu, à l'égard du présent accord de modification, l'approbation dont elles peuvent avoir besoin, conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

SAUL F. RAE

Son Excellence
Lic. Emilio O. Rabasa
Ministre des Affaires extérieures
TLATELOLCO, D. F.

II

The Minister of Foreign Relations of Mexico to the Ambassador of Canada

Mexico, D.F., March 24, 1971

No. 502317

MR. AMBASSADOR:

I have the honour of acknowledging receipt of your kind note No. 30, dated March 24, 1971, drafted in English and in French, the Spanish version of which is as follows:-

(See Canadian Note No. 30 dated March 24, 1971)

In reply, I have the honour of communicating that the Government of the United States of Mexico is in agreement with the terms contained in the note just transcribed and consequently accepts that said note and this one constitute an agreement between the Mexican United States and Canada for purposes of amending the Convention on Air Transport between the two countries signed at the City of Mexico December 21, 1961.

I take this opportunity to reiterate the assurances of my highest consideration.

EMILIO O. RABASA

His Excellency Dr. Saul F. Rae,
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
of Canada,
Mexico, D.F.

II

Le Ministre des Affaires extérieures du Mexique à l'Ambassadeur du Canada

Mexique, D.F., le 24 mars 1971.

N° 502317

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de votre note numéro 30, du 24 mars 1971 rédigée dans les langues anglaise et française, et dont le texte traduit en espagnol se lit comme suit:

(voyez la note canadienne n° 30 du 24 mars 1971)

En réponse, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que le Gouvernement des États-Unis du Mexique est d'accord avec les termes de la note de votre Excellence que je viens de transcrire et, par conséquent, il convient que ladite note et la présente constituent un accord entre nos deux Gouvernements modifiant l'Accord relatif aux transports aériens du 21 décembre 1961.

Je profite de cette occasion pour renouveler à Votre Excellence le témoignage de ma plus haute considération.

Emilio O. Pabasa

Son Excellence Saul F. Rae,
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire du Canada,
Mexique, D. F.

III

The Ambassador of Canada to the Minister of Foreign Relations of Mexico

Mexico, D.F., March 24, 1971.

No. 31

EXCELLENCY,

I have the honour to refer to the discussions held between representatives of the Government of Canada and the Government of the United States of Mexico in Mexico City during the week of November 23 to 28, 1970, relating to the Air Transport Agreement between Canada and Mexico of December 21, 1961.

It is my understanding that as a result of these discussions it was agreed that the following conditions shall apply to services involving points beyond and intermediate points.

With respect to the footnote applying to Section 1 Route 2, the carriage of local traffic on flights between Detroit, Cleveland and Toronto, Montreal, is limited to a maximum of seven frequencies per week in total. If the conditions which made it necessary for the Canadian Government to stipulate that local traffic from Cleveland and Detroit be carried via Toronto should change, the Canadian Government would be prepared to give sympathetic consideration to a request from the Mexican Government that this stipulation be cancelled.

The Canadian airline may operate up to four frequencies per week to points beyond, of which the fourth will omit Mexico City. After December 1, 1971, it may operate an additional beyond frequency from Mexico City and/or Acapulco.

After December 1, 1972, the Canadian airline may operate a further additional beyond frequency which must omit Mexico City. After December 1, 1973, it may operate a seventh beyond frequency from Mexico City and/or Acapulco only if at that time the two beyond frequencies omitting Mexico City are already in operation.

If the Canadian Government efforts to secure traffic rights between Acapulco and the third country are unsuccessful, the Mexican Government will give sympathetic consideration to the possibility that the beyond frequency starting after December 1, 1973, be flown from Mexico City. In such consideration, the promotional efforts of the Canadian airline to increase traffic between Canada and Mexico will be reviewed.

If the Mexican airline operates more than three frequencies beyond Canada, the Canadian airline may at that time operate the same number of frequencies beyond Mexico City and/or Acapulco.

The provisions of Section III paragraph 7 for the increase of frequencies if smaller aircraft are used, shall not apply to services operated beyond Canada and beyond Mexico or to the local traffic rights exercised between intermediate points and Canada.

I should be grateful if you would confirm that the Government of the United States of Mexico concurs in the statement set forth in this Note which

III

L'Ambassadeur du Canada au Ministre des Affaires extérieures du Mexique

Mexico, le 24 mars 1971

N° 31

MONSIEUR LE MINISTRE,

j'ai l'honneur de me référer aux discussions qui ont eu lieu entre les représentants du Gouvernement du Canada et du Gouvernement des États-Unis du Mexique, à Mexico, pendant la semaine du 23 au 28 novembre 1970, concernant l'Accord relatif aux transports aériens entre le Canada et le Mexique en date du 21 décembre 1961.

Je considère comme entendu qu'à la suite de ces discussions les conditions ci-après s'appliqueront aux services intéressant des points au-delà et des points intermédiaires:

En ce qui concerne la note de bas de page s'appliquant à la route 2 de la Section I, le trafic local des vols entre Détroit, Cleveland et Toronto, Montréal est limité au transport assuré par une fréquence maximum de sept vols par semaine au total. S'il y a changement des circonstances qui ont contraint le Gouvernement canadien à stipuler que le trafic local en provenance de Cleveland et de Détroit passe par Toronto, le Gouvernement canadien serait disposé à accorder une attention sympathique à une demande du Gouvernement mexicain concernant l'annulation de cette clause.

L'entreprise canadienne peut assurer jusqu'à quatre vols par semaine à destination de points au-delà, le quatrième omettant Mexico dans son parcours. Après le 1^{er} décembre 1971, elle peut assurer un vol supplémentaire au-delà à partir de Mexico et (ou) d'Acapulco.

Après le 1^{er} décembre 1972, l'entreprise canadienne peut assurer un vol supplémentaire au-delà, vol qui doit omettre Mexico. Après le 1^{er} décembre 1973, elle peut assurer un septième vol au-delà, à partir de Mexico et (ou) d'Acapulco, à la condition expresse que les deux vols omettant Mexico, à destination de points au-delà, soient déjà assurés.

Si les efforts exercés par le Gouvernement canadien pour obtenir des droits de trafic entre Acapulco et le troisième pays demeurent sans résultat positif, le Gouvernement mexicain accordera une attention sympathique à la possibilité que les vols à destination d'un point au-delà commençant après le 1^{er} décembre 1973 aient leur point de départ à Mexico. En considération de cette éventualité, les efforts de l'entreprise canadienne visant à promouvoir le trafic entre le Canada et le Mexique seront réexaminés.

Si l'entreprise mexicaine assure plus de trois vols au-delà du Canada, l'entreprise canadienne peut alors assurer le même nombre de vols au-delà de Mexico et (ou) d'Acapulco.

La disposition du paragraphe 7 de la Section III prévoyant l'augmentation de la fréquence des vols si des avions plus petits sont utilisés ne s'appliquera pas aux services assurés au-delà du Canada et au-delà du Mexique

is authentic in English and French and which replaces the Exchange of Notes between our two Governments of December 21, 1961.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

SAUL F. RAE

His Excellency
Lie. Emilio O. Rabasa
Minister of Foreign Relations
TLATELOLCO, D.F.

ni aux droits de trafic local exercés entre des points intermédiaires et le Canada.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir confirmer si le Gouvernement des États-Unis du Mexique approuve les dispositions de la présente Note dont les versions anglaise et française font également foi et qui remplace l'Échange de Notes du 21 décembre 1961 entre nos Gouvernements.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

SAUL F. RAE

Son Excellence
Lic. Emilio O. Rabasa
Ministre des Affaires extérieures
Tlatelolco, D.F.

IV

The Minister of Foreign Relations of Mexico to the Ambassador of Canada

Mexico, D.F., March 24, 1971

No. 502318

MR. AMBASSADOR,

I have the honour of acknowledging receipt of your Note No. 31 of this date prepared in the English and French languages, of which the translated Spanish text is as follows:

(See Canadian Note No. 31 dated March 24, 1971)

In reply, I have the honour of informing Your Excellency that the Government of the United States of Mexico is in agreement with the terms of Your Excellency's Note as transcribed above and, consequently, it will be in order that said Note and the present one replace the Exchange of Notes between our two Governments on December 21, 1961.

I take this opportunity to renew to Your Excellency the testimony of my highest consideration.

EMILIO O. RABASA

His Excellency Saul F. Rae,
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
of Canada,
Mexico, D. F.

IV

Le Ministre des Affaires extérieures du Mexique à l'Ambassadeur du Canada

Mexique, D.F., le 24 mars 1971

N° 502318

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de votre note numéro 31, de cette date, rédigée dans les langues anglaise et française, et dont le texte traduit en espagnol se lit comme suit:

(voyez la note canadienne no 31 du 24 mars 1971)

En réponse, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que le Gouvernement des États-Unis du Mexique est d'accord avec les termes de la note de Votre Excellence que je viens de transcrire et, par conséquent, il convient que ladite note et la présente remplacent l'échange de notes qui a eu lieu entre nos deux Gouvernements en date du 21 décembre 1961.

Je profite de cette occasion pour renouveler à Votre Excellence le témoignage de ma plus haute considération.

EMILIO O. RABASA

Son Excellence Saul F. Rae,
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire du Canada,
Mexique, D. F.

Available by mail from Information Canada, Ottawa, K1A 0S9
and at the following Information Canada bookshops:

HALIFAX
1683 Barrington Street

MONTREAL
640 St. Catherine Street West

OTTAWA
171 Slater Street

TORONTO
221 Yonge Street

WINNIPEG
393 Portage Avenue

VANCOUVER
800 Granville Street

or through your bookseller

Price: Canada: 35 cents
Other Countries: 45 cents

Catalogue No. E3-1973/38

Price subject to change without notice

Information Canada

© QUEEN'S PRINTER FOR CANADA

OTTAWA, 1975

En vente chez Information Canada à Ottawa, K1A 0S9
et dans les librairies d'Information Canada:

HALIFAX
1683, rue Barrington

MONTRÉAL
640 ouest, rue Ste-Catherine

OTTAWA
171, rue Slater

TORONTO
221, rue Yonge

WINNIPEG
393, avenue Portage

VANCOUVER
800, rue Granville

ou chez votre libraire.

Prix: Canada: 35 cents
Autres Pays: 45 cents

N° de catalogue E3-1973/38

Prix sujet à changement sans avis préalable

Information Canada

© IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE CANADA
OTTAWA, 1975



OCT 7 1902

3 1761 11549077 3

